



LES ARTICLES DU JOUR .COM

"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"



MARDI 28 SEPTEMBRE 2021

TOUT EST FAUX : la pensée humaine n'est pas fait pour connaître le fond des choses, mais seulement pour observer, pour des raisons de survie.

- ▶ **La marche de la folie** (Tim Watkins) p.1
- ▶ **La crise du gaz** (Antonio Turiel) p.9
- ▶ **L'homme le plus dangereux** (Brian Maher) p.16
- ▶ **Pourrions-nous déjà atteindre les limites du gaz naturel ?** (Gail Tverberg) p.20
- ▶ **L'ère des exterminations (II) -- Comment exterminer les jeunes ?** (Ugo Bardi) p.29
- ▶ **Les responsables de la santé publique disent "Faites-nous confiance". Les données disent le contraire.** p.32
- ▶ **Hymne à toutes les décroissances** (Biosphere) p.42
- ▶ **ÉCROULEMENT...** (Patrick Reymond) p.49
- ▶ **Les prix du charbon explosent. Merci l'Allemagne !** (Charles Sannat) p.53

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ Un initié du secteur vient de révéler la vérité sur ce qui se cache réellement derrière les pénuries dans nos supermarchés locaux. (Michael Snyder) p.55
- ▶ « Du quoi qu'il en coûte, au quoi qu'il en coule ! » (Charles Sannat) p.58
- ▶ **Le capitalisme : une nouvelle idée** (Jeff Thomas) p.61
- ▶ **TSUNAMI Financier: La FAILLITE de Evergrande Menace l'Économie Entière – Le KRACH** Approche ! p.64
- ▶ Evergrande n'est pas le "moment Lehman" de la Chine. Ça pourrait être pire que ça. (Daniel Lacalle) p.65
- ▶ Trop d'inflation ? Il suffit de relever la cible d'inflation ! (Ryan McMaken) p.67
- ▶ Un seul flocon déclenche l'avalanche ! p.69
- ▶ La reprise, pire que la crise ? (Bruno Bertez) p.74

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

.La marche de la folie

Tim Watkins 27 septembre 2021

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is coming - will you be ready?



Il est intéressant de constater que les gens ont comparé les images des files d'attente pour l'essence en Grande-Bretagne ce week-end avec les files d'attente pour l'essence qui se sont formées en 1973 à la suite de l'embargo pétrolier de l'OPEP. En effet, la comparaison avec les manifestations de septembre 2000 est plus juste. En d'autres termes, les "pénuries" de ce week-end sont en grande partie le résultat du lancement par une multinationale pétrolière d'une campagne médiatique visant à éviter de devoir améliorer les salaires et les conditions de travail de ses chauffeurs. Si l'on se fie aux expériences passées - y compris la ruée vers le

papier toilette en mars dernier - il ne fallait pas être un génie pour comprendre que la publication d'une fausse pénurie de carburant entraînerait une ruée vers les stations-service du pays. Après tout, elles sont comme les banques : si nous nous y présentons tous en même temps, elles se cassent. Et c'est ainsi qu'en quelques heures, la pénurie de carburant est devenue une prophétie auto-réalisatrice, aidée par les ministres qui ont pris la parole sur les ondes pour exhorter les gens à ne pas paniquer.

En fait, nous sommes devenus encore plus dépendants des livraisons juste-à-temps aujourd'hui qu'il y a 21 ans. Et à l'époque, il suffisait de perdre 15 % des livraisons pour que nous soyons au bord d'un effondrement en cascade. C'est parce que l'économie réelle échoue de la même manière que Liebig a soutenu que les cultures échouent. L'absence d'un seul composant suffit à provoquer un échec total. Ainsi, par exemple, en septembre 2000, plusieurs hôpitaux anglais ont cessé de soigner des personnes en raison d'une pénurie de Sucher. Les salles d'opération étaient prêtes à fonctionner. Les chirurgiens étaient en place. Les patients étaient prêts à être anesthésiés. Mais sans les moyens de les recoudre, tout le processus a dû être mis en attente. Dans l'ensemble de l'économie, les systèmes ont commencé à tomber en panne de la même manière, ce qui a fait craindre une défaillance des infrastructures essentielles telles que le réseau électrique ou le système d'approvisionnement en eau et d'assainissement.



Les pénuries de 1973 étaient une autre affaire, car elles n'avaient rien d'artificiel en interne. Bien qu'elles aient été en partie une réaction à l'intervention occidentale dans la guerre israélo-arabe (ce qui explique le moment mais pas la raison sous-jacente), les sanctions de l'OPEP étaient en grande partie une réponse au pic de la

production pétrolière américaine trois ans plus tôt. Avant cela, la Texas Railroad Commission avait exercé un contrôle sur les prix mondiaux du pétrole en augmentant ou en diminuant la production. Mais une fois le pic dépassé, elle ne pouvait plus augmenter la production pour maintenir les prix à un niveau bas. Cela convenait à la fois aux États pétroliers du Moyen-Orient et aux multinationales pétrolières occidentales, qui pouvaient désormais faire monter les prix. Et les demandes ont été imposées par l'imposition d'un embargo sur les économies qui dépendaient du pétrole pour leur existence.

Sur le plan interne, des pays comme le Royaume-Uni ont eu un avant-goût de ce que serait un monde affligé par une production pétrolière en déclin. Et il n'y a pas que le rationnement immédiat du carburant et les problèmes de circulation des marchandises. L'augmentation du prix du pétrole a alimenté la stagflation de l'époque en faisant grimper le prix de tout ce qui était fabriqué, utilisé ou transporté à l'aide de pétrole, tout en réduisant la rentabilité de tous les secteurs de l'économie.

Ce n'est pas un hasard si le milieu des années 1970 a vu un intérêt accru pour les questions environnementales et les alternatives potentielles aux combustibles fossiles en général et au pétrole en particulier. Bien qu'une théorie de la conspiration courante à l'époque ait pu nous bercer d'un faux sentiment de sécurité, cette théorie était que Big Oil avait acheté les brevets d'une série de technologies énergétiques qui n'avaient pas besoin de pétrole, et que celles-ci seraient développées une fois que le monde serait confronté à un pic de production. Il s'est avéré que le mieux qu'ils pouvaient offrir était des éoliennes et des panneaux solaires tout à fait inadéquats qui nécessitent des combustibles fossiles à chaque étape de leur fabrication, transport, déploiement et entretien.

En revanche, l'augmentation du prix du pétrole a fait que les gisements auparavant trop chers du nord de l'Alaska, en mer du Nord et dans le golfe du Mexique méritaient d'être exploités. Et ce sont ces gisements (et le blanchiment d'argent qui en découle) - plutôt que les politiques économiques maniaques du gouvernement Thatcher - qui ont finalement redressé l'économie au début des années 1990. À l'échelle mondiale, l'expansion de la masse monétaire basée sur l'endettement de Clinton - reflétée par Blair au Royaume-Uni - a contribué à inaugurer la décennie de croissance insoutenable basée sur l'endettement qui s'est terminée en 2008. Et une fois de plus, nos récits se trompent sur cet accident en rejetant la faute sur des questions politiques immédiates plutôt que sur les limites des ressources à long terme. Pour la droite politique, 2008 a été le résultat de gouvernements prodigues qui ont emprunté et dépensé plus qu'ils ne pouvaient se permettre. Pour la gauche, ce sont des banquiers cupides et des entreprises qui ont fraudé le fisc qui ont ruiné le système financier, avant de demander l'aide de l'État.

Bien qu'il y ait une part de vérité dans ces mythes, comme dans les années 1970, la crise a commencé par l'épuisement des ressources. Le Royaume-Uni a été particulièrement touché car ses réserves de pétrole et de gaz de la mer du Nord avaient été dilapidées à la fin du vingtième siècle. La production de pétrole et de gaz a atteint un pic en 1999 et a rapidement chuté par la suite. En 2005, le Royaume-Uni était devenu un importateur net de pétrole et de gaz. **En 2005 également, la production mondiale de pétrole conventionnel a atteint un pic,** avec un impact similaire à celui du début des années 1970. Le prix de tout ce qui dépendait du pétrole a commencé à augmenter.

La bonne réponse à cette situation aurait dû être de ne rien faire du tout. C'était une occasion où "laisser faire le marché libre" aurait fait le moins de mal. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'en cas de choc de l'offre, les gens n'ont d'autre choix que d'ajuster leurs dépenses en conséquence. Cela signifie qu'ils dépensent moins en articles discrétionnaires - tels que les appareils électriques, les nouvelles voitures, les vacances à l'étranger ou les repas au restaurant - et plus en articles essentiels - tels que la nourriture, le logement, les services publics et les vêtements. Le déclin des secteurs discrétionnaires de l'économie qui en résulte entraînera la faillite des moins performants, ce qui entraînera à son tour une baisse de la demande de pétrole. En fin de compte, le prix du pétrole devra s'établir à un prix que l'économie peut se permettre.

Il est particulièrement important de comprendre cela lorsque l'on a affaire à une économie surchargée de dettes. En 2005, l'écrasante majorité des économistes, des conseillers gouvernementaux et des ministres avaient une

compréhension totalement erronée du fonctionnement du système bancaire. Ils ont adhéré à des modèles qui supposaient que les banques étaient identiques aux coopératives de crédit - comptant sur les épargnants pour fournir l'argent prêté aux emprunteurs, et réalisant un petit profit sur les taux d'intérêt marginaux. En réalité, les banques avaient été autorisées à créer une forme de monnaie appelée "crédit bancaire", c'est-à-dire tous les chiffres qui apparaissent sur votre relevé bancaire. En 2005, le crédit bancaire représentait plus de 90 % de la monnaie en circulation. Et chaque penny et chaque cent de cette monnaie avait été créé par les banques lors de l'émission de nouveaux prêts.

L'ensemble du système bancaire était - et reste - une version complexe d'une chaîne de Ponzi ; car pour rembourser les intérêts sur la monnaie déjà en circulation, nous n'avons d'autre choix que de continuer à emprunter. En effet, comme les intérêts composés croissent de manière exponentielle, nous n'avons pas d'autre choix que d'emprunter de manière exponentielle si nous voulons éviter l'effondrement du système bancaire et financier mondial. Mais il y a des limites à la mesure dans laquelle les banques peuvent continuer à prêter. Et on peut dire que nous avons atteint ces limites au début des années 2000, lorsque les banques ont commencé à accorder des prêts hypothécaires à des personnes qui avaient à peine les moyens de les rembourser - les "emprunteurs à risque". Bien sûr, les banques avaient pris des mesures pour se protéger des mauvaises créances. Néanmoins, les défauts de paiement à la base de la pyramide allaient faire s'écrouler toute la structure.

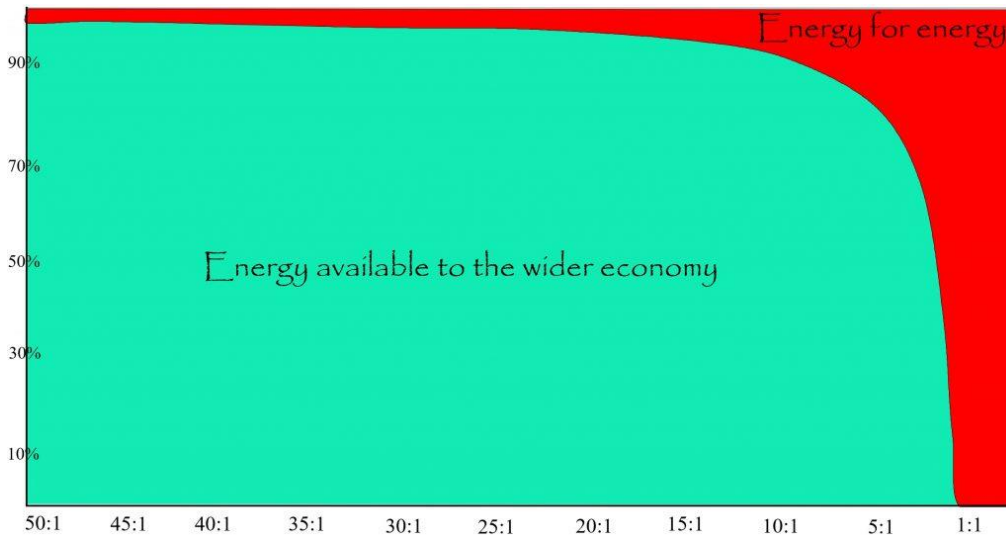
Peu de gens ont examiné le problème de bas en haut. Mais imaginez-vous dans la position d'un emprunteur de prêts hypothécaires à risque. Le marché du logement au sens large est dysfonctionnel depuis des années. Les loyers mensuels ont augmenté bien plus que le remboursement mensuel d'un prêt hypothécaire. Malgré cela, à moins de pouvoir verser un dépôt important - ce qui est plus ou moins impossible en raison des loyers élevés - vous n'avez aucune chance d'accéder à un logement. Mais à la fin des années 1990, la recherche vorace de nouveaux emprunteurs par les banques atteint le point où vous pouvez obtenir un prêt hypothécaire à 100 %. Et si vous êtes prudent - et prêt à déménager régulièrement - vous pouvez utiliser la hausse du prix de chacune des propriétés contre lesquelles vous empruntez pour constituer le dépôt sur votre prochaine maison. Et finalement, la hausse des prix de l'immobilier vous permettra de rembourser entièrement votre prêt. C'était du moins la théorie. Et donc, vous signez un prêt hypothécaire que vous pouvez à peu près rembourser, à condition de faire des économies. Et puis, en 2005, les prix dans l'ensemble de l'économie commencent à augmenter avec la hausse du prix du pétrole. En 2006, vous commencez à souffrir parce que le coût d'un emploi - l'utilisation d'une voiture, l'achat d'un repas, de nouveaux vêtements de travail, etc. - ne vous laisse plus de dépenses discrétionnaires. Pourtant, tant que personne ne fait rien d'imbécile, comme augmenter les taux d'intérêt, les choses devraient se calmer à l'avenir.

Malheureusement, l'augmentation des taux d'intérêt est exactement ce que les manuels d'économie recommandent comme remède universel à la hausse des prix. Le fait que la hausse des prix - à l'époque comme aujourd'hui - n'a absolument rien à voir avec le coût des emprunts n'est même pas pris en considération. C'est ainsi que les emprunteurs "subprime", qui parvenaient tout juste à garder la tête hors de l'eau, ont été frappés par le coût supplémentaire de l'augmentation des intérêts. Et c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les emprunteurs ont commencé à faire défaut et la valeur des titres des banques a commencé à s'effondrer. Nous avons alors découvert que les banques avaient créé des filiales pour racheter leurs titres douteux afin d'en maintenir le prix. Ainsi, les banques ont cessé de se faire confiance et ont arrêté de se prêter à court terme les unes aux autres - ce que l'on appelle le "resserrement du crédit".

L'offre de pétrole et la mauvaise économie, et non (ou du moins pas principalement) des banquiers avides ou des gouvernements prodigues, ont été la cause du krach de 2008 et du recul continu de la prospérité dans les États développés depuis lors. Et si vous pensez que c'est une mauvaise nouvelle, considérez que la production mondiale de pétrole, y compris les sources non conventionnelles - fracturation de schiste et sables bitumineux - a atteint son pic en 2018 ; bien que les pleins effets de ce pic aient été cachés dans une certaine mesure par l'arrivée fortuite du SRAS-CoV-2.

Pour être clair ici, le "pic pétrolier" ne fait pas référence au moment où nous "manquons" de pétrole. Il s'agit plutôt de la dernière fois où la production de pétrole a augmenté. À partir de maintenant, nous produirons moins de pétrole que l'année précédente. Et comme le pétrole est une ressource limitée, nous ne pouvons rien faire pour inverser le processus. Cette découverte n'est pas nouvelle. En effet, le pic pétrolier a été théorisé dès les années 1950 et a commencé à être pris au sérieux après le choc pétrolier des années 1970. En effet, alors que l'on pourrait être tenté de considérer le pétrole comme une ressource bon marché de plus, coûtant moins de 0,50 pence par litre, la valeur que nous tirons du pétrole est immense. Ainsi, toute diminution de la quantité de pétrole disponible nous oblige à prendre des décisions difficiles quant aux secteurs de l'économie que nous allons maintenir et à ceux que nous devons abandonner.

Pire encore, la qualité du pétrole dont nous dépendons s'est également dégradée. En effet, alors que nous pouvions autrefois extraire le pétrole en enfonçant un tuyau de quelques mètres dans le sol, nous avons maintenant recours à l'extraction à ciel ouvert et à la cuisson des sables bitumineux ou à la fracturation hydraulique de la roche mère. Et cela se traduit par une augmentation du coût de l'énergie, car nous sommes obligés de consacrer une part croissante de notre énergie à la sécurisation de l'énergie pour l'avenir. Par conséquent, certaines parties des secteurs non énergétiques de l'économie, beaucoup plus importants, doivent être supprimées. Et comme le personnage d'Hemingway dans *Le soleil se lève aussi*, cela se produit de deux manières : "progressivement, puis soudainement".



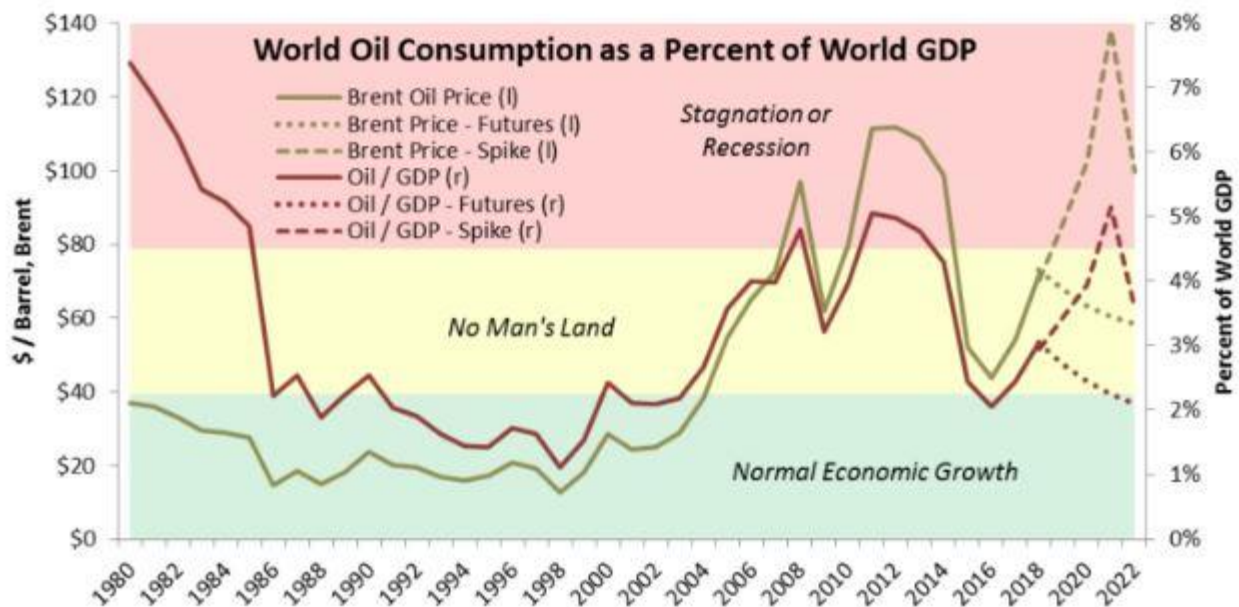
Chaque année depuis 1973 a été marquée par un léger glissement sur la pente descendante vers la falaise énergétique nette. Soutenus dans une certaine mesure par les derniers gisements de pétrole économiquement abordables et dissimulés dans une large mesure par une montagne de dettes non remboursables et d'actifs surgonflés (sic), nous nous sommes trompés en croyant que la crise avait disparu. Au lieu de traiter le choc pétrolier comme un signal d'alarme, nous nous sommes endormis en croyant, à tort, que des gens intelligents, ailleurs, s'en occupaient.

Le pic pétrolier de 2005 et l'effondrement financier qui s'en est suivi auraient dû nous inciter à agir également. Mais la recherche de points politiques à court terme s'est avérée bien plus réconfortante que de faire face à la situation difficile dans laquelle nous nous trouvions à ce moment-là. En tout état de cause, le "miracle du fracking" - qui était en grande partie le produit d'une "recherche désespérée de rendement" dans un environnement financier à taux d'intérêt ultra bas - semblait signifier que nos soucis énergétiques étaient derrière nous. Au contraire, le changement climatique semblait être la crise la plus immédiate.

Huit ans après le crash, alors que peu de choses ont été faites pour améliorer le sort de la moitié inférieure de la population et que la prospérité s'est retirée dans quelques enclaves proches des centres gouvernementaux, des technologies et des universités de premier plan, la montée du populisme de droite n'aurait dû surprendre

personne. Néanmoins, l'avènement du Brexit au Royaume-Uni, de Trump aux États-Unis et des divers populistes nationalistes post-soviétiques d'Europe de l'Est a fait perdre la tête à la gauche politique. Et, de manière cruciale, à fantasmer de manière irréaliste sur le rétablissement du statu quo ante plutôt que de s'attaquer aux crises croissantes qui nous attendent.

La fausse pénurie d'essence de ce week-end s'est avérée être une excellente distraction par rapport à la pénurie de gaz, bien plus grave, qui faisait les gros titres en début de semaine. Nous ne sommes pas, à l'heure actuelle, sur le point de manquer de carburant simplement parce que les économies capitalistes développées ne font pas de pénuries ; nous faisons des hausses de prix. Le prix de l'essence au Royaume-Uni est revenu à un niveau que l'on n'avait plus vu depuis 2013 - qui était le précédent record. Cela signifie que, comme en 2005, les gens vont devoir jongler avec leur budget et réduire leur kilométrage pour joindre les deux bouts. Et lorsque la demande diminuera, le prix du pétrole commencera à redescendre ; même s'il ne tombera peut-être plus sous les 40 dollars le baril qui marquent la limite supérieure de la croissance économique :



Le gaz, quant à lui, est vraiment en train de s'épuiser... du moins en ce qui concerne l'Europe. Les affirmations selon lesquelles les problèmes du Royaume-Uni sont le résultat du Brexit sont précisément le genre de diagnostic erroné qui conduit à encore plus de remèdes de charlatan. Bien sûr, comme pour la réponse à la pandémie et la fermeture de l'installation de stockage de Rough, le Brexit aura eu un impact mineur. Mais la principale différence entre le Royaume-Uni et ses voisins européens est que nous avons pris les énergies renouvelables beaucoup trop au sérieux. En effet, en construisant trop de centrales intermittentes avant de savoir comment stocker l'énergie lorsque le vent ne souffle pas et que le soleil ne brille pas, nous nous sommes rendus particulièrement vulnérables aux fluctuations du marché du gaz. Malgré les discours sur l'écologie, l'Allemagne a maintenu ses centrales au charbon, tandis que la Belgique et la France ont fait fonctionner leurs centrales nucléaires au-delà de leur durée de vie prévue. Le Royaume-Uni, en revanche, a activement fermé des centrales au charbon et a autorisé la mise hors service de centrales nucléaires, de sorte que le gaz est devenu le seul moyen de compenser l'intermittence de l'énergie éolienne.

Cela aurait été assez stupide n'importe où dans le monde. Mais dans un pays nordique qui dépend également du gaz pour le chauffage et la cuisine, ainsi que pour une grande partie de ce qui reste de son industrie, c'était carrément insensé. Là encore, le marché de gros de l'énergie en Grande-Bretagne a été conçu pour être insensé dès le départ, car son seul objectif était de maintenir les prix artificiellement bas pour les consommateurs - c'est pourquoi une multitude de sociétés de fourniture d'énergie aux modèles économiques irréalistes se sont effondrées ces dernières années. Il semble que nous ne puissions pas avoir notre électricité de secours et

chauffer nos maisons avec. De même, après avoir fermé nos mines et nos centrales à charbon, nous ne pouvons pas nous permettre de revenir en arrière.

Le problème avec les diagnostics erronés, c'est qu'ils nous entraînent sur des voies qui ne font qu'empirer les choses à long terme. Si, par exemple, vous deviez conclure que la solution à notre crise énergétique croissante est de relancer les tentatives de **fracturation**, vous allez gaspiller beaucoup de nos ressources restantes en essayant de créer une industrie dont il a été démontré qu'elle est énergétiquement négative - au Royaume-Uni, en raison de notre géologie tordue, le gaz de schiste ne peut tout simplement pas être extrait pour moins d'énergie que celle produite. C'est pourquoi, bien sûr, les entreprises de fracturation ont abandonné l'idée. Si, par contre, vous concluez que le problème est uniquement lié aux accords commerciaux post-Brexit de la Grande-Bretagne avec l'Union européenne, vous allez perdre beaucoup de temps et d'efforts à négocier un accord qui ne modifiera que marginalement votre part d'un approvisionnement en gaz qui diminue rapidement et qui a déjà un impact sur tout le continent. Et d'ailleurs, il n'existe aucune loi de la nature qui stipule que la Russie doit accorder à l'Europe un traitement préférentiel en ce qui concerne ses excédents de gaz restants - et en diminution.

Les causes de la crise énergétique actuelle - qui en est à ses débuts - sont nombreuses. Certaines remontent à la privatisation du gaz et de l'électricité. Certaines résultent de l'incapacité à évaluer avec précision les réserves de la mer du Nord. D'autres remontent à la décision du New Labour d'accélérer et d'étendre à l'excès le déploiement en Grande-Bretagne d'éoliennes et de panneaux solaires intermittents avant que quiconque n'ait trouvé un moyen de stockage évolutif et rentable. Bon nombre des défaillances d'entreprises résultent de la décision de Cameron-Osborne d'autoriser la création de nouvelles sociétés d'approvisionnement qui ne disposaient d'aucune réserve de gaz pour les protéger des fluctuations du marché de gros. En pratique, nous serons mieux lotis lorsque ces opérations de fortune auront fermé et que nous pourrions mieux évaluer l'état réel de notre industrie de l'approvisionnement énergétique. Néanmoins, le problème sous-jacent le plus important est que le gaz - comme le charbon et le pétrole - est une ressource limitée que nous avons extraite en priorité sur la base des fruits les plus faciles à cueillir. Après avoir brûlé le produit bon marché, nous sommes obligés de passer aux gisements difficiles et coûteux. Et que cela nous plaise ou non, cela signifie qu'à l'avenir, nous devons payer l'énergie beaucoup plus cher que ce à quoi nous nous sommes habitués.

L'essentiel, c'est que la plupart des choses qui vous préoccupent actuellement - comme les pénuries de camions de livraison et la hausse des prix de tout, de la nourriture aux microprocesseurs - vont devenir une réalité dans un avenir proche. En effet, si nous nous trompons, nous risquons d'être confrontés à de graves perturbations dues à des coupures de courant aléatoires qui paralyseront une économie dont le fonctionnement est de plus en plus dépendant de l'électronique. Quelle que soit la façon dont vous le découpez, la baisse de l'énergie excédentaire (la quantité restante après que nous ayons généré ou produit de l'énergie) signifie une baisse de l'activité économique discrétionnaire <et de tous les emplois qui vont avec>. Un peu comme lors des fermetures pour cause de pandémie, **tout ce qui n'est pas considéré comme essentiel finira par ne plus être fait.**

La prochaine étape de ce voyage sera certainement le recours à l'énergie nucléaire. En effet, aucun politicien - quelles que soient les déclarations contraires - ne va volontairement présider à un effondrement énergétique de l'économie. En effet, ce n'est que quelques heures après l'augmentation du prix du gaz et le début de la pénurie d'essence que **Rolls Royce** a pris les ondes pour promouvoir ses petits **réacteurs modulaires**. En fait, le gouvernement britannique avait déjà donné son feu vert à ces réacteurs, ainsi qu'à six autres réacteurs nucléaires de type "over-the-horizon", il y a trois ans. Parmi ceux-ci, le réacteur à sels fondus de Moltex est le seul autre modèle qui semble prêt à devenir commercialement viable - avec **des commandes du Canada** et de l'Estonie, ainsi que du Royaume-Uni. Contrairement aux combustibles fossiles, il y a plus qu'assez d'uranium (et de thorium si quelqu'un parvient à produire commercialement de l'uranium à partir de celui-ci) pour alimenter et développer l'économie mondiale. Le coût élevé du nucléaire s'explique par le coût de construction et de sécurité des grands réacteurs à eau pressurisée plutôt que par le combustible.

À ce stade, la question n'est pas tant de savoir si le nouveau nucléaire - de quatrième génération - peut être

développé que de savoir s'il peut l'être à l'échelle et dans les délais requis. L'Europe est confrontée à un déficit énergétique jusqu'au milieu des années 2020. Mais le déploiement des nouveaux réacteurs, même les plus petits, prendra une décennie. Et même dans ce cas, ils ne pourront pas remplacer le gazole qui alimente actuellement l'économie mondiale.

En attendant, nous pouvons prendre trois mesures clés pour au moins atténuer la crise qui se profile. La première est d'incorporer les compagnies actuelles de gaz et d'électricité dans un seul organisme national afin que le quasi-marché ne puisse pas être utilisé pour cacher les coûts réels de la production d'électricité. Cela peut impliquer une nationalisation complète ou quelque chose de similaire à ce qui est fait avec les chemins de fer britanniques. Quoi qu'il en soit, l'objectif premier d'une nouvelle industrie nationale de l'énergie doit être de fournir une électricité fiable - 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Les préoccupations relatives aux prix doivent être reléguées au troisième rang, derrière la garantie de la sécurité de l'approvisionnement ; la pauvreté énergétique devant être résolue par le biais du système de sécurité sociale plutôt que par une fausse concurrence entre les entreprises.

Deuxièmement, nous avons désespérément besoin d'être réalistes quant au coût de tout dans une économie sous contrainte énergétique. Permettre aux multinationales de délocaliser une grande partie de notre production dans le seul but d'en tirer un plus grand profit nous expose dangereusement à la rupture des chaînes d'approvisionnement qui se produira fréquemment à mesure que l'énergie excédentaire diminuera. Dans de nombreux cas, soit nous ferons les choses localement ou régionalement, soit elles ne seront pas faites du tout... et nous devons tous nous y habituer, même si cela signifie renoncer à des choses auxquelles nous sommes habitués.

Troisièmement, nous devons de toute urgence abandonner les fantasmes techno-utopiques promus par des charlatans comme Elon Musk et par des technocrates malavisés comme Herr Schwab. Il s'agit tout autant de remèdes de charlatan que d'obtenir un meilleur accord avec l'UE pour garantir l'accès à un gaz qui n'existe plus ou de fracturer hydrauliquement des gisements de schiste dont la plupart du gaz s'est échappé il y a des centaines de milliers d'années. Si une technologie n'existe pas - au moins sous la forme d'un prototype de démonstration - alors nous n'avons plus le temps de la développer. Et si elle existe en tant que technologie mature - comme une éolienne ou une batterie - toutes les améliorations viables ont déjà été apportées ; si elle n'est pas à la hauteur aujourd'hui, elle ne le sera jamais.

Nous pouvons regretter la longue chaîne de décisions politiques et économiques prises entre le premier choc énergétique de 1973 et le début de l'épuisement des ressources énergétiques dans les années 2020. Mais rejeter la faute ne nous mène nulle part. En réalité, nous avons tous participé et approuvé au moins certaines des décisions qui nous ont menés là où nous sommes aujourd'hui. Ce qu'il faut à ce stade, ce ne sont ni des récriminations ni des fantasmes spéculatifs. Nous avons plutôt besoin d'une réflexion claire sur la manière de gérer une période irréversible de rétrécissement économique - ce qu'aucun être humain vivant n'a eu à contempler. Deux options s'offrent à nous : Gérer le processus afin d'éviter les pires conséquences négatives ; ou tenter de maintenir le statu quo et faire face à un effondrement majeur de l'économie financière et réelle. Nous pouvons espérer que des gens intelligents, ailleurs, trouveront le moyen de générer de futurs surplus d'énergie... mais nous serions fous de nous y fier.

▲ RETOUR ▲

.La crise du gaz

Antonio Turiel Vendredi, 24 septembre 2021

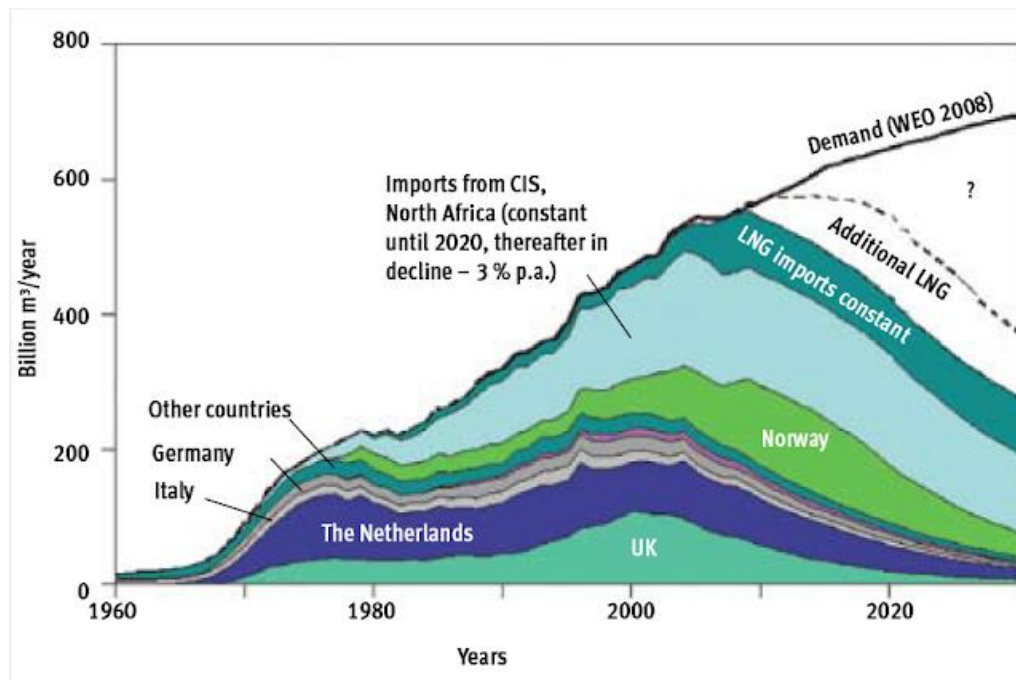


Jean-Pierre : « rationnement », voilà le mot maudit qui annonce le début de l'effondrement de la civilisation industrielle.



Chers lecteurs :

Il y a maintenant onze ans, sur ce même blog, j'ai écrit un article intitulé "Peak gas". Dans cet article, j'ai analysé la situation de la production de gaz naturel dans le monde, et quand on estimait, avec les données de l'époque, que le pic de production de gaz serait atteint. D'après les données dont nous disposons, nous nous attendions à ce que la production mondiale de gaz naturel atteigne un pic vers 2020. Il était également souligné dans ce billet que, selon un rapport de l'Energy Watch Group, l'Europe commencerait à avoir de sérieux problèmes d'approvisionnement en gaz vers 2015, car le gaz est plus facilement transporté par gazoduc et les principaux fournisseurs européens entamaient leur déclin de production, et le transport par méthanier présente de nombreuses limites. Dans ce billet, j'ai montré un graphique (tiré du même rapport) montrant les prévisions concernant l'équilibre entre la demande attendue en Europe et son offre :



Il est évident qu'en 2015, il n'y a pas eu les graves problèmes d'approvisionnement qui avaient été prédits, même s'il est également vrai que ces dernières années, il y a eu une certaine tension entre l'offre et la demande de cet hydrocarbure (particulièrement évidente dans les problèmes au Royaume-Uni au cours des derniers hivers). Ce qui est intéressant dans le graphique que je montre ci-dessus, c'est qu'il envisageait comment la situation pourrait être repoussée jusqu'en 2020 environ si l'on pouvait augmenter l'importation maximale hypothétique de gaz naturel liquéfié (GNL), c'est-à-dire celui qui est transporté par bateau.

En fait, c'est ce qui s'est passé. L'Europe a considérablement augmenté sa capacité d'importation de gaz par voie maritime. L'Espagne, en particulier, est le pays qui a le plus développé sa structure de regazéification, avec 6 grandes usines construites ou agrandies ces dernières années, et qui sont parfaitement intégrées au réseau gazier national.

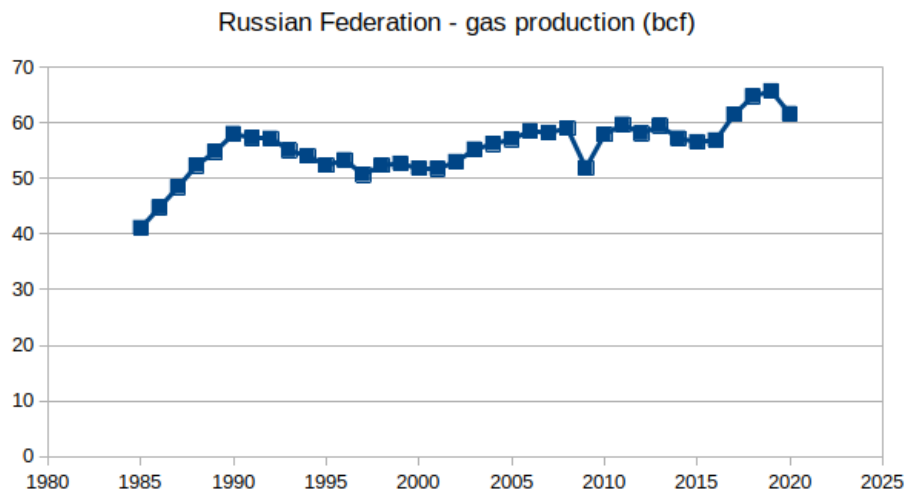


Un tel déploiement de la capacité d'importation de gaz par bateau a nécessité un investissement énorme, qui a été entrepris d'une manière peu connue du public au cours des dernières années, avec une bonne vision stratégique. Après tout, cet investissement comportait un grand risque : il ne pouvait être rentable que si la demande de gaz était suffisamment importante pour justifier le coût plus élevé du gaz importé par voie maritime. Les coûts d'exploitation sont très élevés, car le gaz doit être liquéfié à la source, la température des réservoirs du méthane doit être maintenue à -160°C pendant tout le voyage, et les marchandises doivent être regazéifiées à nouveau à destination.

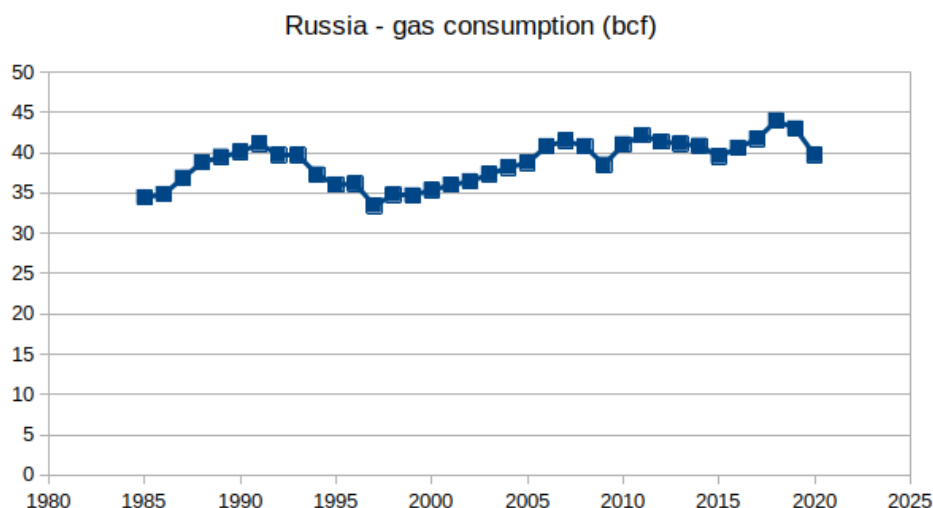
Le fait est, cependant, que l'investissement était justifié. Cette capacité supplémentaire de GNL était nécessaire pour répondre à la demande européenne. Mais cela ne suffisait pas à répondre à une demande toujours croissante. C'était juste suffisant pour gagner 5 années supplémentaires d'illusion de croissance permanente.

Si l'Europe a atteint sa capacité maximale d'approvisionnement en gaz, quelques années avant que le monde n'atteigne son pic de gaz naturel, c'est parce que les deux pays qui sont ses principaux fournisseurs (en termes de capacité de production et de proximité géographique) ont déjà atteint leurs pics de gaz naturel locaux respectifs. Nous parlons de la **Russie** et de l'**Algérie**.

La production de gaz russe a suivi une pente ascendante à peu près douce (brisée seulement par la crise de 2008-2009) au cours des 20 dernières années, couronnée par une forte hausse en 2017 et 2018, une relative stagnation en 2019 et une baisse en 2020.

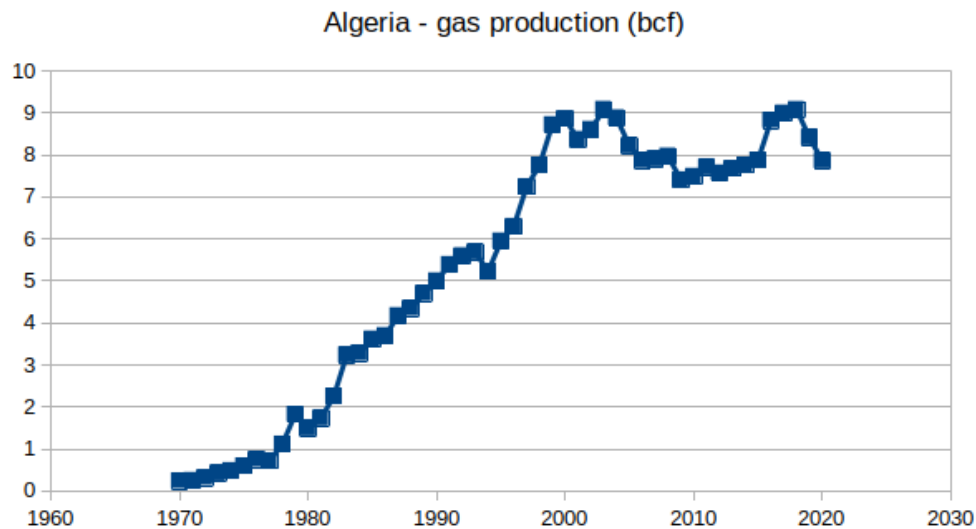


Les ministres russes de l'énergie successifs avertissent depuis des années que la production de pétrole et de gaz de la Russie atteint son pic et commencera à décliner dans les années à venir. En outre, il a déjà été clairement indiqué que la Russie donnera la priorité à la consommation intérieure sur les exportations ; en effet, lorsqu'on examine la consommation de gaz naturel de la Russie, on constate que la reprise significative en 2017 et 2018 a essentiellement servi à couvrir les besoins d'autoconsommation.

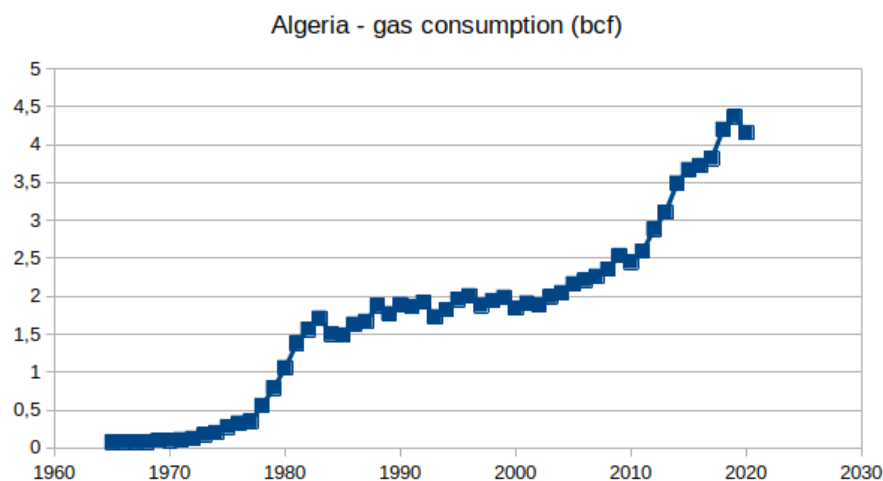


En Europe, et notamment en Allemagne, on s'attend à ce que la récente mise en service du gazoduc NordStream 2 (qui longe le fond de la mer Baltique et relie directement la Russie à l'Allemagne) contribue à atténuer les problèmes d'approvisionnement du pays et du système gazier européen. C'est en partie vrai, car la Russie pourra envoyer davantage de gaz directement en Allemagne pour la consommation et éviter ainsi de devoir payer pour passer par d'autres pays comme l'Ukraine, qui prélèvent une part du gaz sous forme de péage. Si l'on laisse de côté les conséquences désastreuses pour ces pays "intermédiaires" d'une réduction de leurs apports en gaz, le fait est que la Russie a déjà atteint sa capacité de production maximale et qu'elle nous enverra désormais de moins en moins de gaz chaque année. Comme prévu dans l'article de 2010. Et si l'hiver vient à être froid, la Russie a déjà fait savoir qu'elle donnerait la priorité aux besoins de sa propre population. Cela risque de provoquer des problèmes d'approvisionnement cet hiver, car les stocks de gaz de la Russie sont presque vides cette année.

Examinons maintenant la situation en Algérie.



Comme le montre le graphique ci-dessus, depuis 2000, l'Algérie se trouve dans une situation de stagnation relative ponctuée de quelques hausses et baisses importantes. À l'instar de ce qui se passe dans le cas de la Russie, bien que plus prononcée dans le cas algérien, l'embellie observée de 2016 à 2018 est davantage due aux besoins de consommation intérieure qu'à une augmentation des exportations.



Dans le cas de l'Algérie, en outre, on observe une forte augmentation de la consommation depuis 2010, au détriment des exportations. Cela a notamment eu un impact majeur dans le cas de l'Espagne : si en 2018, 60 % du gaz naturel consommé en Espagne était d'origine algérienne, en 2020 et début 2021, il représentait environ 27 %, bien qu'il soit désormais proche de 50 % (sans parler des problèmes de qualité du gaz fourni). Comme dans le cas de la Russie, l'Algérie a également intérêt à ne pas envoyer son gaz à travers le Maroc afin d'éviter de payer des péages et de le vendre, plus cher, à l'Europe ; et bien que les gazoducs directs vers l'Espagne et l'Italie aient leurs limites, si les exportations diminuent, l'Algérie donnera la préférence à ces gazoducs par rapport à celui qui traverse le territoire marocain vers l'Espagne et le Portugal. Cela ajoute également un contexte aux hostilités actuelles entre le Maroc et l'Algérie.

L'Algérie, bien sûr, n'est pas la Russie, et cela rend l'Europe - et particulièrement son ancienne métropole, la France - plus directement impliquée dans les affaires internes de l'Algérie. C'est pourquoi il a été question, il y a près de dix ans, de tenter d'exploiter le gaz de schiste dans le sud de l'Algérie, bien que ces projets n'aient jamais abouti (probablement en raison des faibles rendements et des besoins élevés en eau d'une telle exploitation). Tout indique que l'Algérie a également dépassé son pic de gaz, mais ce n'est pas tout. Son pic pétrolier particulier s'est produit vers 2005, et les deux pics combinés ont entraîné une baisse rapide des revenus d'exportation d'hydrocarbures de l'Algérie. L'instabilité sociale est croissante et récurrente dans le pays

d'Afrique du Nord, et le remplacement de l'octogénaire Abdelaziz Bouteflika en 2019 n'a pas réussi à calmer les esprits, car une grande partie du problème est la rareté des ressources. Le risque que cette instabilité soit exploitée par les puissances européennes, dans le cadre d'une éventuelle guerre civile algérienne, pour s'assurer militairement l'accès aux champs de gaz naturel (probablement en s'alliant avec le camp qu'elles considèrent comme le plus fort), reste élevé.

Cet examen est pertinent car la réalité est qu'il y a 11 ans, les problèmes que nous connaissons actuellement en Europe n'étaient pas seulement prévisibles, ils étaient prévus. On savait que cela allait se produire, et maintenant cela se produit. Il aurait suffi donc de dire que les problèmes sont cycliques. Non, ils ne le sont pas du tout : ils sont structurels. Nous n'avons pas voulu prendre de mesures plus radicales pour éviter le pire, nous avons simplement augmenté notre capacité d'importation par voie maritime et nous avons étiré la situation autant que nous le pouvions, à peine cinq ans. Et évidemment, ce n'est pas fini : maintenant vient ce qui doit arriver.

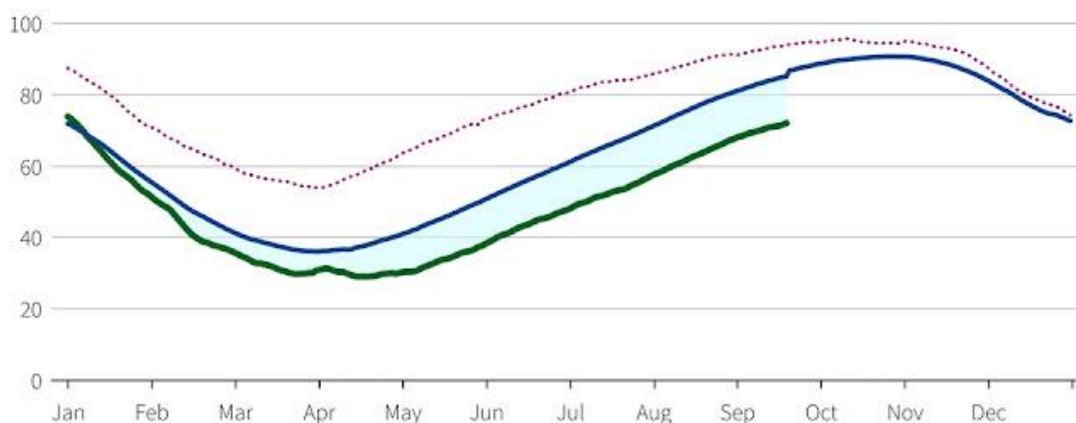
Et qu'est-ce qui vient ? Une situation de faiblesse extrême et structurelle se profile, avec le risque d'effondrement des économies européennes et même des sociétés européennes.

À l'heure actuelle, les stocks de gaz naturel en Europe (juste avant l'hiver, la saison où la demande est la plus forte) sont à leur plus bas niveau depuis 10 ans (même s'ils étaient à leur plus haut niveau en 2020 en raison du confinement pendant les premiers stades du CoVid-19).

EU Gas storage

Filling levels in %

..... 2020 — 2021 — 10-yr average

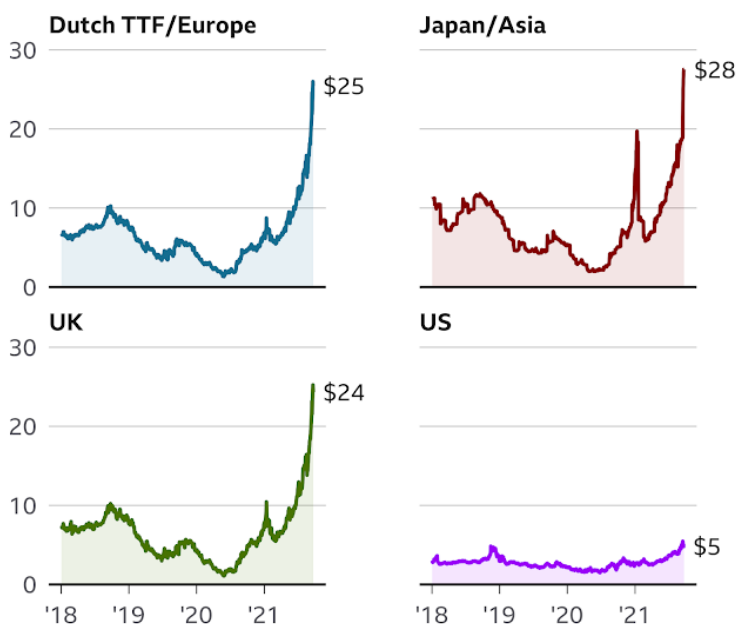


Source: Gas Infrastructure Europe

L'Europe a dû recourir à des importations massives de gaz par voie maritime, même si cela coûte très cher. Cela a été très bénéfique pour les États-Unis, qui ont trouvé le moyen de rentabiliser des gisements de gaz de schiste autrement ruineux. Mais en raison des coûts d'exploitation élevés, comme indiqué plus haut, ce gaz est beaucoup plus cher et a fait grimper les prix. Et pas seulement en Europe, mais aussi en Asie. Cela peut sembler paradoxal pour les champions du marché libre, mais le problème du gaz naturel, répétons-le, est qu'il est difficile à transporter. Les États-Unis ont une capacité limitée d'envoyer du gaz par bateau, et l'Europe a une capacité limitée de le recevoir. C'est pourquoi les États-Unis ont toujours un excédent de gaz et le reste du monde ne peut pas profiter de cet excédent.

Gas prices have spiked around the world

Price in \$ per mmBtu by trading point



Source: Bloomberg

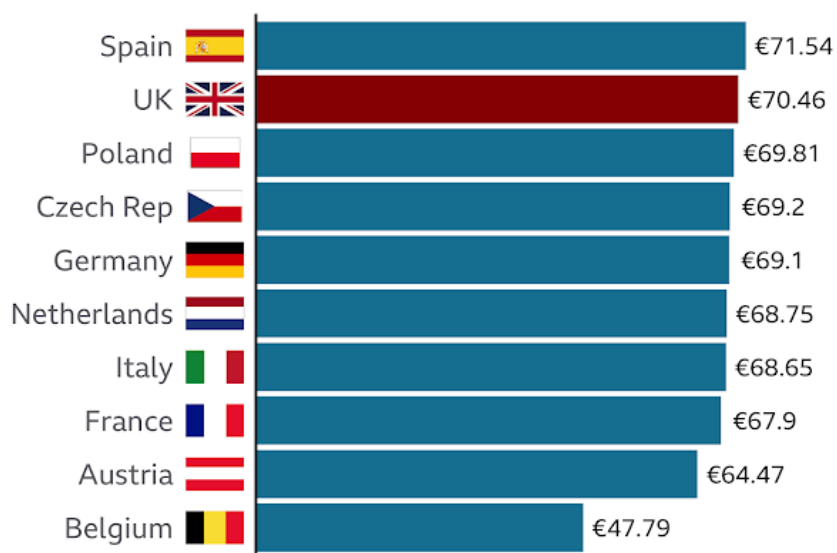
BBC

Source : <https://www.bbc.com/news/world-europe-58650634>

Si l'on observe l'évolution du prix du gaz dans les différents pays d'Europe, on constate qu'en l'espace d'un an, il a été multiplié par 5 ou plus (dans le cas de l'Espagne, il y a un an, il valait 11 €/MW-h ; aujourd'hui, il est presque 7 fois plus élevé, 71,5 €/MW-h). Même par rapport aux prix pratiqués avant la pandémie, il a généralement été multiplié par 3.

Natural gas wholesale prices across Europe

Selected trading hubs, euros per megawatt-hour



Source: Bloomberg. Last update: 23 September 15:00 BST

BBC

Source : <https://www.bbc.com/news/world-europe-58650634>

Ces prix élevés du gaz ont un impact direct sur les prix de l'électricité. Dans toute l'Europe, le système marginaliste est utilisé pour fixer le prix de l'électricité sur le marché de gros (le marché où les sociétés de production vendent l'électricité aux sociétés de distribution). Dans ce système, conçu pour une époque plus

stable qu'aujourd'hui, le prix de toute l'électricité d'une tranche horaire est payé au prix du kilowattheure le plus cher qui est mis en jeu. Le problème se pose lorsque les centrales à cycle combiné (celles qui fonctionnent au gaz naturel) sont mises en service en continu. Dans le cérémonial de confusion qui règne dans le débat actuel sur l'énergie, le public est parfois amené à croire que s'il y avait plus d'énergie renouvelable, le prix de l'électricité baisserait. Ceci est faux pour plusieurs raisons. D'une part, la pénurie de matériaux qui a déjà commencé (qui a débuté avec les puces et les plastiques et s'est maintenant étendue à pratiquement tout) signifie que les futurs parcs éoliens et photovoltaïques seront de plus en plus chers (comme nous l'avions évoqué plus en détail à l'époque), avec pour conséquence que leurs coûts de construction et d'exploitation seront de plus en plus élevés et que l'électricité produite grâce à eux sera également plus chère. D'autre part, même avec une augmentation considérable de la capacité actuelle de production d'électricité renouvelable, une capacité de secours importante sera toujours nécessaire. Et pas seulement pour couvrir l'intermittence des énergies renouvelables (le fait qu'elles ne produisent pas toujours de l'électricité), mais un autre problème tout aussi grave, sinon plus : **la stabilité du réseau électrique**. Comme l'a fait remarquer le maître des faisceaux lorsqu'il a parlé des effets relativistes, il est très difficile de maintenir une synchronisation parfaite du courant alternatif transmis par un réseau de taille continentale lorsque vous avez de nombreuses sources qui entrent et sortent avec de nombreux transitoires et retards, et en fin de compte vous avez besoin de centrales électriques qui peuvent être allumées ou éteintes à volonté et qui peuvent entrer avec une puissance suffisante à tout moment (sous peine de provoquer une catastrophe dans le réseau, un danger qui a déjà été frôlé à certains moments au niveau européen, comme le 8 janvier de l'année dernière, par exemple). C'est pourquoi nous continuerons à avoir une fraction d'électricité, peut-être faible mais toujours présente, produite par des cycles combinés, ce qui, avec notre système de prix de gros, signifie que l'électricité restera chère tant que le gaz sera cher. En d'autres termes, pratiquement toujours à partir de maintenant.

Ce n'est pas seulement le coût élevé et la pénurie éventuelle de gaz qui ont et auront un impact sur la production d'électricité et les usages domestiques : ils ont également un fort impact sur l'industrie. Un grand nombre d'industries qui utilisent la chaleur industrielle consomment beaucoup de gaz naturel, comme les industries du ciment et de la céramique, sans compter d'autres à plus petite échelle, comme les boulangeries (mes compliments à Félix Moreno pour l'avoir signalé). Actuellement, l'entreprise Fertiberia (dédiée à **la fabrication d'engrais, qui nécessitent du gaz naturel pour leur synthèse**) a arrêté son usine de Palos de la Frontera, initialement pour un mois ; la raison étant le prix élevé du gaz naturel. Deux usines d'engrais britanniques ont également cessé leurs activités, tandis que la Chine a arrêté ses exportations d'engrais dès le mois de juillet. **L'arrêt de ces installations est généralisé dans le monde, et l'on prévoit déjà de nouveaux problèmes, des pénuries et des manques dans la production alimentaire mondiale**. L'hiver approche, et le garde-manger est à moitié vide.

Mais cela ne s'arrête pas là. **Le problème du pic pétrolier est toujours présent**. C'est l'une des causes de l'augmentation du coût du transport maritime et routier, qui entraîne indirectement la pénurie de chauffeurs routiers, particulièrement aiguë au Royaume-Uni (le Brexit amplifie tous ces problèmes dans les îles) mais qui s'étend au reste de l'Europe et aux États-Unis. En effet, comme le coût de tout augmente, le moyen pour les transporteurs de réduire leurs coûts est de diminuer la rémunération des chauffeurs, jusqu'à ce que ces derniers, lassés des mauvaises conditions de travail et de la baisse des salaires, décident de faire autre chose. Insensiblement, le prix du pétrole continue d'augmenter et s'approche déjà des **80 dollars le baril**, une première barrière plus physique que psychologique, **car à partir de 80 dollars, les parties les moins compétitives de l'économie commencent à souffrir**. Théoriquement, d'après les calculs du professeur James Hamilton, le prix maximum que l'économie peut tolérer avant d'entrer en récession est d'environ 120-130 dollars le baril, mais malheureusement, l'économie mondiale en difficulté ne sera probablement pas en mesure de supporter un tel prix et entrera en récession à un moment donné, non loin de 100 dollars.

La combinaison du pic pétrolier et du pic gazier (en particulier en Europe, le pic d'approvisionnement en gaz) **garantit l'accélération du processus de déstabilisation économique**. La pénurie d'une marchandise exacerbe la pénurie de fournitures essentielles pour l'autre, et la pénurie de cette dernière crée une autre cascade qui alimente la première, et ainsi de suite. Le manque de résilience de notre système économique et productif, avec

sa dépendance absolue et aveugle aux combustibles fossiles, nous entraîne dans un processus de déclin accéléré. Nous sommes peut-être aux premiers stades d'un processus **très rapide** qui va secouer d'abord l'Europe, puis le reste du monde. En ce moment, le carburant est **rationné** au Royaume-Uni et les premières files d'attente apparaissent déjà dans les stations-service (là encore, le Brexit a accéléré le déclin). On s'attend à ce qu'il y ait des perturbations momentanées de l'approvisionnement en gaz en Europe cet hiver, en particulier s'il fait froid. Et quoi qu'il arrive, une crise économique intense est attendue, avec de graves conséquences pour le Vieux Continent, comme le prévient Nafeez Ahmed.

Il n'y a pas de temps à perdre. Nous n'avons pas tenu compte des avertissements et les conséquences se font maintenant sentir. On n'a pas le temps, surtout pour de nouvelles erreurs. Il est temps d'abandonner les plans de transition grandiloquents et mégalomaniques qui sont voués à l'échec et à causer davantage de destruction et de difficultés. L'automne est là et l'hiver arrive. Construisons l'abri maintenant **<le rationnement de tout ?>**, si nous voulons survivre.

Salutations. AMT

▲ RETOUR ▲

L'homme le plus dangereux

Brian Maher 23 septembre 2021



"L'homme le plus dangereux pour tout gouvernement", soutenait Henry Louis Mencken, "est celui qui est capable de réfléchir aux choses... sans tenir compte des superstitions et des tabous dominants."

"Presque inévitablement", poursuivait le sage de Baltimore, "il arrive à la conclusion que le gouvernement sous lequel il vit est malhonnête, fou, intolérable... Tout homme décent a honte du gouvernement sous lequel il vit."

Votre rédacteur ne prétend pas être décent - et encore moins bon. De son propre aveu, c'est un négrier pécheur et vicié, une abomination pour Dieu et pour les hommes.

Pourtant, même selon la moralité lamentable de ce chat de l'enfer, il trouve le gouvernement sous lequel il vit malhonnête. Il le trouve fou. Il le trouve intolérable.

Il voudrait ajouter une lamentation supplémentaire : Il trouve le gouvernement sous lequel il vit extrêmement incompetent.

"Ne sous-estimez jamais l'incompétence du gouvernement", comme l'affirme l'auteur James Cook.

Cette incompétence peut expliquer - en partie - sa malhonnêteté, sa folie, son intolérabilité.

En bref, votre rédacteur a honte du gouvernement sous lequel il vit. Et si vous lui accordez un peu d'indulgence,

pour de nombreuses raisons...

Son catalogue de vilenies doit tenir sur plusieurs centaines de pages finement imprimées - au minimum.

Nous manquons d'espace pour en documenter une infime partie.

Considérons donc un seul exemple - la (mauvaise) gestion malhonnête, insensée et intolérable du virus par le gouvernement.

Une histoire, puis une autre

Après nous avoir initialement conseillé de ne pas porter de masques faciaux parce qu'ils sont inefficaces, il nous a ensuite enjoint de rejeter ce conseil initial.

Pourtant, une étude après l'autre démontre à un degré très élevé que ces protections sont gravement déficientes.

S'ils sont efficaces, ce n'est qu'à l'extrême limite.

Pourtant, à ce jour, les gouvernements ordonnent leur port - y compris à l'extérieur dans certains cas.

Les édits extérieurs sont doublement condamnés par ce fait capital : la transmission extérieure est presque inexistante.

Tout indique - nous dit-on - que la transmission est un risque intérieur.

Pourtant, l'État de l'Oregon exige que le visage soit couvert dans la plupart des espaces extérieurs où la distance asociale n'est pas possible... *y compris pour les vaccinés.*

Nos hommes nous informent que ce même état de l'Oregon a subi une augmentation de 73% des cas depuis que l'édit est entré en vigueur - soit dit en passant.

Peut-on maintenant s'attendre à ce que l'Oregon interdise complètement la socialisation en plein air ?

Si elle n'est pas malhonnête, cette affaire est très probablement insensée... et certainement intolérable pour les hommes sensés.

La science ?

Il y a un instant, nous avons fait référence, en plaisantant, à la distanciation sociale. Les autorités nous ont demandé de nous tenir à deux mètres les uns des autres.

La "science" l'exigeait, nous a-t-on dit.

Pourtant, voici un certain **Scott Gottlieb**. M. Gottlieb est l'ancien commissaire de la Food and Drug Administration des États-Unis. De qui :

Le six pieds était arbitraire en soi, personne ne sait d'où il vient... C'est ainsi que toute cette affaire semble arbitraire et non fondée sur la science. Nous parlons donc d'un processus très prudent, fondé sur la science, et ces anecdotes sont exposées, et c'est là que les Américains commencent à perdre confiance dans la façon dont les décisions ont été prises.

Et pour une excellente raison - cet homme admet que la règle des 1,80 m était "arbitraire" - et que "personne ne sait d'où elle vient".

Pourquoi les Américains devraient-ils écouter leur sorcellerie, leur vaudou ?

Si ce n'est pas intolérable... si ce n'est pas insensé... c'est certainement malhonnête.

Un virus, deux normes

Les gouvernements ont fermé les restaurants, les tavernes, les barbiers, les salons de manucure, les gymnases, les arènes, les plages, tous les lieux de villégiature de l'Amérique.

Les gouvernements ont ordonné aux églises de disperser leurs fidèles - et de verrouiller leurs portes.

Et si la Grande Faucheuse tapait sur l'épaule d'un être cher ?

Alors vous n'avez peut-être pas pu assister à sa mise en terre. En effet, les gouvernements limitaient les adieux aux tombes à une poignée de personnes en deuil.

Il s'agissait des coûts sinistres mais nécessaires pour contenir une pandémie, nous a-t-on dit.

Pourtant, les mêmes gouvernements qui vous ont empêché d'assister aux funérailles, qui vous ont exclu de l'office du dimanche, qui vous ont confiné dans des quartiers, ont béni les plus grands rassemblements de masse que nous ayons jamais rencontrés.

Nous faisons bien sûr référence aux manifestations nationales contre le traitement de M. George Floyd par la police.

C'est-à-dire que certains Américains ont été autorisés à se rassembler par milliers, par dizaines de milliers, par centaines de milliers... pour protester... alors que d'autres ne pouvaient pas se rassembler par dizaines pour vénérer Dieu tout-puissant ou déposer une fleur sur un cercueil.

Réduisez-le à son essence. C'est ce que vous devez conclure :

Les règles étaient arbitraires. Les règles étaient capricieuses. Les règles allaient à l'encontre de la logique elle-même.

C'est-à-dire que les règles étaient malhonnêtes, insensées et intolérables.

Les règles se sont également avérées inefficaces. De multiples études concluent que les "lockdowns" n'ont pas réussi à isoler le virus.

Les municipalités avec des restrictions variables ont subi des taux d'infection similaires.

Les vaccins signifient un retour à la normale !

Ensuite, nous avons été informés que les vaccins étaient notre délivrance. Ils nous permettraient de vider nos masques dans la boîte de l'enfer. Ils nous permettraient de nous rassembler en public comme bon nous semble, et en nombre suffisant.

Bien que ces vaccins soient expérimentaux... et n'aient pas subi les tests rigoureux exigés pour les vaccins d'essai... les autorités de santé publique nous ont assuré qu'ils étaient "sûrs et efficaces".

Ils sont peut-être sûrs et efficaces à leur manière. Nous ne nions pas que beaucoup ont bénéficié de leur application. Nous ne nions pas qu'ils ont épargné des vies.

Pourtant, parmi les personnes entièrement vaccinées, beaucoup ont contracté le virus. Une partie de ces cas sont graves, nous le comprenons. Certains sont mortels.

Nos hommes nous en informent : **En Grande-Bretagne, 75% des personnes décédées sont vaccinées.**

En Israël, peut-être la nation la plus vaccinée de la Terre, les vaccinés sont également sauvés.

Le directeur médical de l'hôpital Herzog de Jérusalem affirme que 95% des cas graves y sont vaccinés - entièrement vaccinés.

Les tours de passe-passe complexes de la vaccinologie et de l'immunisation dépassent nos connaissances limitées. Et les statistiques sont d'adorables menteurs.

Pourtant, les vaccins ne semblent pas aussi efficaces que la publicité le prétend.

Protéger les vaccinés des non-vaccinés

Le président des États-Unis s'est en effet engagé à protéger les vaccinés... contre les non-vaccinés.

Son annonce nous a donné un bon coup de barre, une bonne titubation.

De quels types de vaccins s'agit-il ? Les blindés ont besoin d'être protégés contre les non-blindés ?

De toute évidence, des vaccins dont la magie s'estompe en six mois... ce qui semble être le cas de ces potions.

Ces vaccins sont-ils sûrs ? Nous avons présenté des preuves que les effets secondaires graves se comptent par centaines de milliers, et que les décès se comptent par dizaines de milliers.

Trois cent soixante-quinze employés d'hôpitaux de Caroline du Nord ont quitté leur emploi plutôt que de se soumettre à la vaccination obligatoire.

Nous entendons parler d'autres démissions massives dans tout le pays. Nous risquons que leur expérience de la prise en charge de patients présentant des séquelles du vaccin les ait chassés.

Pourtant, les autorités s'obstinent à ne rien dévoiler de tout cela.

Tant de questions

Combien sont morts inutilement... parce que les autorités de santé publique ont refusé de sanctionner l'utilisation précoce de thérapeutiques telles que l'hydroxychloroquine et l'ivermectine ?

Pourquoi les médecins qui mettent en doute la sécurité ou l'efficacité de ces vaccins sont-ils menacés de délit d'initié ?

Et pourquoi, nous demandons-nous, les autorités de santé publique exigent-elles la vaccination de ceux qui ont déjà contracté le virus... et en sont sortis intacts ?

Il est prouvé que l'immunité naturelle est peut-être 27 fois plus efficace que l'immunité induite par les vaccins.

Qui plus est, nous savons que les vaccins peuvent s'avérer mortels pour les personnes naturellement immunisées.

Encore une fois, pourquoi devraient-ils endurer la vaccination ?

Des questions, des questions... et encore des questions.

Nous attendons des réponses, des réponses précises.

L'homme dangereux

Malhonnête. Fou. Intolérable.

"L'homme le plus dangereux pour un gouvernement est celui qui est capable de réfléchir... sans tenir compte des superstitions et des tabous dominants."

Nous préférons croire que cette publication attire l'homme qui est capable de réfléchir, sans tenir compte des superstitions et des tabous dominants.

Autrement dit, nous préférons croire que cette publication attire l'homme dangereux - et oui - la femme dangereuse.

Ce sont eux qui voient à travers les caprices du gouvernement. Ce sont eux qui percent les tromperies, les fraudes et les mensonges.

Ce sont eux qui reniflent les rats, qui désignent les mouffettes dans les tas de bois.

L'homme dangereux, la femme dangereuse, nous sommes heureux de les avoir avec nous...

Même si... en de rares occasions... nous pouvons nous tromper dangereusement...

▲ RETOUR ▲

Pourrions-nous déjà atteindre les limites du gaz naturel ?

Posté le 25 septembre 2021 par Gail Tverberg

De nombreux pays ont supposé que les importations de gaz naturel seraient disponibles pour équilibrer l'électricité produite par les énergies éolienne et solaire intermittentes, chaque fois que cela est nécessaire. Les prix élevés des importations de gaz naturel rencontrés récemment en Europe, et notamment au Royaume-Uni, semblent être le signe d'un problème sous-jacent. Le monde pourrait-il déjà atteindre les limites du gaz naturel ?

Si peu de gens s'attendent à un problème avec le gaz naturel, c'est en raison des immenses quantités déclarées comme réserves prouvées. Tous pays confondus, ces réserves au 31 décembre 2020 étaient égales à 48,8 fois la production mondiale de gaz naturel en 2020. Ainsi, en théorie, le monde pourrait continuer à produire du gaz naturel au rythme actuel pendant près de 50 ans, sans même essayer de trouver d'autres ressources en gaz naturel.

Les rapports entre les réserves de gaz naturel et la production varient fortement d'un pays à l'autre, ce qui donne à penser que les indications ne sont peut-être pas fiables. Des réserves élevées donnent l'impression qu'un pays

exportateur est fiable pour de nombreuses années à venir, que cela soit vrai ou non.

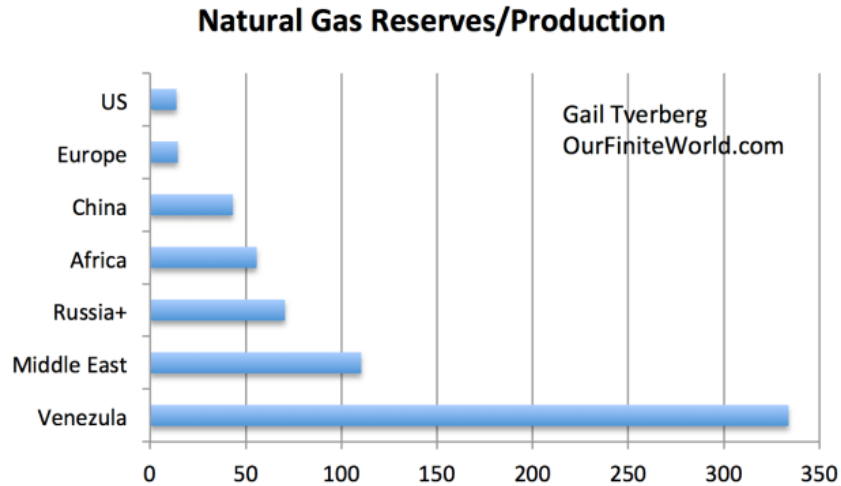


Figure 1. Ratio des réserves de gaz naturel au 31 décembre 2020 par rapport à la production de gaz naturel pour l'année 2020, d'après les données commerciales de BP's 2021 Statistical Review of World Energy. La Russie+ est la Communauté des États indépendants. Elle comprend la Russie et les pays situés au sud de la Russie qui faisaient partie de l'ancienne Union soviétique.

Selon moi, il est peu probable que ces réserves soient exploitées, à moins que les prix mondiaux du pétrole n'atteignent un niveau proche du double de ce qu'ils sont aujourd'hui et ne se maintiennent à ce niveau élevé pendant plusieurs années. Je dis cela parce que la santé des industries pétrolière et gazière est étroitement liée. De ces deux secteurs, le pétrole a historiquement été le principal pourvoyeur de bénéfices, ce qui a permis de dégager des fonds suffisants pour le réinvestissement. Depuis environ huit ans, les prix sont trop bas pour les producteurs de pétrole, ce qui réduit les investissements dans les nouveaux champs et les capacités d'exportation. C'est ce problème de prix bas qui semble conduire à une limitation de l'offre de gaz naturel, ainsi qu'à une limitation de l'offre de pétrole.

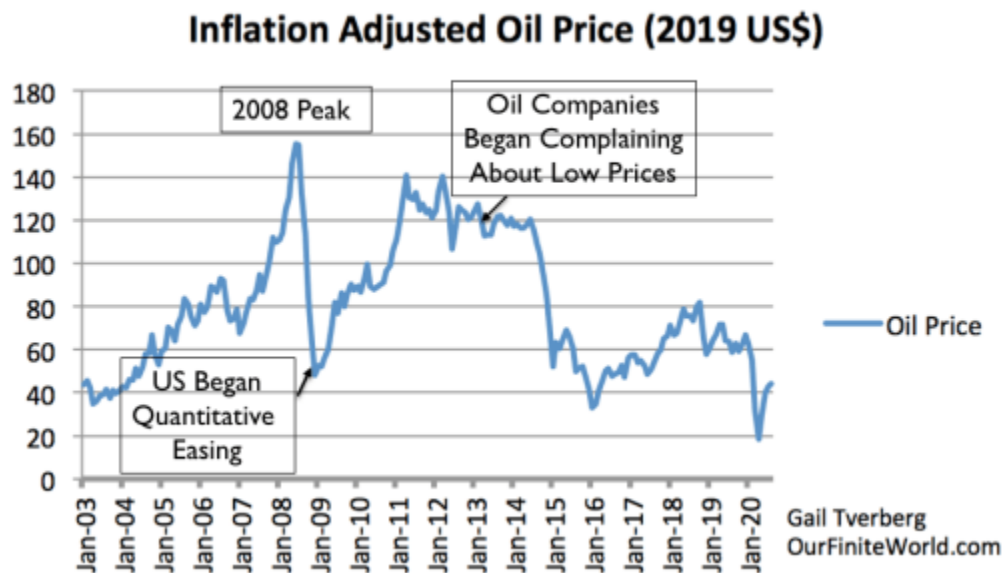


Figure 2. Prix du pétrole corrigés de l'inflation sur la base des prix moyens mensuels du pétrole Brent de l'EIA, ajustés par l'IPC urbain. Le graphique présente des données sur les prix jusqu'en octobre 2020. Le prix du pétrole Brent au 24 septembre 2021 est d'environ 74 \$ par baril, ce qui est encore très faible par rapport à ce dont les compagnies pétrolières ont besoin pour effectuer un réinvestissement adéquat.

Dans ce billet, je vais tenter d'expliquer certaines des questions en jeu. D'une certaine manière, une situation désastreuse semble déjà se développer.

[1] D'un point de vue superficiel, le gaz naturel semble se porter plutôt bien. Ce n'est que lorsqu'une personne commence à analyser certains éléments que les problèmes commencent à apparaître clairement.

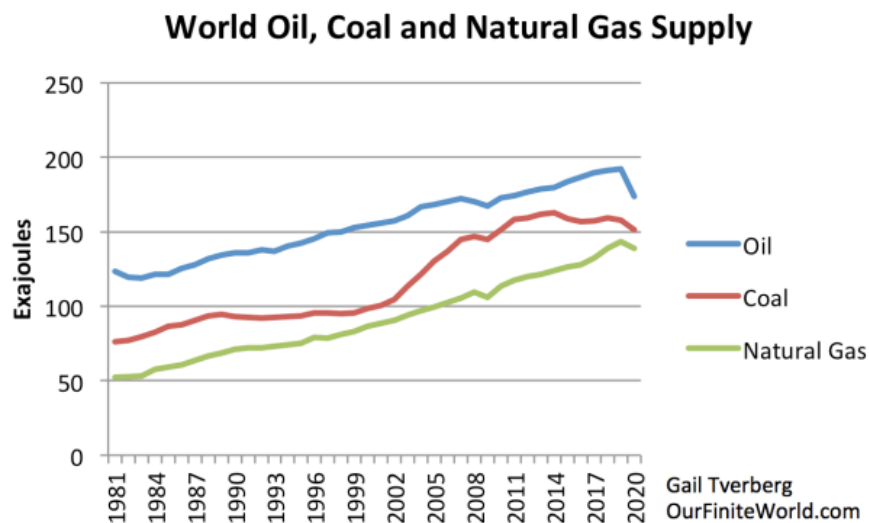


Figure 3. Offre mondiale de pétrole, de charbon et de gaz naturel, d'après les données du Statistical Review of World Energy 2021 de BP.

La figure 3 montre que l'offre de gaz naturel n'a cessé d'augmenter, année après année. Il y a eu un bref fléchissement en 2009, au moment de la grande récession, et un fléchissement légèrement plus important en 2020, lié aux restrictions COVID-19. Dans l'ensemble, la production a augmenté à un rythme régulier. Comparé au pétrole et au charbon, le modèle de croissance récent du gaz naturel a été plus stable.

La quantité des exportations de gaz naturel a tendance à être beaucoup plus variable. La figure 4 compare les échanges interrégionaux de charbon et de gaz naturel. Ici, j'ai ignoré le commerce local et n'ai considéré que le commerce entre des blocs de pays assez importants, tels que l'Amérique du Nord, l'Europe et la Russie combinée à ses proches affiliés.

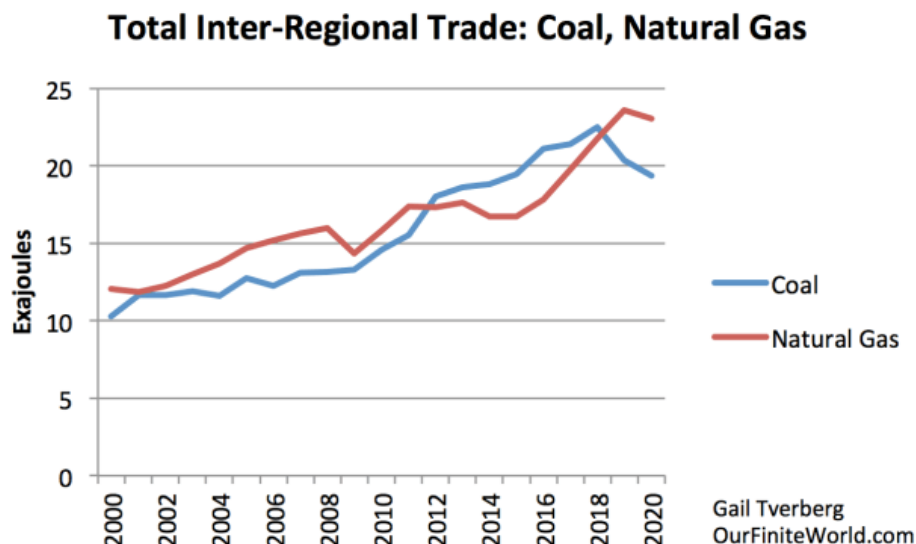


Figure 4. Commerce interrégional total entre des groupes de pays assez importants (tels que l'Europe et

l'Amérique du Nord), d'après les données commerciales fournies par le Statistical Review of World Energy 2021 de BP.

Si l'on examine de près la croissance des importations de gaz naturel dans la figure 4, il apparaît clairement que la croissance du gaz naturel est une proposition de festin ou de famine, avec des poussées de croissance, des creux et des périodes de stagnation. Je crois savoir que, dans les premières années, le gaz naturel était généralement négocié dans le cadre de contrats à long terme, sur la base du principe "take or pay". Le prix était souvent lié au prix du pétrole. Cette structure de prix génèreuse a permis aux exportations de gaz naturel de croître rapidement entre 2000 et 2008. La grande récession a réduit les besoins en importations de gaz naturel et a également exercé une pression à la baisse sur les prix des exportations.

Après la Grande Récession, les prix des importations de gaz naturel ont eu tendance à tomber en dessous des prix du pétrole (figure 5), sauf au Japon, où la stabilité de l'approvisionnement est très importante. Autre changement, une part croissante du gaz naturel exporté a été vendue sur le marché "spot". Ces prix fluctuent en fonction des variations de l'offre et de la demande, ce qui les rend beaucoup plus variables.

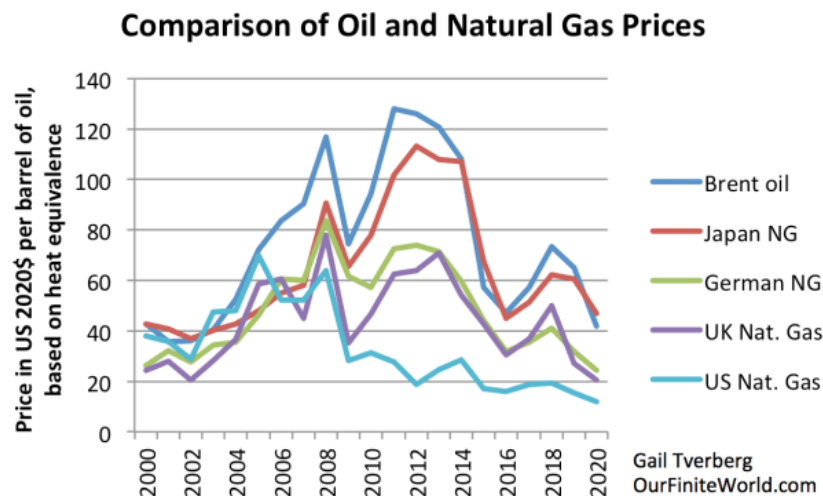


Figure 5. Comparaison entre les prix moyens annuels du gaz naturel et le prix correspondant du pétrole Brent, d'après les informations tirées du *Statistical Review of World Energy 2021* de BP. Prix du gaz naturel par million de Btus convertis en prix équivalents au baril de pétrole en multipliant par 6,0.

Si l'on regarde la figure 4, on constate que les exportations de gaz naturel ont été quasiment stables entre 2011 et 2016. Cette stagnation des exportations, associée à la chute des prix à l'exportation entre 2013 et 2016 (figure 5), aurait été un cauchemar pour les compagnies pétrolières et gazières qui planifient à long terme leurs exportations de pétrole. Les exportations sont reparties à la hausse entre 2016 et 2019, avant de retomber en 2020 (figure 4). Toute cette volatilité dans le taux de croissance de la nouvelle production requise, combinée à l'incertitude quant à la tarification des exportations, a réduit l'intérêt pour la planification de projets qui augmenteraient la capacité d'exportation de gaz naturel.

[2] En 2021, un grand nombre de pays semblent augmenter leurs importations de gaz naturel en même temps. C'est probablement l'une des raisons de la flambée des prix au comptant du gaz naturel en Europe.

Maintenant que l'économie se remet des effets de COVID-19, l'Europe essaie d'augmenter ses importations de gaz naturel, probablement à un niveau supérieur à celui de 2019. La figure montre que la Chine et les autres pays de l'Asie-Pacifique sont également susceptibles d'augmenter leurs importations, ce qui constitue une forte concurrence pour les importations.

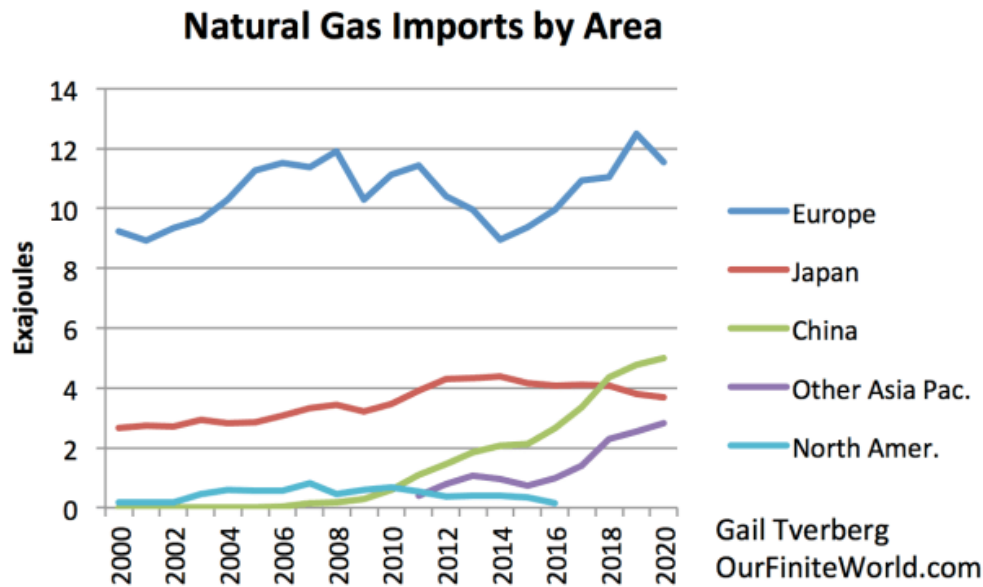


Figure 6. Zones d'importations nettes de gaz naturel, sur la base des données commerciales de la 2021 Statistical Review of World Energy de BP. Les autres régions d'Asie-Pacifique excluent le Japon, la Chine et l'Australie.

Il n'est pas surprenant que les importations de gaz naturel de la Chine augmentent rapidement. Avec sa croissance économique rapide, la Chine a besoin de ressources énergétiques de toutes sortes. Le gaz naturel brûle plus proprement que le charbon. Le CO₂ émis par la combustion du gaz naturel est également plus faible. (Ces avantages climatiques peuvent toutefois être partiellement ou totalement compensés par le méthane perdu lors de l'expédition du gaz naturel sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL)).

Dans la figure 6, l'apparition soudaine et la hausse rapide des autres importations de la région Asie-Pacifique peuvent s'expliquer par le fait que la figure montre les indications nettes d'une combinaison d'importateurs de gaz naturel (dont la Corée du Sud, l'Inde et Taïwan) et d'exportateurs (dont la Malaisie et l'Indonésie). Ces dernières années, la croissance des importations de gaz naturel a largement dépassé celle des exportations. Il ne serait pas surprenant que cette hausse rapide se poursuive, puisque cette partie du monde est celle qui a augmenté son secteur manufacturier ces dernières années.

Si quelqu'un avait pris du recul pour analyser la situation en 2019, il aurait été clair que, dans un avenir proche, les exportations de gaz naturel devraient augmenter extrêmement rapidement pour répondre aux besoins de tous les importateurs simultanément. La baisse des importations de gaz naturel de l'Europe due aux restrictions COVID-19 en 2020 a temporairement caché le problème. Maintenant que l'Europe tente de revenir à la normale, il ne semble pas y avoir assez de gaz pour tout le monde.

[3] À part les États-Unis, il est difficile de trouver une région du monde où les exportations de gaz naturel augmentent rapidement.

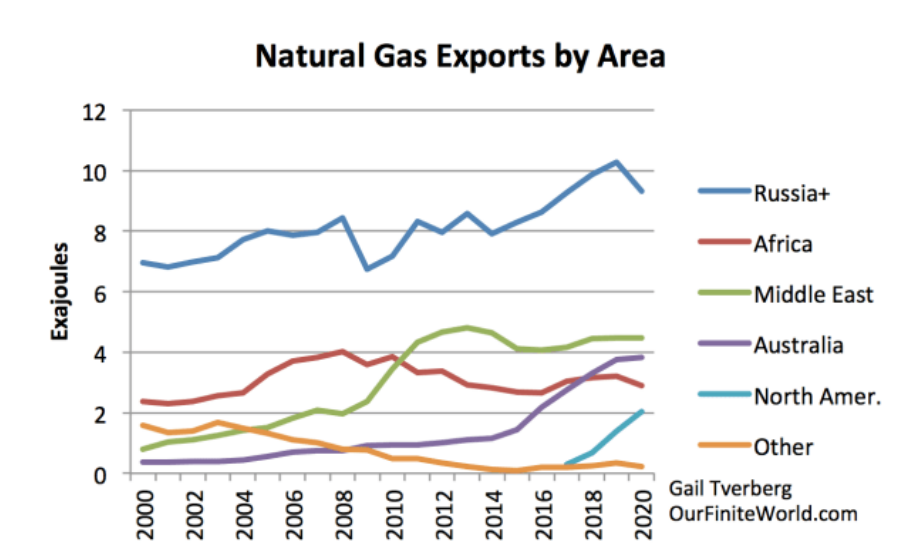


Figure 7. Exportations de gaz naturel par zone, d'après les données commerciales de la 2021 Statistical Review of World Energy de BP. La Russie+ est la Communauté des États indépendants. Elle comprend la Russie et les pays situés au sud de la Russie qui faisaient partie de l'ancienne Union soviétique.

La Russie+ est de loin le plus grand exportateur de gaz naturel au monde. Même avec les immenses exportations de la Russie+, ses exportations totales (environ 10 exajoules par an, d'après la figure 7) sont toujours inférieures aux besoins d'importation de gaz naturel de l'Europe (au moins 12 exajoules par an, d'après la figure 6). La baisse des exportations de gaz naturel de Russie+ en 2020 reflète sans doute le fait que les importations de l'Europe ont diminué en 2020 (figure 6). Comme ces exportations étaient principalement des exportations par gazoduc, il était impossible pour Russie+ de vendre le gaz naturel indésirable ailleurs, ce qui a fait baisser ses exportations totales.

À l'heure actuelle, il semble que l'on ne s'attende guère à une augmentation importante des exportations de gaz naturel de Russie+, en raison d'un manque de capitaux à dépenser pour de tels projets. La Russie a construit le nouveau gazoduc Nord Stream 2, mais elle ne semble pas avoir une énorme quantité de nouvelles exportations de gaz naturel à mettre dans le gazoduc. Le gazoduc Nord Stream 2 semble surtout être un moyen de contourner l'Ukraine pour ses exportations.

La figure 7 montre que les exportations de gaz naturel du Moyen-Orient ont augmenté entre 2000 et 2011, mais qu'elles se sont stabilisées depuis. L'une des principales utilisations du gaz naturel du Moyen-Orient est la production d'électricité pour soutenir les économies locales. Avant que le Moyen-Orient n'augmente sa production de gaz naturel, une grande partie de l'électricité était obtenue en brûlant du pétrole. Le prix que le Moyen-Orient peut obtenir pour la vente de son gaz naturel est bien inférieur à celui qu'il peut obtenir pour la vente de pétrole, surtout si l'on tient compte du coût élevé du transport du gaz naturel. Il est donc logique que les pays du Moyen-Orient utilisent eux-mêmes le gaz naturel, en économisant le pétrole, puisque la vente de pétrole génère davantage de recettes d'exportation.

Les exportations de gaz naturel de l'Afrique ont chuté, en partie à cause de l'épuisement des premiers gisements de gaz naturel en Algérie. En théorie, les exportations de gaz naturel de l'Afrique pourraient atteindre un niveau substantiel, mais il est peu probable que cela se produise rapidement en raison de l'importance des capitaux nécessaires pour construire des installations d'exportation de GNL. En outre, l'Afrique a cruellement besoin de carburant pour elle-même. Les autorités locales peuvent décider que si le gaz naturel est disponible, il doit être utilisé au profit des habitants de la région.

Les exportations de gaz naturel de l'Australie ont augmenté principalement en raison du projet Gorgon LNG au large de la côte nord-ouest de l'Australie. Ce projet devait coûter 37 milliards de dollars lorsqu'il a été approuvé en 2009. Le coût réel a grimpé en flèche pour atteindre 54 milliards de dollars, selon une estimation des coûts

de 2017. Le coût élevé (et incertain) des grands projets de GNL rend les investisseurs prudents quant aux nouveaux investissements dans les exportations de GNL. S&P Global by Platts a déclaré en juin 2021 que "les exportations australiennes devraient être relativement stables dans les années à venir." Cette déclaration a été faite après avoir dit qu'un projet au Mozambique, en Afrique, est annulé en raison de problèmes de stabilité.

Le pays dont les exportations de gaz naturel ont le plus augmenté ces dernières années est les États-Unis. Les États-Unis ne sont pas présentés séparément dans la figure 7, mais ils représentent la plus grande partie du gaz naturel exporté par l'Amérique du Nord. Avant 2017, l'Amérique du Nord était un importateur net de gaz naturel, notamment de GNL provenant de Trinité-et-Tobago, d'Égypte, d'Algérie et d'ailleurs[4].

[4] Les États-Unis ont une raison étrange de vouloir exporter de grandes quantités de gaz naturel à l'étranger : Les prix de leur gaz naturel sont trop bas pour les producteurs depuis longtemps. Les producteurs de gaz naturel espèrent que les exportations feront augmenter les prix du gaz naturel aux États-Unis.

Les prix du gaz naturel varient considérablement dans le monde parce que le combustible est coûteux à expédier et difficile à stocker. La figure 5 (ci-dessus) montre que, au moins depuis 2009, les prix du gaz naturel aux États-Unis sont inhabituellement bas.

La principale raison de la chute du prix du gaz naturel vers 2009 semble être l'accélération de la production de pétrole de schiste aux États-Unis, qui a débuté à peu près à cette époque. Si l'objectif principal de la plupart des forages de schiste était le pétrole, le gaz naturel était un sous-produit. Les producteurs de pétrole étaient prêts à presque donner le gaz naturel, s'ils pouvaient gagner de l'argent avec le pétrole. Cependant, ils ont également eu des difficultés à gagner de l'argent sur l'extraction du pétrole. Cela semble être la raison pour laquelle l'extraction du pétrole de schiste est maintenant réduite.

La figure 8 présente un graphique préparé par l'administration américaine de l'énergie montrant la production américaine de gaz naturel sec, par type : non schisteux, schisteux des Appalaches et autres schistes.

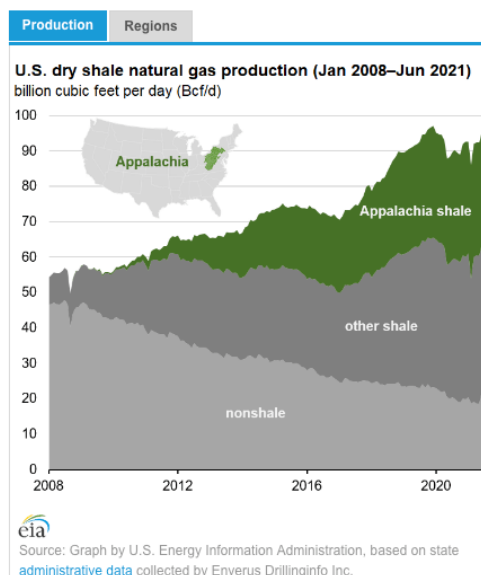


Figure 8. Figure de l'EIA montrant la production américaine de gaz naturel en trois catégories.

D'après la figure 8, le moment de l'augmentation de la production de gaz naturel de schiste semble correspondre au moment de la chute des prix du gaz naturel. En 2008 (la première année indiquée sur ce graphique), le gaz provenant des formations de schiste avait atteint bien plus de 10 % de la production américaine de gaz naturel. À ce niveau, on peut s'attendre à ce qu'il ait un impact sur les prix. L'ajout de gaz naturel à un marché déjà bien approvisionné serait susceptible de réduire les prix du gaz naturel américain car, avec le gaz naturel, la situation

n'est pas "construisez-le et la demande viendra".

Les gens n'augmentent pas la température à laquelle ils chauffent leur maison, du moins pas beaucoup, simplement parce que le prix du gaz naturel est plus bas. L'utilisation du gaz naturel comme carburant pour le transport n'a pas été adoptée en raison de toutes les infrastructures qui seraient nécessaires pour permettre la transition. La seule substitution qui a eu tendance à se produire est l'utilisation du gaz naturel pour remplacer le charbon, notamment dans la production d'électricité. Cela signifie probablement qu'un retour important à l'utilisation du charbon n'est pas vraiment possible, bien qu'un retour plus modeste soit possible et, en fait, semble déjà avoir lieu, selon les données de l'EIA.

[5] La raison pour laquelle les limites sont une préoccupation pour le gaz naturel est que l'économie est beaucoup plus interconnectée et beaucoup plus dépendante de l'énergie que la plupart des gens ne le pensent.

Je considère que l'économie est interconnectée de la même manière que les nombreux systèmes d'un être humain sont interconnectés. Par exemple, les humains ont un système circulatoire, ou peut-être plusieurs systèmes circulatoires, pour différents fluides ; les économies ont des systèmes d'autoroutes et de routes, ainsi que des systèmes de pipelines.

Les êtres humains ont besoin de nourriture à intervalles réguliers. Ils disposent d'un système digestif pour les aider à digérer cette nourriture. Les aliments doivent être de la bonne sorte, pas tous les bonbons, par exemple. L'économie a également besoin d'énergie de qualité. Elle dispose de nombreux types d'appareils qui utilisent cette énergie. L'électricité intermittente produite par le vent ou le soleil ne fonctionne pas vraiment en soi.

Les êtres humains ont des sortes d'alarmes qui se déclenchent pour indiquer que quelque chose ne va pas. Ils ont faim s'ils n'ont pas mangé depuis un moment. Ils ont soif s'ils ont besoin de boire de l'eau. Ils peuvent avoir chaud si une infection leur donne de la fièvre. Une économie a également des alarmes qui se déclenchent. Les prix augmentent trop pour les consommateurs. Ou bien des entreprises font faillite en raison de la faiblesse des prix du marché pour leurs produits. Ou encore, les défauts de paiement généralisés sur les prêts deviennent un problème.

Les symptômes que nous observons actuellement dans l'économie britannique sont liés à un système d'importation de gaz naturel qui montre des signes de détresse. Il est agréable de penser que les banquiers centraux ou les fonctionnaires peuvent régler tous les problèmes, mais ils ne le peuvent vraiment pas, tout comme nous ne pouvons pas régler tous les problèmes de santé.

[6] L'énergie bon marché joue un rôle essentiel dans l'économie.

Nous savons tous que la nourriture bon marché est de loin préférable à la nourriture chère pour alimenter nos économies personnelles. Par exemple, si nous devons passer 14 heures à produire suffisamment de nourriture pour vivre (soit directement en cultivant, soit indirectement en gagnant un salaire pour acheter la nourriture), il est clair que nous ne pourrions pas nous permettre grand-chose d'autre que de la nourriture. En revanche, si nous pouvons produire de la nourriture pour vivre en 30 minutes par jour (directement ou indirectement), nous pouvons passer le reste de la journée à gagner de l'argent pour acheter d'autres biens et services. Nous pouvons probablement nous permettre de nombreux types de biens et de services. Ainsi, un prix bas pour la nourriture fait une grande différence.

Il en va de même pour l'économie en général. Si le coût de l'énergie est faible, le coût de la production alimentaire est probablement faible, car le coût de l'utilisation des tracteurs, des engrais, des désherbants et de l'irrigation est faible. Du point de vue de tout fabricant utilisant l'électricité, un prix bas est important pour pouvoir produire des biens compétitifs sur le marché mondial. Du point de vue d'un propriétaire, un prix de

l'électricité peu élevée est important pour qu'il reste suffisamment d'argent après avoir payé la facture d'électricité pour pouvoir s'offrir d'autres biens et services.

Les économistes semblent croire que des prix élevés de l'énergie peuvent être acceptables, surtout si le prix des combustibles fossiles augmente en raison de leur épuisement. Ce n'est pas vrai, sans que cela n'affecte négativement le fonctionnement de l'économie. Nous pouvons comprendre ce problème au niveau de notre foyer ; si les prix des denrées alimentaires augmentent soudainement, le reste de notre budget doit se réduire[7].

[7] Si les prix de l'énergie s'envolent, ces prix élevés ont tendance à pousser l'économie vers la récession.

L'épuisement des combustibles fossiles est un problème majeur. Les ressources dont l'accès et l'extraction sont les moins coûteux ont tendance à être extraites en premier. En théorie, il y a beaucoup plus de combustibles fossiles disponibles, si le prix augmente suffisamment. Le problème est qu'il faut trouver un équilibre entre ce dont le producteur a besoin et ce que le consommateur peut se permettre. Si les prix de l'énergie augmentent très fortement, les consommateurs sont contraints de réduire leurs dépenses, ce qui plonge l'économie dans la récession.

Les prix élevés du pétrole ont été un facteur important qui a poussé les États-Unis et d'autres grands utilisateurs de pétrole dans la grande récession de 2007-2009. Voir mon article dans Energy, Oil Supply Limits and the Continuing Financial Crisis. En partie, les prix élevés du pétrole ont rendu la dette plus difficile à rembourser, en particulier pour les travailleurs à faible revenu ayant de longs trajets à effectuer. Elle a également rendu les pays qui utilisaient une part importante de pétrole dans leur mix énergétique moins compétitifs sur le marché mondial.

La situation rencontrée par certains importateurs de gaz naturel est en effet similaire. Payer un prix très élevé pour le gaz naturel importé n'est pas une situation très acceptable. Mais ne pas disposer d'électricité ou ne pas pouvoir chauffer nos maisons n'est pas non plus très acceptable.

[8] Conclusion. Il est facile de se laisser bercer par les énormes réserves de gaz naturel qui semblent être disponibles.

Malheureusement, il faut construire toute l'infrastructure nécessaire pour extraire les ressources en gaz naturel et les livrer aux clients à un prix que ces derniers peuvent vraiment se permettre. En même temps, le prix doit être acceptable pour l'organisation qui construit l'infrastructure.

Bien entendu, une dette supplémentaire ou de l'argent créé de toutes pièces ne résout pas le problème. Des ressources de toutes sortes doivent être disponibles pour construire l'infrastructure requise. Dans le même temps, les salaires des travailleurs doivent être suffisamment élevés pour qu'ils puissent acheter les biens matériels dont ils ont besoin, notamment la nourriture, les vêtements, le logement et les transports de base.

À l'heure actuelle, c'est en Europe que le problème des prix élevés se fait le plus sentir, en raison de sa dépendance à l'égard des importations de gaz naturel. L'Europe pourrait bien être le "canari dans la mine de charbon". Le problème peut s'étendre à d'autres prix du gaz naturel et à d'autres combustibles fossiles, poussant l'économie mondiale vers la récession.

Au minimum, les personnes qui prévoient d'utiliser de l'électricité intermittente d'origine éolienne ou solaire ne devraient pas supposer que du gaz naturel à un prix raisonnable sera toujours disponible pour l'équilibrage. L'hiver sera probablement une période de pénurie, tout comme le stockage de réserves pour l'hiver (le problème qui touche actuellement l'Europe), puisque c'est en hiver que les besoins en chauffage sont les plus élevés et que les ressources solaires sont les plus faibles.

L'ère des exterminations (II) -- Comment exterminer les jeunes ?

Ugo Bardi Samedi 25 septembre 2021

The Seneca Effect

Increases are of Sluggish Growth,
But the Way to Ruin is Rapid



En 2018, j'ai publié un livre intitulé "La ligne d'ombre de la mémoire". Il s'agissait de la biographie d'un intellectuel italien, Armando Vacca, qui a fait de son mieux pour lutter pour la paix au début de la Grande Guerre. Il a finalement été vaincu et puni en étant envoyé sur la ligne de front la plus dangereuse de l'époque, où il n'a survécu que quelques semaines. Ce livre m'a amené à étudier l'histoire de la manière dont la propagande a réussi à gagner les cœurs et les esprits des Italiens en 1914-15, conduisant le pays à attaquer l'Autriche. Le désastre qui s'ensuivit n'est généralement pas considéré comme une "extermination", mais les pertes italiennes s'élevaient à près d'un tiers des jeunes hommes en âge de combattre à cette époque. Si ce n'était pas une extermination, qu'est-ce que c'était ? Et je pense qu'il y avait des raisons profondes pour que cela se produise. J'ai pensé que je pouvais vous proposer cette histoire maintenant. Vous y trouverez peut-être quelque chose qui vous aidera à comprendre certaines choses apparemment sans rapport qui se produisent de nos jours.

Le pouvoir de la propagande est immense. Il est si fort surtout parce que les gens ne se rendent pas compte qu'ils y sont intégrés et que les choses que la propagande leur fait faire semblent les plus naturelles et les plus évidentes. C'est Baudelaire qui a dit : "Le meilleur tour du diable est de convaincre les gens qu'il n'existe pas."

Voici donc l'histoire d'un triomphe de la propagande : comment elle a convaincu la plupart des Italiens, en 1914-15, que c'était une bonne idée d'entrer en guerre contre leurs voisins, les Autrichiens, dans l'une des plus grandes folies de l'histoire, ce que nos ancêtres ont appelé, à juste titre, "la Grande Guerre."

Tout a commencé lorsque, en juillet 1914, un fou serbe a abattu un archiduc autrichien. Les grandes puissances de l'époque se sont alors attaquées les unes aux autres dans une sorte de jeu de dominos à grande échelle. L'Autriche a attaqué la Serbie, l'Allemagne a attaqué la France, la Russie a attaqué l'Autriche, etc.

Et l'Italie ? C'est une histoire peu connue en dehors de l'Italie, mais intéressante pour de nombreuses raisons. À cette époque, l'Italie était une nation de paysans, son économie était faible et sa puissance militaire limitée. On l'appelait parfois la "nation prolétarienne", par opposition aux "ploutocraties" du Nord, la Grande-Bretagne et d'autres. L'Italie était pauvre, mais sûre à l'intérieur de ses frontières : protégée par la mer et par les Alpes. Pas besoin d'entrer en guerre contre qui que ce soit.

Il est vrai que l'Italie avait une dent contre l'Autriche à cause des terres situées à la frontière qui, selon les Italiens, faisaient partie de l'Italie. Mais l'Autriche se bat déjà sur deux fronts, la Russie et la Serbie : son gouvernement concéderait sûrement quelque chose à l'Italie plutôt que de risquer d'ouvrir un troisième front ! Il existe des preuves qu'en effet, l'Autriche a proposé à l'Italie de lui rendre une partie de ces terres en échange de sa neutralité.

Pourtant, moins d'un an après le début de la Grande Guerre, l'Italie avait rejoint les puissances alliées et était en guerre contre l'Autriche. C'est l'un des exemples les plus impressionnants de l'histoire de la façon dont la propagande peut affecter une nation entière. Une avalanche de haine qui a englouti tout et tout le monde.

Lorsqu'en 1914, certaines personnes ont commencé à prétendre que l'Italie aurait dû attaquer l'Autriche, leurs déclarations semblaient irréelles, stupides. Quelle idée folle était-ce là ? L'Italie n'était pas une grande puissance : elle n'avait aucun intérêt à défendre, aucun empire à créer, aucune menace à craindre. Elle avait tout à gagner à rester neutre. Le gouvernement est contre la guerre. Les socialistes étaient consternés à l'idée que les ouvriers italiens combattent leurs camarades d'autres pays. Les catholiques ne peuvent accepter l'idée qu'un pays catholique, l'Italie, attaque un autre pays catholique, l'Autriche. Les prêtres italiens devaient-ils bénir les soldats italiens avant qu'ils n'aillent tuer des soldats autrichiens, à leur tour bénis par des prêtres autrichiens ? Cela n'avait aucun sens.

Mais le parti de la guerre refuse d'écouter. Lentement, les voix en faveur de la guerre ont augmenté en volume et en diffusion. C'était une guerre des mots asymétrique : d'un côté la raison, de l'autre l'émotion. Et, comme d'habitude, l'émotion l'emporte sur la raison. L'Italie, dit-on, ne peut pas se permettre de perdre cette occasion de montrer la bravoure de ses citoyens. L'idée de négociations avec l'Autriche a été rejetée avec une incroyable véhémence. Les Italiens, disait-on, ne demandent pas ce qui leur appartient, ils le prennent ! Du sang, oui, il devait y avoir du sang. C'était une bonne chose : le sang est sacré, il doit être versé pour le bien de la patrie !

Lorsque j'ai écrit mon livre sur cette histoire, j'ai passé beaucoup de temps à lire les journaux italiens de 1914-1915. C'était à la fois fascinant et horrifiant : J'avais la nette impression qu'une force maléfique se levait. J'avais l'impression de lire le retour de rituels anciens, des rites impliquant des sacrifices humains sanglants. L'histoire d'un jeune intellectuel catholique, Giosué Borsi, qui s'est tellement enivré de propagande qu'il en est venu à croire que la volonté de Dieu était qu'il tue des Autrichiens, est particulièrement impressionnante. Il s'est porté volontaire et n'a survécu que quelques jours dans les tranchées. En vérité, c'était comme si une entité malveillante dirigeait tout. Peut-être que les divinités chthoniennes maléfiques existent ?

Incroyablement, cette vague de malveillance s'est développée pour engloutir l'ensemble des médias italiens de l'époque. Les socialistes cessèrent de s'opposer à la guerre et certains de leurs dirigeants, comme Benito Mussolini, passèrent à sa promotion. Les catholiques, eux aussi, se joignent progressivement aux voix qui plaident pour la guerre, croyant apparemment que contribuer à l'effort de guerre leur donnerait plus de pouvoir politique. Au cours du "Mai radieux" de 1915, de nombreux jeunes Italiens ont défilé dans les rues pour demander au gouvernement d'être envoyés à la mort. Et le gouvernement a obtempéré, déclarant la guerre à l'Autriche le 24 mai.

Et les opposants ? Ces méchants pacifistes qui avaient essayé d'argumenter contre la guerre ? Ils ont été insultés, dénigrés, et finalement réduits au silence. Le parti de la guerre a réussi à convaincre tout le monde que l'Italie n'avait pas un seul ennemi, mais deux. Il y avait un ennemi extérieur, l'Autriche, et un ennemi intérieur, les pacifistes. Ces derniers étaient les amoureux de l'Autriche, les espions, les traîtres, le monstre qui menaçait le peuple italien de ses sombres machinations. En outre, ils sentaient mauvais, ils étaient sales et mangeaient des aliments dégoûtants. Lorsque la guerre a commencé, l'heure des comptes a sonné pour eux. Plus d'excuses : s'ils étaient en âge de servir, ils devaient s'engager dans l'armée.

Nous n'avons pas de preuve directe qu'il y avait une politique spécifique pour envoyer les pacifistes mourir dans les zones les plus dangereuses du front, mais nous savons que c'est ce qui est arrivé à certains d'entre eux, dont Armando Vacca, la personne dont j'ai écrit la biographie dans mon livre. Au contraire, ceux qui avaient été favorables à la guerre étaient privilégiés. Mussolini, par exemple, a été envoyé dans une zone calme de la ligne de front. De là, il est sorti légèrement blessé par le mauvais fonctionnement d'un canon italien et avec la renommée d'un héros de guerre.

Nous connaissons le résultat de cette folie : si l'on additionne les pertes directes, les pertes dispersées et les

blessés, l'Italie subit plus de deux millions de pertes, soit environ un tiers des hommes en âge de combattre à cette époque (en prime, ajoutez quelque 600 000 pertes parmi les civils). L'Autriche a subi des pertes similaires. Vous ne voulez pas appeler cela une extermination ? Si non, qu'est-ce que c'était ?

Le pouvoir de la propagande est bien connu, mais il existe de nombreuses façons de la faire apparaître. Dans le cas des États-Unis, nous savons qu'en 1917, le gouvernement a décidé d'intervenir dans la Grande Guerre pour protéger ses investissements en Europe. Cela a impliqué la création et le financement d'une campagne de propagande pour convaincre le public américain. Cette campagne a impliqué la création du "**Comité pour l'information publique**", qui est peut-être la première agence de propagande gouvernementale du 20^e siècle. Les techniques développées par le comité ont été imitées à de nombreuses reprises par la suite, notamment par les nazis allemands.

Et en Italie ? Nous avons la preuve que la campagne de guerre de Mussolini a été financée par certains lobbies financiers italiens. Mais, dans l'ensemble, il n'y avait rien de semblable au Comité pour l'information publique. Alors, comment la propagande pro-guerre a-t-elle pu connaître un tel succès ?

J'en suis venu à penser qu'il y avait une raison à l'extermination de tant de jeunes hommes. C'était parce que la société italienne voulait les exterminer.

Bien sûr, cela n'a pas été planifié, cela n'a jamais été mentionné et, très probablement, ce n'était même pas une pensée qui venait à l'esprit de ceux qui poussaient la guerre avec tant d'enthousiasme. Mais l'esprit humain fonctionne de manière subtile et très peu de ce qu'il fait est dû à une chaîne rationnelle de concepts.

Pourquoi les gens tuent-ils ? Le plus souvent, ils tuent ce dont ils ont peur. Alors, les Italiens pourraient-ils avoir peur de leurs propres jeunes ? C'est possible. J'en suis venu à penser que c'était, en fait, probable.

Allez voir la courbe de population de l'Italie avant la première guerre mondiale. C'est une pyramide presque parfaite. À cette époque, l'Italie comptait environ 6 millions d'hommes en âge de servir dans l'armée, soit environ 15 % de la population italienne. Que faisaient ces jeunes hommes ? A quoi pensaient-ils ? Que voulaient-ils ? Ceux qui étaient au pouvoir à cette époque avaient de bonnes raisons de penser qu'ils voulaient leur part de la richesse nationale.

En effet, c'était une époque de tensions sociales et économiques, le socialisme et le communisme affirmant qu'une révolution populaire apporterait tout le pouvoir au peuple. Et qui se révolterait contre l'ordre actuel si ce n'est ces jeunes hommes ? Il était donc logique de se débarrasser du plus grand nombre d'entre eux en les envoyant mourir en grand nombre dans ces montagnes reculées.

En tant que stratégie, elle aurait pu se retourner contre nous. Ce fut le cas en Russie, où le résultat de la Première Guerre mondiale fut la prise du pouvoir par le communisme. En Italie, les années qui ont suivi la guerre ont vu une révolution communiste presque démarrer, mais elle a été étouffée par l'ascension du fascisme. *Comme toujours, l'histoire n'est pas faite de "si".* Ce qui devait arriver, arriva.

Quelle que soit la cause, la grande roue de l'histoire s'est mise en marche en 1914, et elle ne s'est pas souciée de savoir qui allait être réduit en bouillie sous elle. Peut-être que les anciens dieux chtoniens de la guerre conduisaient cette roue. Peut-être existent-ils encore, même si de nos jours ils semblent avoir pris des formes différentes. **La propagande**, c'est certain, est toujours là et elle peut toujours faire son travail avec les mêmes méthodes : dénigrer, diaboliser, insulter et effrayer les gens. Cela fonctionne. ***Vous pouvez la voir à l'œuvre en ce moment même.***

Une réflexion sur les tendances à long terme de la propagande

La propagande sous sa forme moderne n'existait pas il y a encore quelques siècles. Dans un avenir pas si lointain, elle pourrait également cesser d'exister. En ce moment même, les choses changent dans le ventre de la grande bête que nous appelons la mèmesphère.

Si la propagande a été si efficace au cours du 20^e siècle, c'est parce que la mèmesphère était organisée verticalement. Au moment de la Première Guerre mondiale, pour plus de 50 % des Italiens qui savaient lire et écrire, il n'y avait pas d'autre source d'information importante que les journaux, et leur nombre était limité. À l'époque, comme aujourd'hui, quelques journaux seulement avaient une diffusion nationale et s'ils adoptaient tous la même position, ils contrôlèrent la mèmesphère.

Les informations que les gens obtiennent de cette manière sont comme la pluie : ils peuvent essayer de l'éviter en utilisant un parapluie, mais ils ne peuvent pas choisir s'il pleut ou non. Ainsi, la mèmesphère italienne d'il y a un siècle se comportait comme un organisme, un cerveau sociétal géant qui devait choisir entre la guerre et la paix. Elle ne pouvait pas se tenir entre les deux : elle devait décider de l'une ou l'autre chose. Et il était si étroitement intégré qu'il agissait comme un tout - il n'y avait aucune possibilité pour certaines de ses parties de se retirer. Ceux qui ont essayé de le faire, les pacifistes, ont été neutralisés ou exterminés.

La mèmesphère d'aujourd'hui n'est pas si différente. Les gens s'appuient toujours, pour s'informer, sur l'équivalent des journaux d'il y a un siècle : ce que nous appelons les "médias", c'est-à-dire des entités qui servent d'intermédiaires entre la réalité et les gens. Mais il est également vrai que les choses ont changé et que la communication est désormais beaucoup plus horizontale qu'auparavant.

La réalité n'est pas ce que vous lisez dans les médias. La réalité, c'est ce que vous voyez et ce que les personnes en qui vous avez confiance vous disent avoir vu. On peut utiliser la terminologie de Heinlein : la réalité est ce que vous percevez vous-même, ou ce que vous dit un témoin impartial. Ce type de communication horizontale est une organisation différente de la mèmesphère. C'est aujourd'hui la galaxie d'entités que nous appelons "médias sociaux" - un terme mal choisi car il ne s'agit PAS de médias. Les médias sociaux impliquent une communication directe et horizontale entre les personnes, elle n'est pas "médiatisée". Les "bulles" que les personnes qui pensent de la même manière créent dans les médias sociaux sont souvent critiquées et décriées comme des antres de conspirationnistes, mais elles sont exactement le but du jeu. Ces bulles sont des holobiontes virtuels intégrés dans l'organisme plus vaste de la mèmesphère. Si vous créez une bulle Internet, un réseau de personnes qui pensent de la même manière, alors ce groupe est imperméable à la propagande. Ce n'est pas un bug, c'est une caractéristique de la nouvelle mèmesphère.

On voit à quel point les choses changent à partir du moment où les pouvoirs en place tentent désespérément de prendre le contrôle du Web en utilisant la censure : le diable n'est plus capable de convaincre les gens qu'il n'existe pas. Les pacifistes (ou leur équivalent moderne) seront-ils à nouveau exterminés ? Peut-être. Mais peut-être pas. La grande roue de l'histoire continue de tourner. Elle ne suit pas un plan, elle n'est pas conduite par des divinités maléfiques : personne ne la conduit et elle crée son chemin au fur et à mesure qu'elle le suit. Et, comme toujours, elle ne se soucie pas de ceux qui sont réduits en bouillie sous elle alors qu'elle avance. Le changement est la seule chose qui ne change jamais.

▲ RETOUR ▲

Les responsables de la santé publique disent "Faites-nous confiance".
Les données disent le contraire.

24/09/2021 Anthony Rozmajzl Mises.org



MISES WIRE



Je déteste être le porteur de mauvaises nouvelles, Ben Shapiro, mais les sentiments l'emportent sur les faits lorsqu'il s'agit du covid-19. Ceci est entièrement dû au triangle d'amour forgé entre les médias grand public, les représentants du gouvernement et les géants de la technologie, dont la sinistre campagne de peur et de censure a engendré une réaction si virulente que la société a été bouleversée en quelques semaines par **un virus dont le taux de survie est supérieur à 99 %**.

En un rien de temps, le sacrifice et la préservation de la "santé publique" - quels qu'en soient les coûts - sont devenus la finalité principale de l'humanité. Se reléguer à une vie de soumission inconditionnelle à des fermetures et à des mandats de masques est devenu la plus grande vocation que l'on puisse remplir - du moins jusqu'à l'arrivée du vaccin.

Alors que nos droits les plus fondamentaux nous étaient retirés, est-ce qu'un président, un premier ministre, un gouverneur ou un maire a suggéré que peut-être "les gens" aient un vote pour déterminer si oui ou non chaque aspect de leur vie devrait être soumis à une manipulation quotidienne ? Bien sûr que non. Il s'avère que votre "droit de vote sacré" ne peut être exercé que tant que la classe dirigeante le permet. Il semble que notre seul travail en temps d'urgence soit d'attendre les ordres de ceux qui détiennent le pouvoir politique.

Ce dont beaucoup auraient dû se rendre compte au cours de cette dernière année et demie, ce sont les deux lamentables impulsions de la personne moyenne : (1) l'instinct, appris principalement dans les écoles publiques, de vénérer et de plaire à ceux qui sont en position d'autorité et (2) le désir de sécurité plutôt que de liberté. Associés au niveau de vie confortable de la modernité, ces deux traits de caractère ont permis une série de changements d'objectifs sans effort, allant de "*Nous sommes tous dans le même bateau*" à "*Trois vaccins ou un test hebdomadaire, sinon vous et votre famille pouvez mourir de faim*". Remarquez que quiconque a prédit des politiques beaucoup moins draconiennes dans les premiers stades de la pandémie a été rapidement qualifié de théoricien de la conspiration.

Au fond, ces plans de lutte contre la pandémie - fermetures, couvre-feux, restrictions de capacité, vaccins obligatoires, etc. - reposaient en grande partie sur une confiance aveugle dans les déclarations de l'élite dirigeante en matière de santé publique et sur notre désir de nous comporter d'une manière socialement approuvée et sans conflit. Mais il s'avère que toutes les données covid des dix-huit derniers mois concernant les fermetures et l'utilisation des vaccins impliquent totalement l'élite dirigeante.

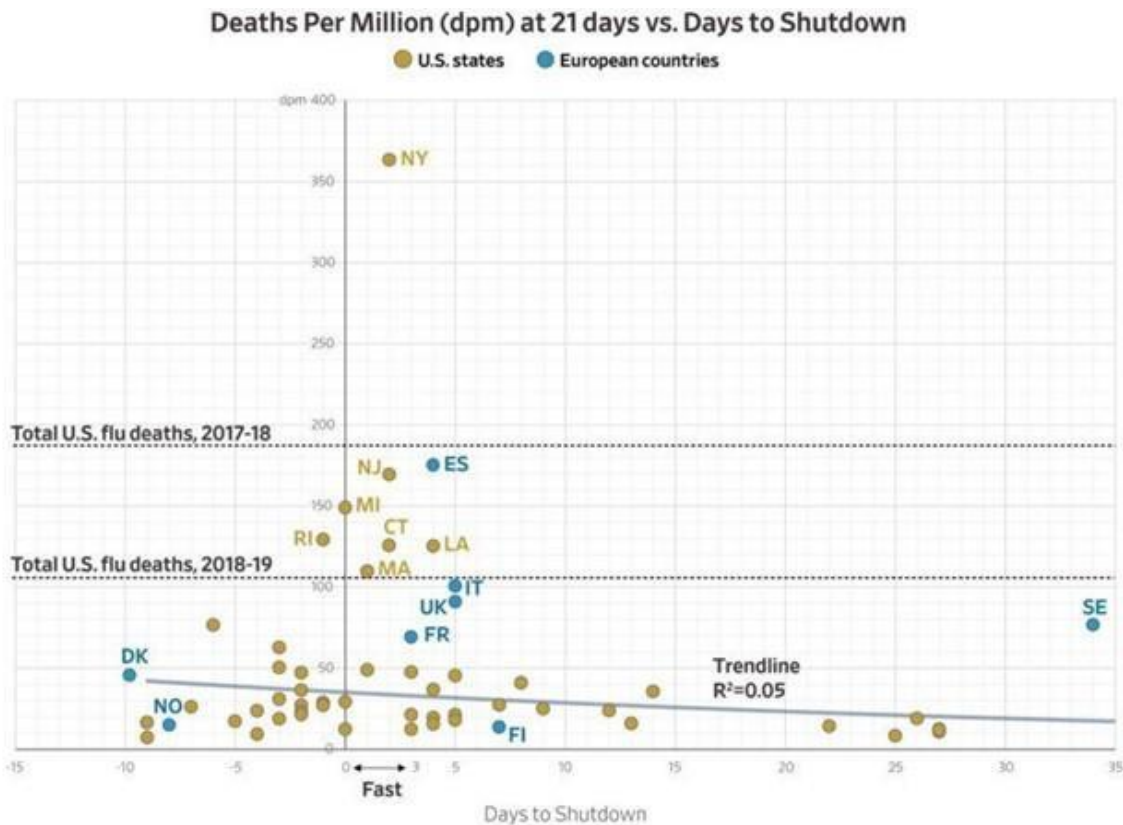
Les données Covid-19 que nous devons accepter

Il n'y a aucune corrélation significative entre la force du verrouillage et les résultats du Covid-19.

Avant 2020, les confinements n'avaient jamais été recommandés comme réponse de santé publique, même pour les épidémies respiratoires graves. Cependant, avec un peu de panique induite par les médias, de pression sociale et de vénération théiste pour la modélisation informatique, il a été rapidement accepté que ces mesures de santé publique historiquement et scientifiquement sans précédent sauvaient des vies. À son tour, il a été simplement convenu que des confinements plus stricts seraient plus efficaces que des confinements plus faibles.

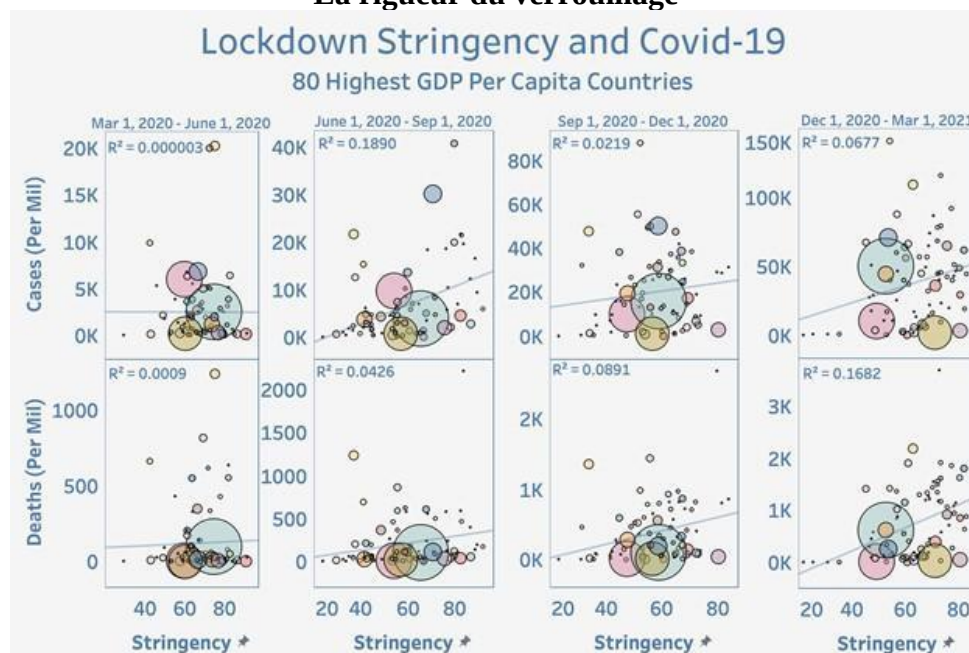
Tous les coûts et les arguments moraux mis à part, un grand scepticisme à l'égard des mesures de confinement a été justifié dès avril 2020, lorsqu'il a été démontré que le temps de confinement d'une région n'avait aucune incidence sur le nombre de décès.

Décès par million de personnes



Onze mois plus tard, les données recueillies entre le 1er mars 2020 et le 1er mars 2021 montrent que les confinements n'ont jamais été un facteur d'atténuation de la propagation du covid-19. Les données suivantes ont été divisées en quatre périodes de trois mois pour mieux tenir compte des changements dans l'indice de rigueur de chaque nation. La période de mesure a été coupée le 1er mars 2021, afin d'exclure toute prise de vaccin significative. Étant donné qu'Israël est le seul pays du graphique suivant à avoir des taux de vaccination complets significatifs en mars 2021, il a été exclu de la dernière période de mesure.

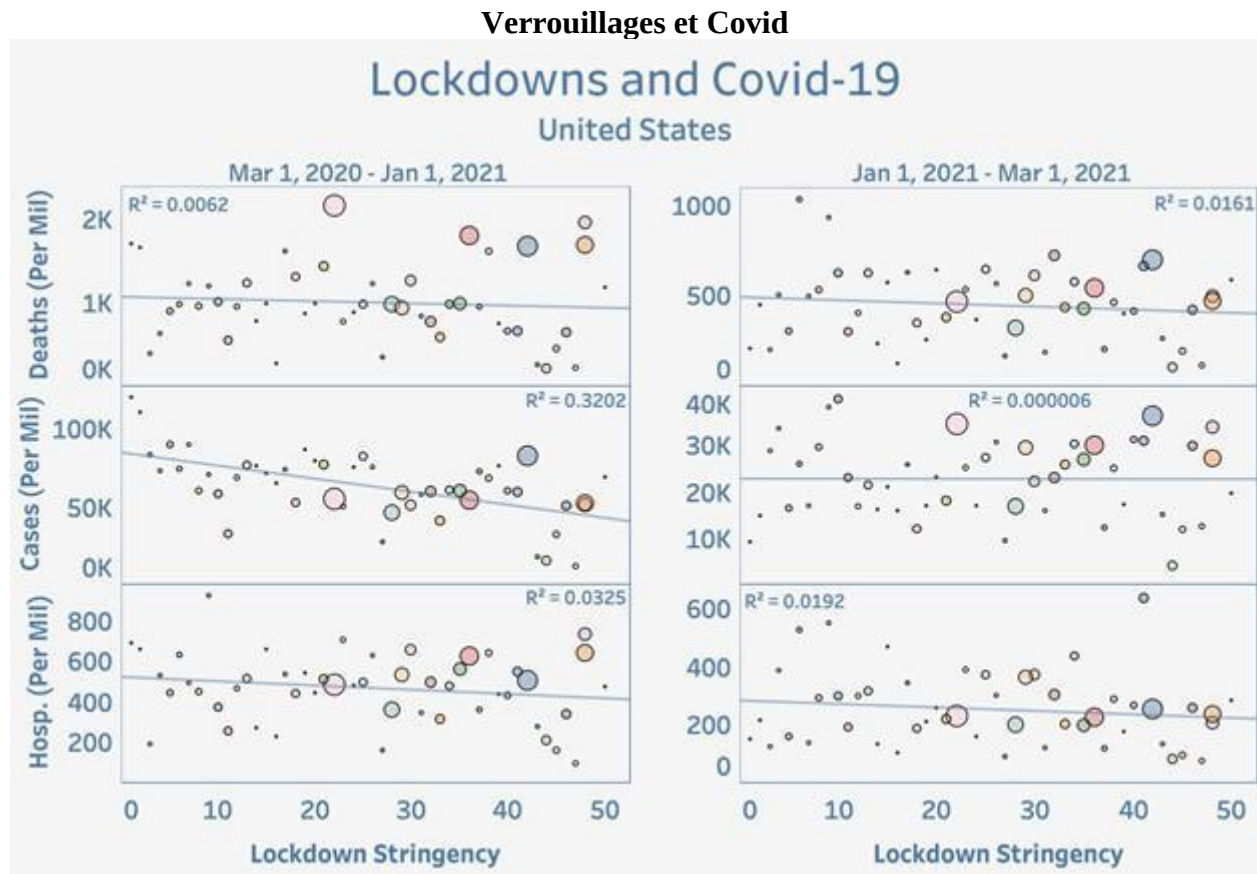
La rigueur du verrouillage



Source : Our World in Data COVID-19 dataset (stringency_index, total_cases_per_million, total_deaths_per_million).

Il est clair que des mesures de confinement plus strictes, quelle que soit la densité de population - illustrées par la taille des points - n'ont pas eu plus d'effet sur les résultats de COVID-19 que des mesures de confinement moins strictes. En fait, la corrélation minimale qui existe va dans le sens opposé de ce que nous avons été entraînés à croire au sujet des confinements.

Des conclusions similaires peuvent être tirées concernant les confinements aux États-Unis. En raison de contraintes liées aux données sur la rigueur des confinements, les données suivantes sur les États sont réparties en deux périodes : une période beaucoup plus large allant du 1er mars 2020 au 1er janvier 2021, et une seconde période allant du 1er janvier 2021 au 1er mars 2021.



Source : Les données sur les cas et les décès proviennent de l'ensemble de données COVID-19 de Notre Monde en Données (total_cases_per_million, total_deaths_per_million) ; les données sur les hospitalisations proviennent de HealthData.gov (COVID-19 Reported Patient Impact and Hospital Capacity by State Timeseries) ; les données sur la rigueur pour janvier 2021-mars 2021 proviennent d'Adam McCann "States with the Fewest Coronavirus Restrictions," Wallethub, Apr. 6, 2021 ; et jusqu'au 31 décembre 2020, de Laura Hallas, Ariq Hatibie, Saptarshi Pyarali, et Thomas Hale, "Variations in US States' Responses to COVID-19" (BSG Working Paper Series BSG-WP-2020/034, version 2.0, Université d'Oxford, Oxford, UK, décembre 2020). Données sur la densité de population provenant de la World Population Review (US States - Ranked by Population 2021).

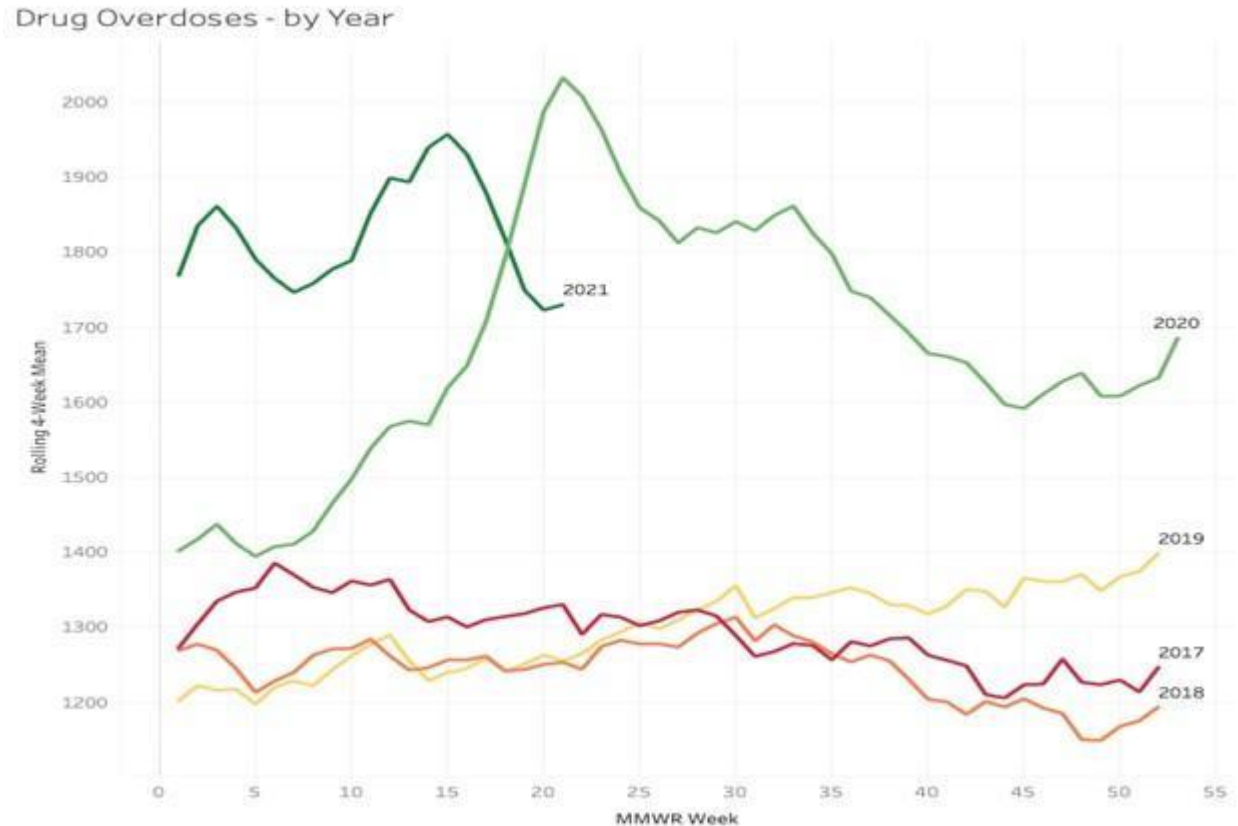
Là encore, nous ne trouvons aucune corrélation statistiquement significative entre la rigueur du confinement et les cas, les décès ou les hospitalisations. La densité de population, indiquée par la taille des points, n'est pas non plus un facteur déterminant.

En clair, quels que soient l'intensité, la durée ou le lieu du confinement imposé par les autorités gouvernementales, aucun virus respiratoire ne peut être éliminé par la loi. Les affirmations selon lesquelles les confinements sont une sorte de mesure de santé publique permettant de sauver des vies et que l'intensité du confinement d'une région est inversement proportionnelle à l'incidence du virus covid-19 ne sont tout

simplement pas confirmées par les données.

Je voudrais brièvement souligner un coût flagrant des lockdowns sur la base des estimations récentes des Centers for Disease Control and Prevention (CDC), à savoir le niveau anormalement élevé des overdoses de drogues qui persistent depuis le premier semestre 2020.

Overdoses de drogues



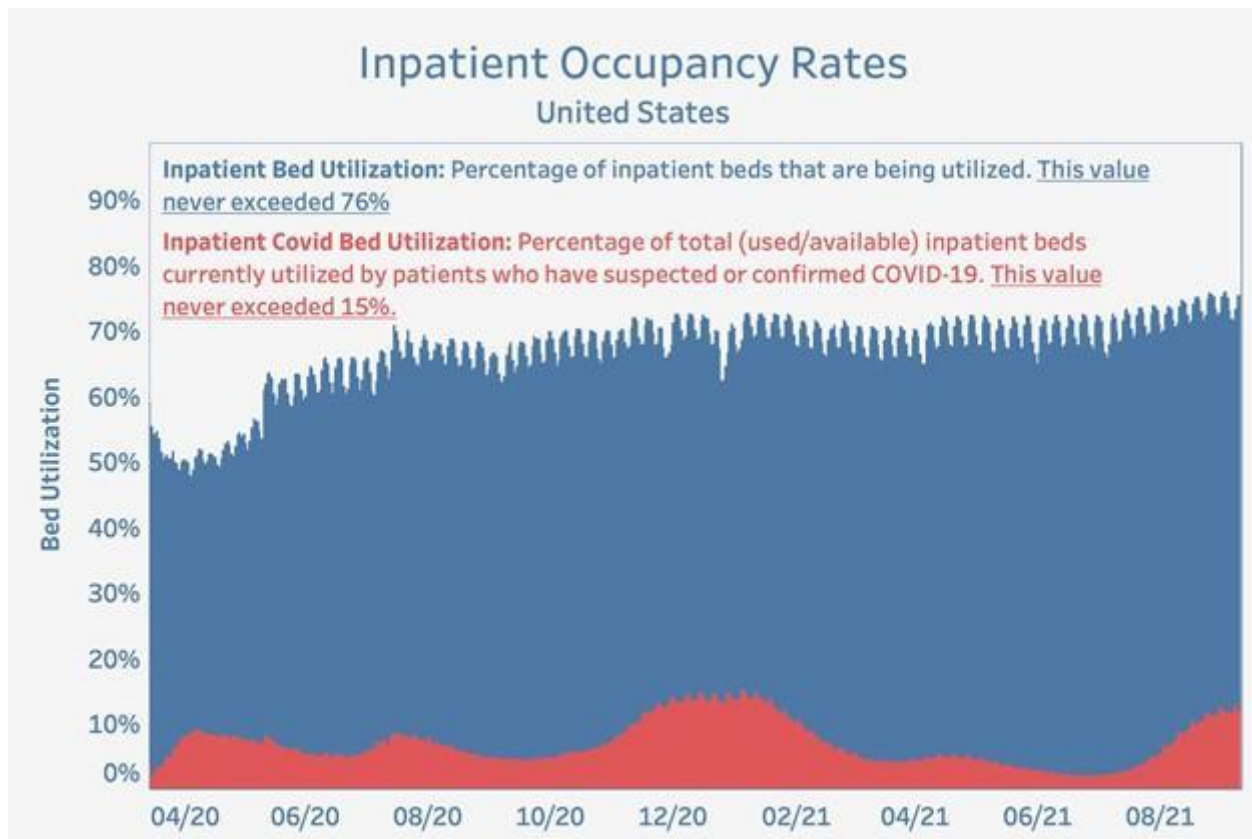
Source : *Data.CDC.org (Early Model-Based Provisional Estimates of Drug Overdose, Suicide, and Transportation-Related Deaths).*

Bien qu'il y ait beaucoup plus de coûts associés aux lockdowns qu'il n'est possible d'en discuter dans un seul article, il est important de réaliser que même si les lockdowns étaient sans coût, leur inefficacité suffit à les rendre inutiles en tant que mesure de santé publique.

Les hôpitaux, dans l'ensemble, n'ont jamais été envahis

S'il est tentant de généraliser à partir de quelques cas extrêmes qui existent aux extrémités d'une distribution, ces cas ne sont pas représentatifs de l'ensemble. On succombe le plus souvent à cette tentation lorsque la fabrication panique à propos des hôpitaux débordés et surpeuplés. Si ces histoires sont apparemment sans fin, elles n'en sont pas moins des **aberrations statistiques**. Un bref examen des données sur les hospitalisations aux États-Unis le confirme.

Taux d'occupation des patients hospitalisés



Source : HealthData.gov (COVID-19 Reported Patient Impact and Hospital Capacity by State Timeseries).

En lisant les titres de la presse d'entreprise, on peut avoir l'impression que presque tous les hôpitaux fonctionnent à plus ou moins 100 % de leur capacité. En fait, l'utilisation des lits d'hospitalisation - il s'agit des lits d'hospitalisation occupés qui comprennent tous les lits de débordement et d'expansion utilisés pour les patients hospitalisés, y compris tous les lits des unités de soins intensifs - dans l'ensemble des États-Unis est restée inférieure à 76 % au cours de la pandémie, tandis que l'utilisation des lits d'hospitalisation pour les patients atteints du virus covid-19 n'a jamais dépassé 15 %. Cependant, à en juger par le fait que la vague saisonnière d'été 2021 - qui a déjà atteint son pic - a dépassé la vague saisonnière d'été 2020, ces taux seront probablement dépassés lorsque la vague saisonnière d'hiver, plus meurtrière, arrivera dans les prochains mois. Néanmoins, il serait purement spéculatif de suggérer que les hôpitaux vont dépasser ou atteindre près de 100 % de leur capacité à l'approche de l'hiver.

Si un taux d'utilisation de 76 % peut sembler élevé, l'ancien directeur médical James Allen souligne qu'un taux d'occupation de 85 % est généralement considéré comme une capacité de fonctionnement optimale. Il fait remarquer qu'un taux d'occupation trop faible signifie que les travailleurs et les ressources sont inutilisés, ce qui peut entraîner des licenciements. D'un autre côté, un taux d'occupation proche de 100 % mettrait trop de pression sur les ressources et laisserait les patients sans soins.

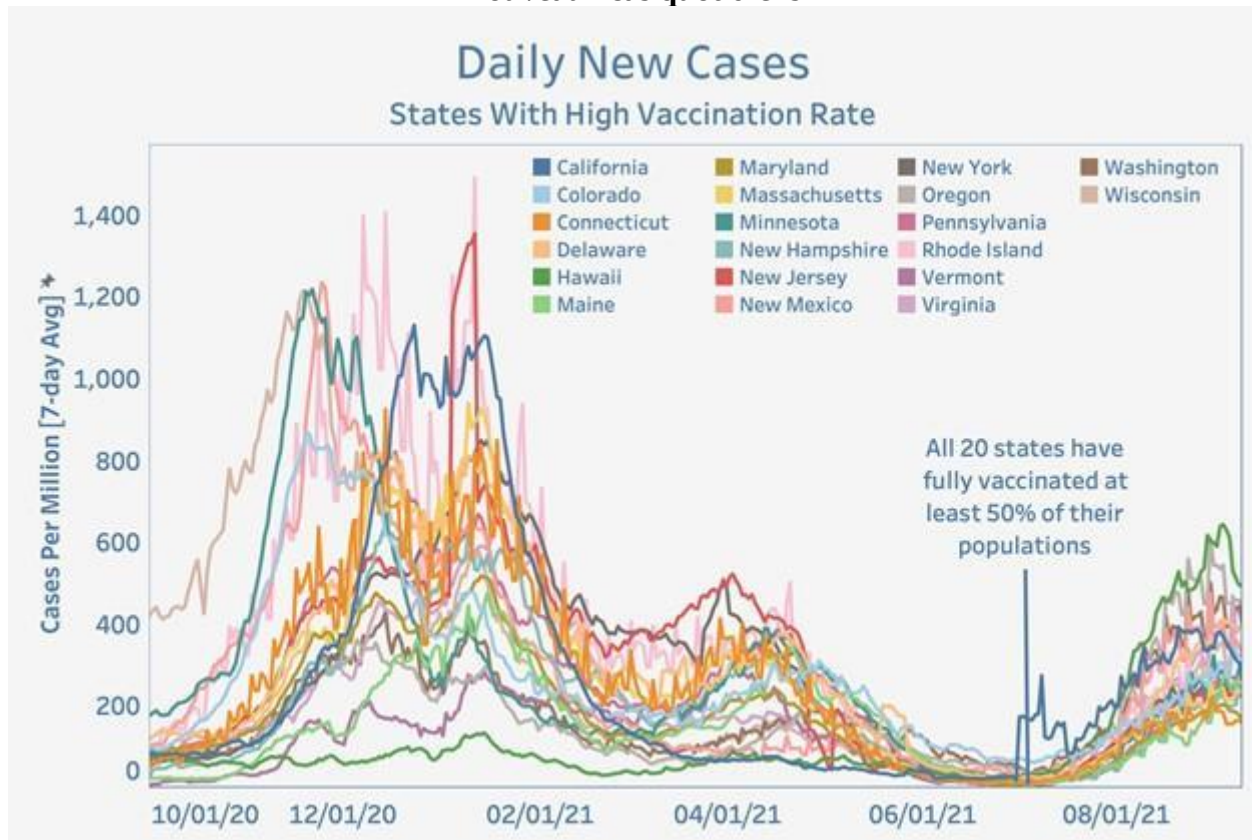
S'il existe certainement des cas extrêmes où les hôpitaux sont poussés au-delà de leur capacité, l'idée que les hôpitaux des États-Unis fonctionnent en moyenne à 100 % de leur capacité ou plus est absolument ridicule.

L'adoption du vaccin n'empêche pas la croissance des cas

Le vaccin contre le covid-19 est peut-être le produit pharmaceutique le plus médiatisé de l'histoire de la médecine. Commercialisé au monde entier comme rien de moins que le salut de la planète, le vaccin était censé donner un coup de fouet à notre retour à la normale. Malgré cette croyance, les données suggèrent que l'augmentation des taux de vaccination ne parvient pas à ralentir la propagation du covid-19.

Tout d'abord, évaluons l'affirmation suivante faite par Anthony Fauci lors d'une interview sur CNN le 3 juin : "Lorsque vous êtes en dessous de 50 % de personnes vaccinées, c'est là que vous avez un problème...". Avec 50 % de vaccinés, je suis à peu près certain que vous ne verrez pas le genre de poussées que nous avons vues dans le passé". Remarquez, si Fauci pensait que des taux de vaccination de 50 % allaient stopper les poussées, vous pouvez parier qu'une majorité de la nation pensait la même chose.

Nouveaux cas quotidiens

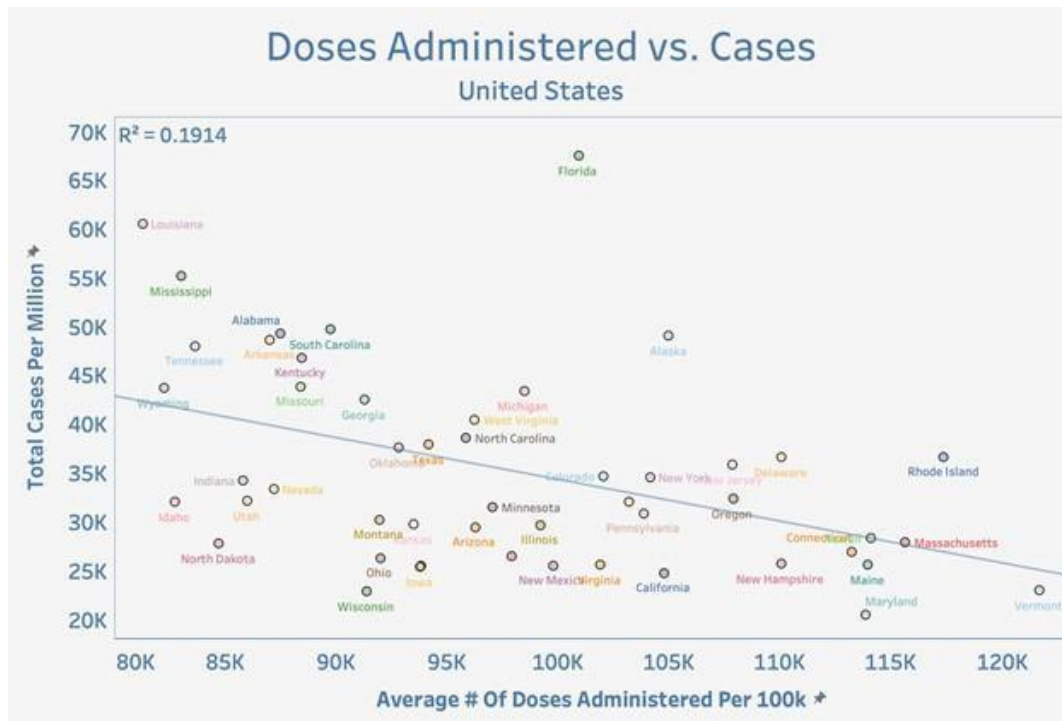


Source : Données sur les cas provenant de l'ensemble de données COVID-19 de Our World in Data (*new_cases_smoothed_per_million*) ; données sur les taux de vaccination provenant de Data.CDC.gov (*COVID-19 Vaccinations in the United States Jurisdiction*).

Comme vous pouvez le constater, quelques semaines à peine après l'obtention d'un taux de vaccination complet de 50 % dans vingt États, des cas ont éclaté dans chacun de ces États. Il n'est pas surprenant que les autorités réclament désormais des taux de vaccination de 70, 80 ou 90 % pour maîtriser la situation.

Si l'on considère l'ensemble des États-Unis depuis le 1er mars 2021, rien n'indique de manière statistiquement significative que les États qui ont administré en moyenne plus de doses de vaccin s'en sortent mieux que les États qui ont administré en moyenne moins de doses.

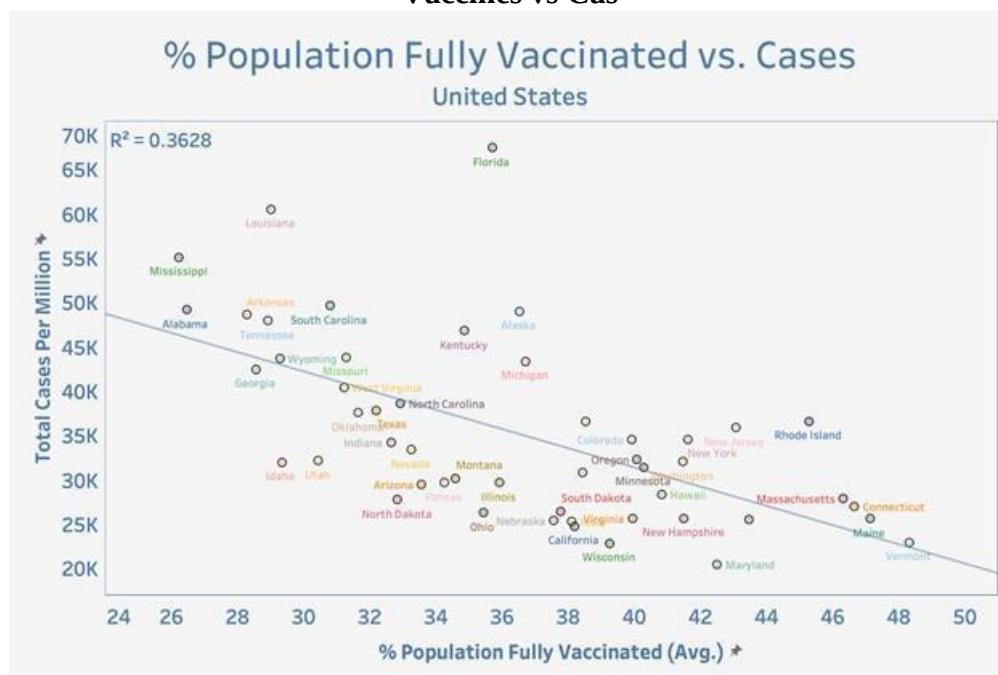
Doses administrées par rapport au nombre de cas



Source : Données sur les cas provenant de l'ensemble de données COVID-19 de Our World in Data (*total_cases_per_million*) ; données sur les taux de vaccination provenant de Data.CDC.gov (*COVID-19 Vaccinations in the United States Jurisdiction*). La plage de dates s'étend du 1er mars 2021 au 9 septembre 2021.

En ce qui concerne les taux de vaccination complète, il n'y a toujours pas d'indication statistiquement significative que les États et les pays dont le pourcentage de la population entièrement vaccinée est plus élevé atténuent mieux la croissance des cas que les États dont le pourcentage de la population entièrement vaccinée est plus faible. Comme précédemment, les taux de vaccination complète sont considérés comme une moyenne des six derniers mois.

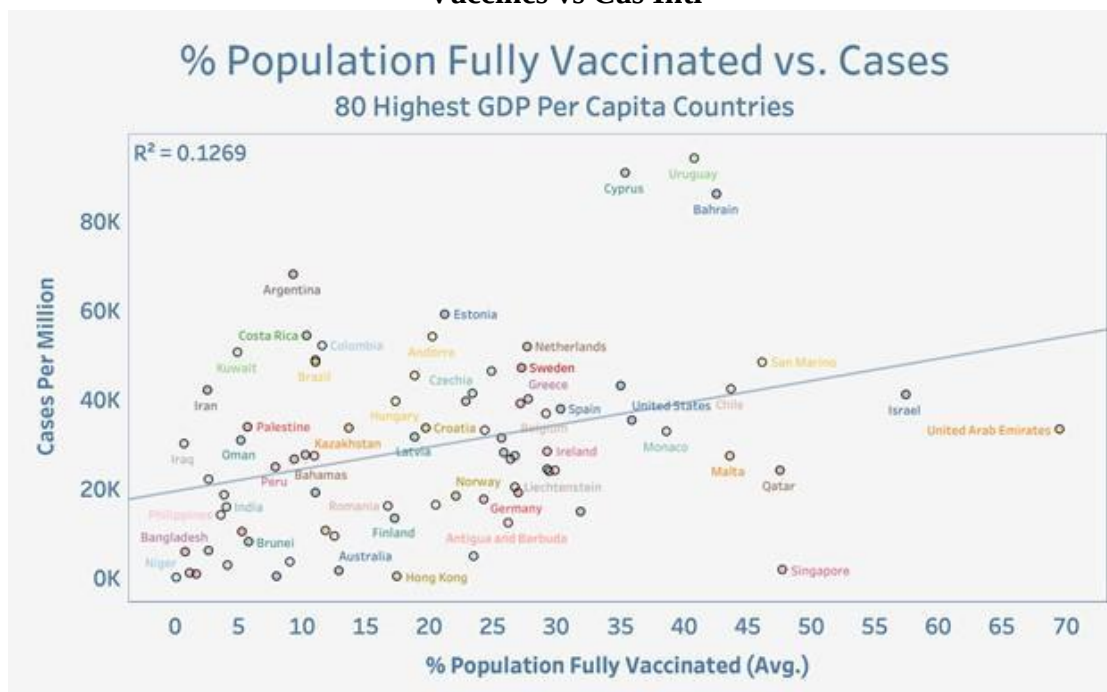
Vaccinés vs Cas



Source : Données sur les cas provenant de l'ensemble de données COVID-19 de Our World in Data (*total_cases_per_million*) ; données sur les taux de vaccination provenant de Data.CDC.gov (*COVID-19 Vaccinations in the United States Jurisdiction*). La plage de dates s'étend du 1er mars 2021 au 9 septembre

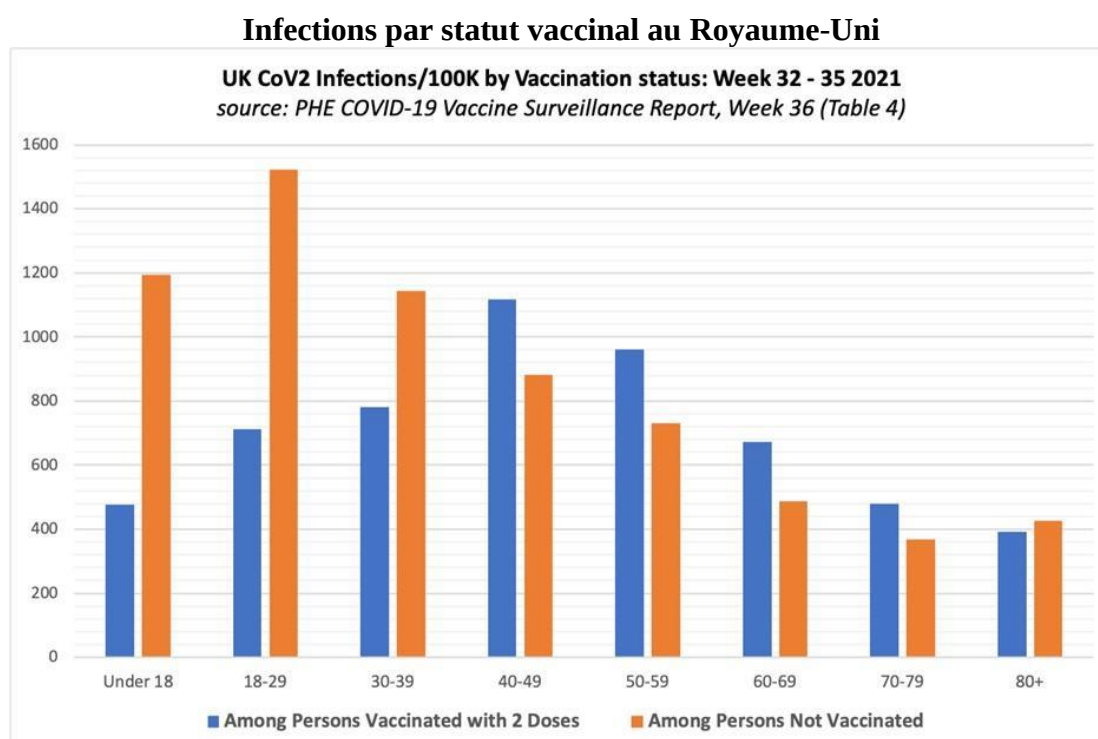
2021.

Vaccinés vs Cas Intl



Source : Données sur les cas et la vaccination provenant de l'ensemble de données COVID-19 de Notre Monde en Données (total_cases_per_million, people_fully_vaccinated). La plage de dates s'étend du 1er mars 2021 au 9 septembre 2021.

En outre, un récent rapport de surveillance de la vaccination au Royaume-Uni montre que les personnes entièrement vaccinées âgées de 40 à 80 ans sont infectées à des taux plus élevés que leurs homologues non vaccinés. Pour les moins de quarante ans et les plus de quatre-vingts ans, les taux d'infection chez les vaccinés sont plus faibles que chez les non-vaccinés, mais restent significatifs.

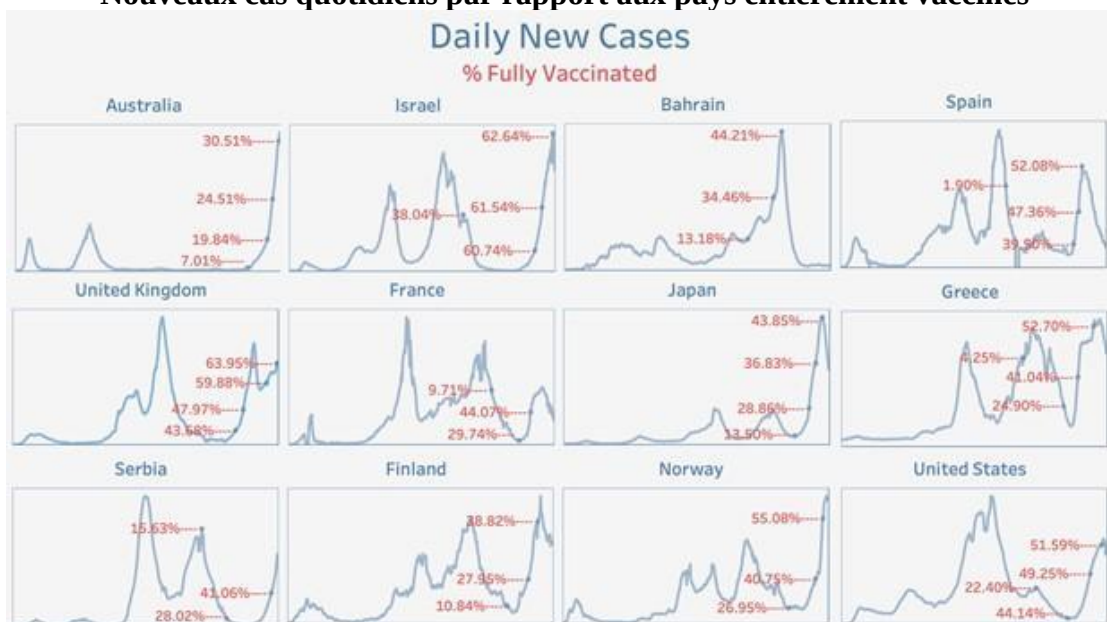


Source : Public Health England, COVID-19 Vaccine Surveillance Report - Week 36 (Londres : Public Health

England, 2021).

Si cela ne suffit pas à faire froncer les sourcils, il existe de nombreux exemples de pays - dont quelques-uns sont présentés ci-dessous - qui ont connu une recrudescence des cas, voire les niveaux de cas les plus élevés de la pandémie, alors que les taux de vaccination ne cessent d'augmenter.

Nouveaux cas quotidiens par rapport aux pays entièrement vaccinés

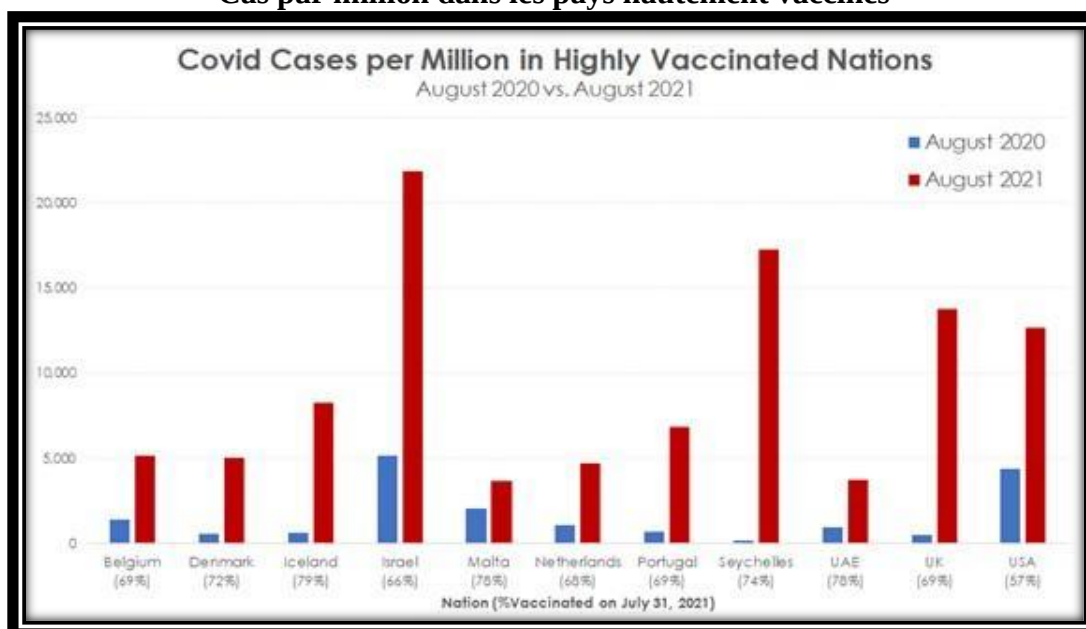


Source : Données sur les cas et la vaccination provenant de l'ensemble de données COVID-19 de Notre Monde en Données (new_cases, people_fully_vaccinated).

N'oubliez pas que le pourcentage de personnes ayant reçu au moins une dose est plus élevé que ce qui est affiché ci-dessus. Par conséquent, l'hypothèse selon laquelle le simple fait d'administrer des vaccins aux gens - sans avoir à les vacciner complètement - allait mettre un terme aux cas est également incroyablement douteuse.

En ce qui concerne spécifiquement le mois d'août, nous constatons qu'un certain nombre de pays hautement vaccinés connaissent un nombre total de cas plus élevé au cours de l'été 2021 hautement vacciné, par rapport à l'été 2020 non vacciné.

Cas par million dans les pays hautement vaccinés



Source : Données sur les cas et la vaccination provenant de l'ensemble de données Our World in Data COVID-19 (total_cases_per_million, people_vaccinated).

Comment se peut-il qu'un pays vacciné à 0 % ait eu beaucoup moins de cas l'année dernière qu'une fois que 60, 70 ou 80 % de sa population a été entièrement vaccinée avec ce que l'on prétend être un vaccin incroyablement efficace ? Pourquoi, malgré ces chiffres bien pires, ne voit-on plus les mesures de confinement strictes telles que les fermetures d'entreprises, les couvre-feux, les restrictions de capacité ou les ordres de rester à la maison qui ont défini l'été 2020 ? Les arènes sportives collégiales et professionnelles qui étaient vides il y a seulement un an sont maintenant pleines à craquer ; et peu ou pas d'efforts sont faits pour vérifier le statut vaccinal ou la preuve d'un test négatif à l'entrée. Sommes-nous sérieusement censés croire que nos dirigeants politiques ont le moindre désir de préserver la "santé publique" alors qu'ils permettent à leurs économies de fonctionner sans pratiquement aucune mesure d'atténuation en place, malgré des chiffres en hausse ? Peut-être commencez-vous à réaliser que ces mesures de "santé publique" et les nouveaux mandats de vaccination n'ont jamais eu aucun rapport avec votre santé.

Malgré toutes les données dont nous disposons sur les fermetures, les tendances en matière d'hospitalisation et les nouvelles données sur la vaccination, on ne peut que s'émerveiller de la façon dont la confiance dans le système de santé publique et l'élite dirigeante peut persister à quelque titre que ce soit.

Anthony Rozmajzl a été diplômé du Grove City College en 2018 avec une licence en économie. Il étudie l'école autrichienne d'économie depuis plus de 8 ans et est un champion du libertarisme Rothbardien. Pendant la journée, Anthony travaille en tant qu'analyste de la qualité logicielle pour une entreprise de logiciels ERP.

▲ RETOUR ▲

Hymne à toutes les décroissances

25 septembre 2021 Par biosphere

La décroissance est devenue en 2021 un thème de présidentielle, voici quelques éléments de réflexion pour mieux percevoir cette rupture conceptuelle.

Timothée Parrique : La décroissance est bien plus qu'une simple réduction du [PIB](#). L'économie actuelle ressemble à une voiture lancée à pleine vitesse contre un mur écologique. L'urgence est de ralentir avant l'accident. L'objectif est de construire une économie où la production serait socialement utile et écologiquement soutenable : réduction du temps de travail, relocalisation de la production, rationnement du budget carbone... Pour les décroissants, le niveau de PIB par habitant de la France est démesurée par rapport aux capacités des écosystèmes. Passé une certaine taille critique, toute activité économique – aussi désirable soit-elle – devient écologiquement problématique. Au sein du mouvement écologiste, si [Delphine Batho](#) défend la décroissance, les autres candidats s'y opposent. Mais ils connaissent mal le sujet, qu'ils réduisent à une croissance négative du PIB.

Michel Lepesant : Nous n'éviterons pas un monde à + 1,5 °C (entre 2030 et 2040), explique le GIEC. La réponse politique consiste à cesser de faire de la croissance du produit intérieur brut (PIB) notre boussole. Cet indicateur est devenu une idéologie au service du monde de la croissance. Or tout gain de croissance est corrélé à une dégradation de l'empreinte écologique (EE). Pire, le « [jour du dépassement](#) » en 2021 a eu lieu le 29 juillet. Il n'est donc pas devant nous, mais derrière nous. Désormais chaque humain doit se sentir responsable et s'efforcer de repasser sous ce seuil : c'est cela qui s'appelle la « décroissance ». Il s'agit bien d'une crise économique. Une récession correspond au recul du PIB pendant au moins deux trimestres consécutifs. Quand une récession est grave et durable, elle devient une dépression. Quelle devra être la durée de ce recul ? Le temps de revenir à une EE soutenable. En France, l'EE est de 1,8 planètes par rapport à la biocapacité française et de 2,9 par rapport à la biocapacité mondiale. Avec un taux de décroissance de 10 % par

an, il faudra près de 40 trimestres de récession si on part d'une EE de 2,9. Pas grave, ce sera une vie où chacun pourra préférer les dimensions du commun, de la coopération, de la convivialité, de la sérénité plutôt que de fétichiser l'individualisme, la concurrence, la rivalité, l'agitation...

François Jarrige : Chaque société a ses tabous comme le mot « décroissance », sans cesse disqualifié depuis vingt ans. Anxiogène, peu mobilisateur, négatif, punitif, tous les qualificatifs pour le discréditer ne peuvent résister au constat implacable selon lequel l'accumulation matérielle atteint ses limites et nous pousse vers l'abîme. Les grands médias s'intéressent aujourd'hui à la décroissance après des décennies de déni. Ils y sont évidemment poussés par la force des choses, alors que les pires prévisions, répétées depuis des décennies par ceux qui se disaient « décroissants », ne cessent de se confirmer, alors que s'impose l'urgence d'une réduction massive des émissions de CO₂, c'est-à-dire de la plupart des flux de matières qui constituent le fondement de nos existences. Longtemps, l'idée même de croissance économique n'avait aucun sens. Jusqu'au XIX^e siècle, les sociétés vivaient dans un monde relativement stable, gérant la pénurie et des ressources contraintes. Mais l'accumulation matérielle s'intensifie au milieu du XX^e siècle. Sa mesure par le PIB est inventée par Simon Kuznets en 1934. La théorie économique se développe ensuite en laissant de côté les effets délétères sur la nature, les « externalités négatives ». La remise en question de la croissance s'intensifie surtout dans les années 1970, à la suite des chocs pétroliers, des crises énergétiques et des alertes écologistes formulées dans un contexte de vives conflictualités sociales. En 1972, le rapport Meadows sur les « limites à la croissance » suscite d'abondants débats. Nicholas Georgescu-Roegen propose un nouveau paradigme, une « perspective bioéconomique » qui vise à réduire l'empreinte matérielle. Le concept de « décroissance » a été inventé par le philosophe Jacques Grinevald pour contrer les opérations idéologiques de « greenwashing ». La « décroissance » est devenue un « mot-obus », une stratégie disruptive qui porte l'attaque au cœur du système idéologique dominant. Le terme circule de plus en plus dans divers pays... Alors que les plans de relance continuent de célébrer la croissance comme seul horizon, il s'agit de rompre avec cette évidence pour rouvrir le champ des possibles, et imaginer d'autres façons de vivre dans un monde « post-croissance ».

Biosphère : Ces trois intellectuels se centrent sur la décroissance économique, ils ignorent complètement l'idée de décroissance démographique. Il en était de même pour le [programme de Delphine Batho](#). Pourtant, dès 1972, le [rapport Meadows](#) sur « les limites à la croissance » montrait les interrelations entre exponentielles, qu'elles soient économiques ET démographiques. Dans le programme du présidentiable écolo [René Dumont en 1974](#) on indique explicitement que « depuis 1650, la population du globe a augmenté à un rythme exponentiel... Nous sommes les premiers à dire que la croissance démographique doit être arrêtée d'abord dans les pays riches, ce qui remet en cause toutes les formes d'encouragement à la natalité, chez nous en France... Nous luttons pour le droit absolu de toutes les femmes de régler à leur seule convenance les problèmes de contraception et d'avortement. »

Des écologistes dignes de ce nom devraient assumer une perspective de décroissance économique ET démographique.

Portrait de la radicale écolo Sandrine Rousseau

Y avait-il une autre personne cachée derrière la féministe exacerbée ? Il semble bien que oui si on en croit ses propos sur BFM-TV le 24 septembre 2021.

Sandrine Rousseau : ~~« Il faut mettre en place une politique de démobilité, de changement de voiture. Je souhaite augmenter le prix de l'essence entre 6 à 10 centimes le litre par an durant tout le quinquennat. Je m'engage à vous accompagner, mais, oui, il faut que l'essence augmente, car c'est ce qui pollue, c'est ce qui nous met en danger. La vente des SUV sera interdite, ils sont extrêmement lourds, consomment énormément et il n'y a pas d'utilité à être transporté dans des SUV. Je sais que tout cela n'est pas facile à entendre, et je voudrais dire aux Françaises et Français qui s'inquiètent que c'est précisément la raison pour laquelle je mets en place un revenu d'existence. Mais on ne peut pas faire un revenu qui soit au-dessus du seuil de pauvreté... Je pense aussi~~

qu'il faudra créer une tranche supplémentaire d'imposition à 80 % pour les salaires les plus élevés... Je revendique le fait que l'on puisse diminuer la part du travail dans notre vie, cela permettra de ne pas être tributaire d'une espèce de folie, d'organisation qui consiste à consommer toujours plus. Cela consiste à avoir du temps de vie avec sa famille, du temps pour s'investir dans les associations. Delphine Batho avait raison sur le fond quant à la décroissance, il y a bien choc de productivité négative. On doit diminuer notre volume de consommation et on doit développer ce qui crée le lien dans la société. A la fin de mon mandat, il faudrait que les personnes dépensent moins qu'en 2022.

Flambée des prix de l'énergie, enfin !

Les tarifs du gaz ont quadruplé depuis avril, les autres hydrocarbures suivent le mouvement. En Espagne, les factures d'électricité ont augmenté de 37 % en un an. En Italie, hausse vertigineuse des factures (+ 30 % pour le gaz et + 40 % pour l'électricité). En Belgique, un ménage sur cinq est en situation de « précarité énergétique ». Le complotisme a de beaux jours devant lui : « *Les compagnies d'électricité nous volent, le gouvernement est leur complice* ». Face aux manifestations et aux faillites, les gouvernements se sentent obligés d'intervenir : réduction de la TVA, distribution de chèque-énergie d'argent, surtaxe sur les producteurs... Frans Timmermans, le commissaire européen en charge des questions climatiques, s'exclame : « *Nous ne pouvons pas nous permettre d'opposer le social au climat.* »

Reste que la flambée des prix de l'énergie ne peut être que durable pour des ressources fossiles en voie de raréfaction. Aucun gouvernement ne devrait faire l'impasse sur les réalités biophysiques d'une planète dont nous avons déjà gaspillé les principales richesses. C'est ce qu'indique des [commentaires sur lemonde.fr](https://www.lemonde.fr) :

Undefined : Il faut appeler les choses par leur nom : l'aide gouvernementale, ce sont des subventions aux énergies fossiles.

Michel SOURROUILLE : Certes l'austérité n'est pas un programme électoral facile, mais à flatter les électeurs et à cultiver la facilité des promesses, on cristallise les tensions et on fait le jeu des populismes de droite comme de gauche. Les pays qui résisteront aux chocs climatiques et à la déplétion des ressources fossiles seront ceux qui appliqueront le plus tôt possible des politiques drastiques de sobriété énergétique. Maintenir le pouvoir d'achat ne peut plus être une priorité.

Tony81 : Ce n'est que le début de la décroissance énergétique, cf Jancovici entre autres qui s'époumone à le répéter depuis des années. La décroissance sera subie (et est déjà subie par la population à plus bas revenus).

Population et consommation en interactions

La problématique population – consommation ne repose pas sur des sciences exactes, mais sur des approches sociologiques. Ce sont des phénomènes sociaux relatifs à l'état d'une société donnée, donc variables dans le temps et dans l'espace. La consommation dépend de l'expression de nos besoins, or ceux-ci sont conditionnés par un apprentissage social dont le matraquage publicitaire n'est qu'une des formes. La démographie est un simple dénombrement des personnes, ce qui n'indique rien de l'état de surpopulation qui pourrait exister. Et la fécondité obéit à des préceptes sociaux et au hasard des rencontres entre sexes. Cela rend extrêmement difficile la perception des interrelations entre population et consommation. A l'heure actuelle en France s'oppose deux écoles. L'une considère que le niveau de surconsommation est la principale source de pillage de la planète, l'autre s'appuie sur la relation IPAT, une façon mathématique et simplifiée d'indiquer que la démographie est un multiplicateur des menaces.

L'équation d'Ehrlich, « $I = PAT (P \times A \times T)$ », montre que l'impact environnemental, noté (I), est le produit de trois facteurs : la taille de la Population (P), les consommations de biens et de services ou niveau de vie (A pour « Affluence » en anglais) et les Technologies utilisées pour la production des biens (T). Si l'on regarde ce qui se

passé en ce moment, on constate au niveau mondial que le taux annuel de la croissance de la population est encore de 1 % (x 1,01), soit un doublement tous les 70 ans. Le taux de croissance du PIB sur ces dernières années est en moyenne de 3 % (x 1,03). L'amélioration de l'intensité énergétique des techniques est difficile à estimer, si ce n'est par le rapport entre tonnes équivalent pétrole et PIB. Considérons pour simplifier que T est égal à 1, et donc neutre par rapport à la croissance démographique et l'explosion consumériste. L'impact environnemental est donc de $1,01 \times 1,03 \times 1$, soit 1,0403. Pour faciliter le calcul, l'approximation par addition des taux (1 % + 3 % + 0 % = 4%) est assez bonne pour des taux de variation assez proches. On voit les conséquences de cette croissance globale tous les jours dans les médias, dérèglement climatique, épuisement des ressources, pollutions diverses, etc. Que faire ? L'équation nous montre la voie, il faudrait agir en même temps sur P, A et T. Aucun des termes ne peut être considéré indépendamment des deux autres. L'automobile ne peut pas se concevoir sans son conducteur ni le nombre de chevaux de son moteur. Or nous arrivons ce mois de septembre 2021 à [7,9 milliards d'humains](#) sur cette planète et [1,4 milliard de véhicules](#) à moteur à 4 roues. Cent automobilistes possédant une voiture polluent cent fois plus qu'un collectionneur possédant cent voitures. Mais il faut préciser l'influence des inégalités, un 4x4 pollue plus qu'une petite voiture... et un riche préfère l'avion ! Il faut aussi considérer (T), la puissance du moteur, son niveau de sophistication (électrique ou thermique), etc.

Serge Latouche, le pape de la décroissance se contente de prioriser population et consommation : « *Il convient de dénoncer en premier lieu l'illimitation du paradigme économique dans le productivisme et le consumérisme. La crise écologique vient d'abord de cette illimitation. L'illimitation démographique, trop souvent instrumentalisée par ceux qui ne veulent rien entendre de la nécessité de remettre en cause l'économie de croissance est seconde. Le problème, c'est d'abord qu'il y a trop d'autos, plutôt que trop d'hommes (même si chaque auto suppose un automobiliste...), que les Américains consomment trop plutôt que les Chinois soient trop nombreux, (ce qui ne veut pas dire qu'ils ne le soient pas...).* » Cette logique argumentative est incompréhensible, il est affirmé sans preuve que la démographie est seconde pour en tirer la conclusion que la démographie est en effet seconde. Serge Latouche faisait la même figure rhétorique dans son « [Que sais-je ?](#) » sur la décroissance, l'affirmation valant démonstration d'une hiérarchie entre aspect économique (surconsommation) et aspect démographique (surpopulation). Or dans l'équation [IPAT](#) ou [Kaya](#), il ne peut y avoir hiérarchie, tous les déterminants de l'équation sont des multiples les uns des autres. Du point de vue écologique, plutôt que l'idée de causalités multiples qui fragmentent le réel, mieux vaut la conception d'interrelations, le fait par exemple que d'un point de vue systémique les besoins ressentis par une personne sont étroitement reliés au nombre de personnes qui ressentent les mêmes besoins. C'est ce qu'on appelle l'[interaction spéculaire](#). Comme dans un miroir, je fais par mimétisme selon ce que je pense de ce que les autres attendent de moi.

D'autre part dans les propos de Latouche, on part d'une déconsidération du discours adverse, faisant ainsi un procès d'intention : « *l'illimitation démographique, trop souvent instrumentalisée par ceux (le Medef entre autres) qui ne veulent rien entendre de la nécessité de remettre en cause l'économie de croissance* ». Quand le message déplaît, on tue le messenger pour ne pas l'écouter. En d'autres termes, puisque les malthusiens sont des méchants qui veulent ignorer la dimension économique, ils ne peuvent qu'être écartés. On pourrait retourner facilement l'argument : puisque ces gens-là ne veulent rien entendre de la nécessité de remettre en cause la fécondité humaine, alors leur point de vue ne peut qu'être second et nous pourrions affirmer que dire le contraire, c'est se retrouver dans le camp des natalistes. Pourtant certains décroissants continuent d'affirmer abruptement qu'il y a trop d'automobiles, peu importe le nombre d'automobilistes. Le rédacteur en chef du mensuel La Décroissance, Vincent Cheynet, ne considère que l'aspect économique et se refuse absolument à envisager la question démographique. Comme l'a écrit Bruno Clémentin, « *On l'a déjà dit, on va le répéter : il n'y a pas trop de monde sur notre planète, il y a trop d'automobilistes et de motards* » (éditorial du mensuel La décroissance de novembre 2019). Pourtant, presque tous les auteurs de référence de la décroissance, ceux qui ont mis en évidence les limites de la croissance (Jacques Ellul, Nicholas Georgescu-Roegen, Ivan Illich, entre autres), ont tiré le signal d'alarme de la surpopulation. Et on ne peut pas les accuser d'être des défenseurs du système techno-industriel. Plusieurs personnalités, Didier Barthès, Yves Cochet, Alain Gras, Alain Hervé, ou Pablo Servigne envisagent **à la fois** décroissance démographique **ET** décroissance économique ; ils ont

d'ailleurs participé au livre collectif « [Moins nombreux, plus heureux](#) ». Le mouvement de la décroissance est né comme protestation contre l'imposture du développement durable, cet oxymore qui mettait tout le monde d'accord en noyant la contradiction entre la croissance et les limites de la planète. C'est cela qui importe, et les décroissants se tirent une balle dans le pied en se positionnant contre Malthus ou en oubliant Malthus.

Lors de la primaire du pôle écologiste, la candidate Delphine Batho nous expliquait la ligne générale de son programme « La décroissance : pourquoi et comment ». Tous les militants pour la décroissance ne peuvent qu'être en parfait accord avec cette analyse, mais il ne s'agissait que de décroissance économique. Par contre l'idée de décroissance démographique était complètement occultée. Pourtant dès 1972, le rapport Meadows sur « les limites à la croissance » montrait les interrelations entre exponentielles, qu'elles soient économiques et démographiques, ce que le texte de Delphine Batho ne disait pas. Pourtant René Dumont, dans son [programme de présidentielle écolo en 1974](#), *écrivait* : « Nous sommes les premiers à avoir dit que la croissance démographique doit être arrêtée d'abord dans les pays riches, parce que c'est dans les pays riches que le pillage du Tiers-Monde, par le gaspillage des matières sous-payées, aboutit aux plus grandes destructions de richesse... Il faut réagir contre la surpopulation. En Inde surpeuplée certes, mais surtout chez les riches : 500 fois plus d'énergie consommée par tête à New York que chez le paysan indien. Ce qui remet en cause toutes les formes d'encouragement à la natalité, chez nous en France. La « France de 100 millions de Français » chère à Michel Debré est une absurdité... » A l'image de René Dumont, les écologistes dignes de ce nom doivent clairement assumer une perspective de décroissance démographique, ce que les écologistes institutionnels ne font pas aujourd'hui.

La décroissance, subie ou voulue, n'est pas un phénomène en soi, ce n'est que la résultante de nos difficultés à limiter nos besoins, c'est une sous-partie de l'écologie. Sur une planète délabrée par notre nombre, notre poids économique et notre technologie, il s'agit de choisir une décroissance maîtrisée sans attendre le prochain choc pétrolier ultime pour agir. Le message de Malthus, le déséquilibre entre population humaine et possibilités de la nourrir, montre qu'il était en 1798 à la fois un précurseur de l'écologie et de la décroissance. Il est intéressant de savoir que la maison d'édition « Le Passager clandestin » a refusé d'inscrire Malthus dans sa collection les précurseurs de la décroissance : « Nous estimons que les thèses que Malthus avance sont trop éloignées des idées que nous souhaitons porter avec cette collection. Il nous semble qu'il serait nécessaire d'approfondir les objections et réserves qui ont été faites au sujet des thèses malthusiennes, mais ce travail ne nous paraît pas envisageable dans le cadre de notre collection... » Serge Latouche, directeur de cette collection, avait pourtant accepté le manuscrit de Michel Sourrouille sur Malthus, il avait progressivement mieux perçu l'importance de la question démographique: « Si tout est discutable dans le détail, l'ensemble du malthusianisme n'en demeure pas moins vrai ; à savoir, qu'il est absurde de penser qu'un territoire limité peut nourrir une population illimitée. Si ce n'est aujourd'hui ou demain, Malthus finira toujours par avoir raison après-demain. La vérité de bon sens qu'il a très habilement formulé dans son modèle opposant la progression arithmétique de la production agricole à la progression géométrique de la population « naturelle » s'imposera nécessairement. Ce principe simple est incontournable. Ma position correspond à celle des principaux théoriciens de la décroissance est que, si une croissance économique infinie est incompatible avec une planète finie, il en va aussi de même pour la croissance de la population. La question démographique est seconde en théorie, mais cela ne signifie pas qu'en pratique elle soit secondaire. Loin de là. Même si les Burkinabés produisent peu et consomment peu, leur multiplication pose problème : la disponibilité en terre, la déforestation, la pression foncière dans les centres urbains, la dégradation des infrastructures, etc. et finalement la diminution de la qualité de vie pour eux et pour les autres, s'ils émigrent à l'étranger. »

Que faire ? Selon les sensibilités, les intérêts ou les aveuglements, on peut donner la priorité à l'action sur l'un des trois facteurs de l'équation IPAT: population, consommation ou technologies employées. Mais il est plus sage d'agir en même temps sur les trois niveaux, décroissance économique, décroissance démographique et technologies efficaces. C'est d'autant plus urgent qu'il y a à la fois une inertie démographique et économique ainsi qu'une illusion technologique. Certains « spécialistes » de la démographie considèrent que la stabilisation de la population mondiale s'établira d'elle-même avec le développement économique, il s'agit du schéma de la transition démographique. Encore faut-il que le développement des pays sous-développés soit encore possible

sur une planète que l'activisme humain a rendu exsangue et dans des territoires surpeuplés. Les faits sont têtus. La stabilisation de la population mondiale n'a pas eu lieu, et les modèles de développement des pays riches, de plus en plus partagés par les pays émergents, restent nocifs pour l'environnement. Il importe donc de conseiller aux couples de ne pas avoir trop d'enfants, y compris dans les pays développés à faible fécondité où un bébé est beaucoup plus « lourd » pour les écosystèmes que des naissances multiples dans un pays pauvre. Dire et redire « Un enfant ça va, trois enfants, bonjour les dégâts » est une vérité. Il faut mettre fin aux politiques natalistes en France et faire du planning familial un volontarisme politique dans tous les pays. Un seul enfant par femme pourrait devenir un objectif connu de tous. Facile à dire, difficile à appliquer tant le culte de la fécondité se retrouve partout. Quant au facteur « A », agir sur la consommation et le niveau de vie reste encore un repoussoir puisque le culte de la croissance est généralisé au niveau mondial. Allez dire aux Gilets jaunes français qu'il faut instituer une forte taxe carbone pour changer le mode de déplacement, allez dire aux syndiqués que la hausse du pouvoir d'achat ne doit plus être mis en avant, allez dire aux retraités présents et futurs que leur niveau de vie doit baisser, allez dire aux milliardaires qu'un écart de revenu de 1 à 3 est le maximum admissible, allez dire à un habitant des pays pauvres que vouloir atteindre le niveau de vie des pays riches est une illusion, les capacités de la Terre à supporter l'empreinte écologique de humains étant déjà dépassé depuis les années 1970. En 2021, le [jour du dépassement](#) a eu lieu le 29 juillet. Il faudrait également interdire la publicité, un instrument de la surconsommation. Faire ainsi, c'est effectivement enrayer le mécanisme imitation/ostentation qui provoque la spirale infernale du consumérisme, mais c'est aussi provoquer des faillites en chaîne et un chômage record. On n'hésite pas aussi à invoquer aujourd'hui sans précaution le progrès technique à venir pour faire des miracles : repousser les limites naturelles, découvrir des innovations capables de nous extraire des contingences naturelles de notre Terre, moteur propre, énergies renouvelables, des colonies sur Mars, etc. De plus se joue un phénomène pervers au niveau technologique. C'est le paradoxe que Jevons qui, dès le XIXe siècle, pouvait écrire : si des techniques plus efficaces apparaissent, elles diminuent le prix de revient des produits, leurs ventes augmentent et leur production croît plus vite que la réduction de pollution qu'elles ont engendrée. Avec l'adoption de technologies moins consommatrices d'énergie, on n'observe pas de ralentissement des dégâts environnementaux, c'est l'[effet rebond](#). Bien que les véhicules automobiles consomment moins qu'il y a 20 ans, la consommation de carburants des ménages a augmenté car les gens parcourent plus de kilomètres vu le moindre coût que cela représente pour eux... S'il apparaît de plus en plus que le « toujours plus de technologies innovantes » entraîne un gaspillage d'énergie insensé, c'est si bon de changer de modèle de smartphone.

Autant dire pour conclure que l'humanité veut encore et toujours accélérer, mais que le mur (ou le précipice) est de plus en plus proche car nous voulons mener à toute vitesse la marche du « progrès » dans une société d'abondance factice. Le « niveau de vie des Américains avant tout » disait Trump, bousillons la forêt amazonienne répète Bolsonaro, bientôt on n'aura plus besoin de lutter contre le froid en Sibérie aurait dit Poutine... et nous sur ce blog biosphere, nous indiquons gentiment que l'équation IPAT devrait être connu de tous, dirigeants et dirigés. La tâche des politiciens sensés peut se résumer à « diminuer au maximum le nombre de morts (dixit [Yves Cochet](#)) » ou, si on en croit les réalités de l'histoire humaine, augmenter au maximum le nombre de morts. Nous avons malheureusement dans les sociétés humaines une préférence pour la violence comme solution à nos difficultés et peu d'appétence pour l'approfondissement de l'intelligence collective. *Il faudrait aborder la question délicate de la définition d'une population soutenable pour notre planète, nous préférons dans cette période de pandémie envisager des politiques de relance économique à coups de milliards à crédit.*

Michel Sourrouille,

faculté de sciences économiques (option économétrie), carrière professionnelle en tant que professeur de sciences économiques et sociales, cinq livres sur l'écologie publiés, président de l'association loi 1901 « biosphere », collaborateur régulier du site et du blog biosphere et membre de l'association Démographie responsable.

Jean-Michel Bezat prédit la catastrophe

Nous notons le 20 septembre 2021 un changement radical dans la chronique d'un journaliste du MONDE.

Jean-Michel Bezat : Certains dirigeants sous-estiment le coût économique du grand basculement vers un monde décarbonées, un changement inévitable et urgent du modèle productif et des modes de vie. Les dommages économiques de l'inaction seraient, même exorbitants. Le coût écologique risque d'être très élevé, peut-on rejeter plus de gaz à effet de serre aujourd'hui pour en émettre moins demain ? La production des métaux rares utilisés dans les véhicules électriques et les renouvelables est destructrice de l'environnement. De plus en plus de pays producteurs prennent des mesures freinant l'extraction du cuivre. L'aluminium, concentré à 60 % en Chine, est produit dans des usines alimentées par des centrales au charbon. Les panneaux solaires consomment de grandes quantités de silicium, dont le raffinage est gourmand en électricité. Le bilan carbone du véhicule électrique sur son cycle de vie n'est pas brillant. Le numérique a besoin de lourdes infrastructures pour transmettre, traiter et stocker une masse de données ; en 2025, ces technologies pourraient absorber 20 % de l'électricité mondiale et représenter 7,5 % des émissions de CO2, plus que les transports maritime et aérien cumulés aujourd'hui. « *La transition écologique en douceur, ça n'existe pas* », tranche Daniel Cohn-Bendit. Mais qui est prêt à promettre du sang et des larmes ?

Les [commentateurs sur lemonde.fr](https://commentateurs.sur.lemonde.fr) sont partagés entre étonnement et colère.

Michel SOURROUILLE : Jean-Michel Bezat, le spécialiste énergie du MONDE, conscient du coût démesuré de la nécessaire rupture écologique ? On n'y croit pas. Ce journaliste reste viscéralement partisan du tout-pétrole, militant du court-termisme, adepte du business as usual. Rappelons ce qu'il écrivait récemment (05.05.2021) : « Dans le monde d'après, les hommes s'envoleront à nouveau pour aller au bout de la Terre, sans honte. Passé les violentes turbulences liées au Covid-19, le trafic aérien devrait retrouver son rythme de croisière... Les progrès technologiques ne s'arrêteront pas, avion propulsé à 100 % par des biocarburants, court-courrier brûlant de l'hydrogène en 2035... Objectif : attirer les touristes en mal de destinations exotiques, en attendant un hypothétique retour des hommes d'affaires... » !!!!

Sarah Py : Introduction de l'article de Bezat. « Certains écologistes se persuadent que la transition environnementale est un long fleuve presque tranquille qui ne rencontrerait qu'un obstacle de taille : l'absence de courage d'une partie des dirigeants politiques et des chefs d'entreprise. » Sauf que nous, les « certains écologistes », nous alertons depuis des décennies sur l'urgence climatique et qu'attendre était rendre le monde plus invivable et la transition climatique de plus en plus douloureuse. Et ce serait nous les idiots du village ? Curieuse manière de retourner les choses à l'avantage de tous ceux criminels, le mot est fort, qui ont laissé faire et ont nié le problème. C'est inadmissible de parler ainsi, je vous le dis tout net M. le journaliste. Où étiez vous quand il fallait alerter et alerter encore ?

Sacha Frenchy : La conclusion « Mais qui est prêt à promettre du sang et des larmes ? » est valable pour tous les partis ! C'est ce qu'il y a à dire aujourd'hui, mais les Mr Beziat qui font l'opinion essayent de nous faire croire que c'est le problème des Verts. Cette transition, c'est un problème pour tous ! Tout sera plus difficile est la réalité d'aujourd'hui, et plus on tarde, plus se sera difficile. Au lieu de botter en touche écolo, Mr Beziat, quand donc vous et vos semblables aurez enfin le courage d'aborder ce problème en face ? Quand il sera trop tard ?

Marc 31 : Dans un scénario optimiste, les peuples et leurs dirigeants comprennent que chaque effort qui n'est pas fait aujourd'hui sera payé le double, le triple ou plus encore dans 20 ans. Ils priorisent ce qui doit être préservé, planifient cet effort sur 10 ans, et se mobilisent. Dans un scénario pessimiste, chacun se dit qu'on a le temps, que c'est aux autres de donner l'exemple. Quand viendront les vaches maigres, les mêmes se plaindront en accusant les scientifiques d'avoir mal expliqué ce qui allait se passer, en accusant les politiques d'avoir rien fait, et les riches de s'être préparé des bastions. On va commencer à se battre pour les ressources, et on va porter

au pouvoir des pouvoirs forts qui promettent l'ordre et la survie au détriment des autres. Mais les autres ne se laisseront pas faire.

Quand aux partisans de la croissance... Quand le cours du blé flambrera, même une baisse de la production devient une augmentation du PIB...

simple citoyen : Un autre angle mort se cache dans l'article du journaliste, la décroissance. Il est question de plus de panneaux solaires, plus de batteries, etc., et jamais moins de consommation tout simplement. Parce que discuter de la croissance est tabou, cela implique une remise en question fondamentale que malheureusement seules de plus graves catastrophes parviendront à enclencher

Zahnstocher 2 : Un journaliste économique découvre l'eau tiède et le reproche aux Verts, alors que c'est presque uniquement chez eux que l'on trouve les personnalités politiques regardant la décroissance nécessaire en face. D'autant plus surprenant quand on sort de la primaire de EELV où Delphine Batho a fait de la décroissance son thème numéro 1. Ça n'est pas sérieux.

Sylvain : Et oui, ça va faire mal. Mais quel gouvernement se fera élire en promettant d'augmenter le chômage, d'augmenter les prix à salaire au mieux égal, de mettre en place toute une série d'interdictions ? Bref la planète va encore chauffer un certain temps. Et difficile de voir une issue.

Cmac : Seuls des scénarii profondément décroissants sont envisageables...

Victor M : En même temps le coût économique des catastrophes naturelles (inondations, incendies, pandémies, sécheresse,...) est aussi l'angle mort de l'ultra-capitalisme ! Des pans entiers de l'économie mondiale vont s'effondrer, des centaines de millions de personnes vont devoir migrer et le tourisme dans l'espace ou la vente de voitures toujours plus grosses ne seront pas d'un grand secours !

le sceptique : Bah, si les ressources deviennent rares, elles deviennent chères. De quoi se plaignent les tenants d'une régulation de la croissance, ils pensent que les puissants vont vivre comme des misérables et que tous vont chanter « planète, planète » ? La bonne blague.

▲ RETOUR ▲

ÉCROULEMENT...

25 Septembre 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

Il est marrant de voir que les empires deviennent de plus en plus despotiques à partir du moment où ils s'effondrent. Ce n'est pas sans lien de cause à effet.

En Australie ils nous envoient blackbouler pour nos sous marins ? Marrant de la part d'un pays qui subit visiblement quelque chose qui s'apparente à un soulèvement. On tire sur la foule avec des balles en caoutchouc. Inutile de se casser le cul pour honorer la commande d'un pays qui visiblement n'existera plus pour le moment de la livraison. Le sous marin australien est déjà coulé par la mise au piquet du charbon australien par la Chine.

Aux USA, [pour les barrages](#), on est passé aussi au stade de l'effondrement, et de l'effondrement réel dans le Michigan. Un peu de pluie, plouf, le barrage coule. "**Ignored Warnings, Deferred Maintenance Caused Michigan Dams To Collapse**".

En Chine, c'est le sauvetage de la planète qui s'opère. Enfin, pour les bredins qui croient au réchauffement climatique XXXL. Evergrande s'écroule, et avec, l'immobilier chinois et la [construction immobilière](#) qui consistait à construire jusqu'à plus soif, des appartements dont l'utilité n'était pas démontrée. Version polie. Version marrante, ça faisait un peu shadoks. ça pompait mais on savait pas pourquoi.

Adieu, donc, ciment, acier, charbon, enfin bref, tous les trucs qui servait à bâtir des [immeubles vides](#). C'était digne d'un sketch de Magdane des années 1980. Les chinois n'ont même pas eu besoin d'une guerre contre les américains pour voir leur pays détruit.

On pille [mon fond de commerce](#) : "Kemp: La pénurie mondiale d'énergie se manifeste par une flambée des prix du charbon, du gaz et du pétrole". [PENURIE](#)...

Il va s'en dire qu'en cas d'effondrement du secteur de la construction en Chine, l'effet de contraction de la demande énergétique sera très fort. D'abord pour le charbon, ensuite pour toutes les autres énergies.

[En Grande Bretagne](#), qui ont participé aussi au coup fumant des sous marins australiens, c'est la pénurie de carburant qui s'annonce. Là aussi, stocks inexistantes, habitude d'employer des esclaves sous payés des pays de l'est... Et tout simplement, effet de panique.

Bref, plus les pays s'effondrent, plus ils ferraillent durs pour castagner à l'extérieur, tout en se repliant honteusement. C'est vrai aussi pour les USA...

[RIRE...](#)

Donc, [après 40 ans de guerre](#), visiblement, les talibans demandent l'aide de... La Russie. Pour les Zétazunis et l'occident, c'est pas pour tout de suite, ni même jamais.

[Le pétrole bondit](#) ; enfin, le prix, pas la production. Elle, elle a du mal à suivre.

[Sandrine](#) a un compagnon "déconstruit". Si elle se regarde dans un miroir, c'est elle qu'elle devrait penser à déconstruire. ça pourra pas être pire, le résultat. Courage Sandrine, t'es tombée tellement bas que tu peux que remonter.

[Finalement](#), il valait mieux que le contrat australien soit dénoncé, visiblement, là-bas, ils sont encore plus fous qu'ici (les dirigeants). Peut être l'effet de la tête en bas ?

[Vous voulez vous sentir intelligent](#) ? Regardez le débat entre écologistes, et c'est fait. Vous serez admiratifs devant le gabarit des invités du dîner. De grands champions internationaux, des graines de médaillés.

[Brexit](#) = catastrophe ? Ah oui, si l'importation des esclaves pas chers est interdite, évidemment. Et s'il faut payer et former la main d'oeuvre, quelle horreur !

Dans le concours de diners de cons, [la BCE](#) est aussi en lice pour la finale : "La Banque centrale européenne (BCE) a publié, mercredi 22 septembre, les résultats de son premier stress test climatique. Sans mesures fortes, le PIB pourrait être, en 2100, de 10 % inférieur à ce qu'il serait dans un scénario de transition ordonnée". - 10 % en 2100, de quoi se pisser de rire dessus !

[J'aime bien Sannat](#). Il s'aperçoit des choses, 20, 30 ou 40 ans après. L'immobilier dans les quartiers où règne la délinquance ne vaut rien. Et maintenant, ce sont des villes complètes qui sont atteintes.

Un projet de [centrale solaire](#) géante échauffe les esprits en Gironde. Si effectivement, l'artificialisation de 1000 hectares est contestable mais les argumentaires sont ridicules ; transition énergétique et c'est pas beau. Le vrai argumentaire contre, c'est que ça risque de renvoyer le pays au XIX^e siècle, noyé sous la flotte. La forêt a quand même notablement asséché le pays.

Cours du cuivre : flambée. Le cuivre nécessite beaucoup d'énergie pour son extraction. La teneur moyenne des gisements ? 1 %.

Béton respectueux de l'environnement ? Fait avec des cendres... de charbon. Y aurait pas comme un hic ?

Gros problèmes pour le charbon à coke aux USA et au Canada.

GRAVITATION UNIVERSELLE

Une scène me revient en mémoire. C'est dans Paris brûle-t'il, ou JP Belmondo, avec une seule femme avec lui se rend à l'hôtel Matignon, et signifie au commandement de la garde qu'il prend possession des lieux au nom du GPRF. La garde présente, nombreuse, aurait pu l'arrêter, le foutre à la porte ou rigoler.

Le commandant s'est mis au garde à vous. Dans la réalité, c'est Yvon Morandau, et celle qui deviendra sa femme, Claire, qui s'empare de l'hôtel Matignon, sans aucune arme.

La perte de moral qui s'étend par cercles concentriques, touche les unités les unes après les autres. Ce qui explique la rareté des combats en Afghanistan, malgré une disproportion des forces évidente.

"Dans un empire en fin de vie, l'armée devient ingérable, n'a aucun compte à rendre et se perpétue indéfiniment, peu importe le nombre de fiascos, de bavures et de défaites qu'elle impose à la carcasse de la nation, ou la quantité d'argent qu'elle pille, appauvrissant la population et laissant les institutions gouvernementales et les infrastructures publiques en ruines".

C'est précisément cette hypertrophie militaire qui est la cause de la fin de l'empire. Napoléon disait qu'il ne maîtrisait pas les événements, et aurait-il connu le terme, son propre complexe militaro-industriel. Aussi impérial et arrogant quand il était victorieux que couard quand il était sur le déclin.

A l'image du commandant de la garde qui s'affirmait avoir "toujours été républicain". D'ailleurs l'accueil rogue, du début, bascule vite dans le cirage de pompe et l'obséquieux.

Mais l'intérieur de l'empire n'échappera pas à la règle, que ce soit à la libération de Paris, ou celle de Kaboul. Les instruments de contrôle s'avéreront vite inefficaces.

Comme les arbres ne montent pas jusqu'au ciel, la puissance, non plus, d'Amazon n'y montera pas davantage. C'est la simple projection de courbes qui finissent, fatalement, par redescendre, effet de la gravitation.

D'ailleurs, petit exercice de gravitation pour la compagnie Aérienne El Al, qui vire ses employés comme le premier palestinien venu. 16 avions bazarés, 1400 employés virés (2000 l'an dernier), ne reste plus que 2800 après.

Petit exercice de gravitation aussi, pour Cathay Pacific. Le seul point positif pour eux, c'est qu'ils se transforment en camions de livraisons.

GAZ : LE PIÈGE À C... DEUXIÈME...

Décidément, je crois que certains ont pris la décision de me faire mourir de rire.

Donc, la crise énergétique, commencée en GB (Grands bêtes en l'occurrence), métastase au continent européen, puis au monde.

La Mondialisation Globalisation, c'était génial qu'ils disaient, c'était un fait incontournable... En effet, mais depuis 15 ans on avait commencé une déglobalisation relativement douce, qui vient de passer au stade "hard" et même, "very hard".

En réalité, le problème est simple : [sacralisation](#) du "marché" et capacités de stockages de gaz, encore plus modestes au [Royaume Uni](#) (6 %) qu'en Europe (France, 20 %), vite épuisées. Les vilains russes n'ont remplis que leurs contrats, et essaient de faire monter les prix...

Structurellement, les investissements dans le secteur pétrolier et gazier se sont effondrés à des niveaux très modestes depuis 6 ans, pour une seule chose, il n'y a plus grand chose à trouver.

Sur 55 fournisseurs d'énergie, seuls 6 à 10 pourraient éviter [la faillite](#) d'ici la fin de l'année nous dit on. Le problème c'est que ce ne sont que des fournisseurs, en aucun cas des producteurs, et que dans le dogme du marché, acheter pour revendre, ça fonctionne toujours, sauf quand le prix est trop cher pour l'acheteur. Parce que, visiblement, il n'y a pas encore de rupture physique d'approvisionnement.

On revient aussi à un très vieux paradigme économique, on travaille quand on peut. C'était la règle au XVIII^e siècle, et courant jusqu'en 1950. Il fallait donc conserver malgré tout, la main d'oeuvre nécessaire pour la machinerie économique pour les périodes hautes. Là, avec le libéralisme ambiant, il y a belle lurette qu'ils ont été virés, et qu'on pleure chaudes larmes pour le manque de main d'oeuvre (jetable comme un papier hygiénique usagé)...

Rien d'étonnant, donc, si les stocks amont défilent avec le gaz, les problèmes économiques se manifestent aussi parce qu'on n'a pas de stocks aval pour les produits finis. Les négociants n'ont pas compris, quand à eux, qu'il fallait avoir quelque chose à négocier... Le spéculateur jusqu'en 1950, il savait que pour bien spéculer il fallait avoir la possession. Un exemple typique a été le secteur du coton pendant la guerre civile américaine. Quand les bruits de bottes se sont fait entendre, certains en ont accumulés jusqu'à plus soif, ou plus exactement jusqu'à ce que la production sudiste (80 % du marché mondial), disparaisse des étals, bloquée dans ses ports, et alors, ils ne l'ont laissé, pendant longtemps, que partir au compte goutte et à prix démentiels, toujours plus haut.

La Grande Bretagne avait aussi pour coutume de s'approvisionner en gaz sur le marché spot, essentiellement avec les cargaisons excédentaires (acheteur de dernier recours), et les contrats longs étaient rares.

Crise qui va aller crescendo, de par la baisse de production charbonnière dans certains pays, pour cause d'épuisement des ressources, et du simple constat qu'en ont fait [les chinois](#). Cela devenait [compliqué de continuer](#) à construire des [centrales thermiques](#) au charbon, s'il n'y a pas de charbon pour y mettre. Seuls les australiens semblent désolés, et en plus, on peut y voir une réponse chinoise aux sous marins nucléaires australiens. Le client n'est jamais obligé d'acheter.

Sans doute, aussi, le [stress énergétique](#) en Asie agit il. Les asiatiques ont les moyens financiers d'acheter le gaz liquéfié, alors que le charbon, lui, plafonne au mieux en Chine, que les approvisionnements deviennent instables.

Pour néophytes, un gros débouché du gaz naturel, ce sont les centrales thermiques, où la lutte avec le charbon est... ardente. Ou plutôt, ETAIT ardente. Le charbon, qui visiblement a atteint son pic (une légère décroissance est observée sur la période 2012-2021. En tout état de cause, le charbon n'est plus en état de lutter, la seule énergie encore abondante est le gaz. Et la foire d'empoigne sur le gaz est visible.

Pour les naïfs français et leur nucléaire, il faut préciser aussi que le problème va se poser dans les mêmes termes que les sous marins australiens. Les gros producteurs kazakhs, canadiens et ... australiens sont ils fiables ? Pour les australiens, j'ai déjà une petite idée. Mais quand quelqu'un voudra tordre le bras de ces producteurs, nul doute, ce sera vite fait, et il ne nous restera que les yeux pour pleurer et quelques compensations financières...

Comme dit Ugo Bardi, le nucléaire, c'est bien, uniquement quand on a des mines pour l'approvisionner.

▲ RETOUR ▲

Les prix du charbon explosent. Merci l'Allemagne !

par [Charles Sannat](#) | 27 Sep 2021



Les livraisons de gaz de la Russie vers l'Europe ne sont actuellement pas optimales avec quelques tensions et marchandages autour de la mise en service du nouveau gazoduc Nord Stream 2. Partout dans le monde, à commencer par l'Allemagne ou l'Angleterre, on rallume les centrales à Charbon qui polluent grandement avec un bilan CO² effroyable car en Allemagne on a fermé un peu vite le nucléaire alors que le gaz russe n'était pas prêt (Nord Stream 2) et chez les Anglais il n'y a pas assez de vent pour faire tourner les éoliennes de la mer du nord.

Alors on recharge nos voitures électriques... au charbon !

Sacrés écolos va !

Charles SANNAT

Le prix du charbon proche d'un record de 13 ans en Europe, selon Bloomberg

Le prix du charbon a atteint son plus haut niveau en Europe depuis 2008 sur fond de hausse des prix du gaz et d'autres sources d'énergie, relate l'agence Bloomberg.

Le cours d'une tonne de charbon pour livraison en 2022 pour Amsterdam, Rotterdam et Anvers valait 137 dollars à la bourse ICE Futures ce vendredi 24 septembre ce qui représente la plus haute valeur jamais enregistrée depuis 2008, a annoncé Bloomberg.

Il y a 13 ans, les prix européens du charbon pour l'année à venir avaient dépassé les 200 dollars la tonne.

Selon l'agence, la hausse actuelle s'explique par une forte demande des centrales électriques sur fond de croissance des prix du gaz.

Dans le même temps, les stocks de charbon sont faibles. Ses exportations en provenance d'Australie, d'Afrique du Sud et de Colombie restent entravées, alors que l'offre russe est insuffisante ces derniers mois, note Bloomberg.

Le prix du gaz s'envole

Cette année, les prix de référence du gaz ont plus que triplé dans un contexte de pénurie, alors que la crise énergétique en Europe continue. Cette tendance à la hausse s'est surtout accentuée ces dernières semaines. En août, le prix du gaz dans les contrats à terme les plus proches dépassait légèrement 500 dollars pour 1.000 mètres cubes sur le hub néerlandais TTF. Le 15 septembre, il battait déjà un record historique en dépassant les 960 dollars pour 1.000 mètres cubes, rappelle Bloomberg.

Les pays européens ont donc dû opter pour le charbon, considéré comme la principale source des émissions de gaz à effets de serre. Depuis le début de l'année, l'utilisation de ce combustible a augmenté de 10 à 15% en Europe.

Les centrales au charbon toujours utiles?

En juillet, EDF, qui a arrêté en mars la production de sa centrale au charbon en France, au Havre, a renoncé à mettre en œuvre un projet de conversion de sa dernière centrale au charbon de Cordemais, en Loire-Atlantique.

La programmation pluriannuelle de l'énergie adoptée en 2020 a permis de poursuivre l'exploitation de la centrale de Cordemais au-delà de 2022 pour des questions de sécurité d'approvisionnement, bien qu'Emmanuel Macron se soit engagé à fermer les quatre dernières centrales françaises fonctionnant au charbon avant la fin du son quinquennat.

D'ailleurs, les fermetures définitives des centrales de Gardanne, dans les Bouches-du-Rhône, et de Saint-Avold, en Moselle, exploitées par GazelEnergie, sont prévues d'ici au printemps 2022.

Le nouveau gazoduc russe à la rescousse

Toutefois, le gaz que la Russie compte exporter par le gazoduc Nord Stream 2, dont la construction a été achevée le 10 septembre, devrait être moins cher pour les Européens. Le ministère allemand de l'Économie a rappelé en juin que l'itinéraire du nouveau gazoduc était plus court d'environ 2.000 kilomètres, comparé à l'itinéraire de transit via l'Ukraine.

La date officielle de mise en service de Nord Stream 2 n'a pas encore été annoncée, mais l'Europe devrait recevoir le gaz par ce pipeline dès 2021. Le 2 septembre, Alexeï Miller, président du conseil d'administration du groupe russe Gazprom, a fait une déclaration en ce sens.

Source agence de presse russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

▲ RETOUR ▲

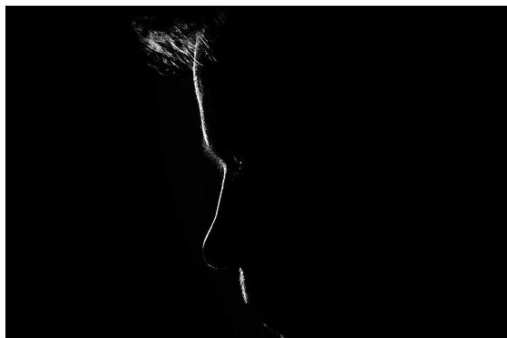


Le Covid-19 n'est en aucun cas la principale raison du ralentissement actuel de l'économie mondiale. Il n'a été qu'un catalyseur !

Il n'y a aucune solution à la crise actuelle, c'est ce qui est triste. Le coronavirus n'a pas provoqué cette catastrophe. Le coronavirus a été le catalyseur, mais les problèmes sous-jacents existent depuis longtemps. La grande crise financière de 2006-2009 a été temporairement colmatée via l'impression de milliers de milliards de dollars, mais elle n'a jamais été résolue. Cette crise n'était qu'une répétition. Le monde est aujourd'hui confronté à l'effondrement inévitable du système financier.

Un initié du secteur vient de révéler la vérité sur ce qui se cache réellement derrière les pénuries dans nos supermarchés locaux.

26 septembre 2021 par Michael Snyder



La crise de la chaîne d'approvisionnement à laquelle nos supermarchés sont confrontés est bien pire que ce que les médias grand public nous ont dit. Les médias traditionnels essaient de présenter les pénuries "temporaires" sous un jour favorable, mais un initié du secteur m'a fait savoir ce qui se passe réellement en coulisses. Cet initié dirige une épicerie dans le Maine, et il affirme que la situation n'a jamais été aussi mauvaise. En fait, il dit qu'il n'a "jamais rien vu de comparable à ce qui se passe maintenant". L'e-mail qu'il m'a envoyé l'autre jour m'a beaucoup alarmé, et je lui ai demandé si je pouvais le partager avec vous tous. Il m'a donné la permission de le faire, à condition que je n'utilise pas son nom. Il y a longtemps que je n'avais pas reçu un courriel aussi surprenant. En lisant ce courriel, je pense que vous comprendrez rapidement pourquoi je dis cela...

Je suis indépendant depuis 25 ans, maintenant, épicerie indépendante affiliée à IGA dans le Maine côtier.

Les problèmes d'approvisionnement sont réels ! Mon fournisseur nous a limité dans nos commandes depuis environ un mois maintenant (il a limité le nombre physique de caisses que nous pouvons commander).

Leur problème est/était principalement la crise de l'aide dans leur entrepôt ... les préparateurs de commandes et les chauffeurs de camion. C'est la même histoire partout, je sais. Beaucoup des éléments que votre lecteur a commenté dans cet article sont les mêmes ici ... très peu de Gatorade, et l'eau en gallon est au mieux sommaire. Parfois nous l'obtenons, parfois non. Je n'ai pas vu beaucoup de problèmes d'approvisionnement en produits, plutôt des problèmes de mauvaise qualité. Beaucoup plus que la normale. Deli / boulangerie ... oui, beaucoup de ruptures de stock et de "indisponibilité à long terme" comme mon fournisseur aime à le dire sur la facture.

Dans le magasin central - épicerie sèche ... comme d'autres le disent, des tonnes de ruptures de stock.

L'approvisionnement en viande est "correct" mais les prix sont extrêmement élevés. C'est choquant pour moi. La classe moyenne est lentement détruite par ces hausses de prix ... la mort par 1000 coupures en quelque sorte, je suppose.

Le livreur de Frito Lay me dit qu'il reçoit 55 à 60 % de ce qu'il commande. Lors de ma dernière commande de Nabisco, les stocks étaient épuisés à 30 %. Au fil des ans, nous avons toujours reçu 99 à 100 % de ce qui a été commandé. Biscuits Pepperidge Farm ... il me dit que certaines semaines, il ne reçoit que la MOITIÉ de ce qu'il commande. Ces gens travaillent tous à la commission s'ils ne me vendent pas (ou ne peuvent pas me vendre) ... ils ne sont pas payés. Ou ils sont payés moins. Lorsque nous passons notre commande d'alcool (deux fois par semaine), la plupart des commandes sont passées à 30%. Le taux de remplissage de cette marchandise a toujours été de 99,5 à 100% au fil des ans

C'est frustrant. Comme je l'ai dit ... je suis indépendant depuis 25 ans et j'ai travaillé pour Kroger pendant 25 ans avant cela ... donc 50-51 ans dans ce secteur.

Je n'ai jamais rien vu de comparable à ce qui se passe actuellement. Ajoutez à cela un gouverneur d'extrême gauche et les deux chambres du Maine contrôlées par les démocrates Je sais juste que nous sommes à la veille d'un autre mandat de masque, et une sorte de verrouillage ne me surprendrait pas à nouveau alors que nous entrons dans les mois plus froids. Comme vous l'avez vu, j'en suis sûr, le Maine est dans les nouvelles avec des poussées de cas de COVID (c'est ce qu'ils disent).

Je viens au travail tous les jours en retenant mon souffle pour savoir ce qui va se passer... pour notre entreprise et les 35 personnes que j'emploie ici dans le Maine.

Cet initié du secteur essaie de commander des quantités normales, mais ses fournisseurs sont souvent incapables de les satisfaire entièrement.

Comme vous pouvez le voir dans le courriel, les pénuries sont généralisées, et c'est le pire moment qu'elles aient connu depuis le début de la pandémie.

Si vous avez besoin de vous approvisionner en quelque chose, je vous conseille de le prendre s'il est encore sur les étagères, car il risque bientôt de disparaître complètement.

Vendredi, je suis allée à l'épicerie et il n'y avait plus rien de ce que je voulais acheter. Malheureusement, nous continuons à avoir de plus en plus de confirmations que cela va devenir la "nouvelle normalité".

Par exemple, selon Bloomberg, les réserves de viande dans ce pays ont plongé à des niveaux dangereusement bas...

Selon un rapport américain publié mercredi, les réserves de bœuf ont diminué de 7,7 % en août par rapport à l'année précédente. Les réserves de volaille se sont effondrées de 20% et les poitrines de porc, qui sont tranchées en bacon, ont chuté de 44% pour atteindre les niveaux les plus bas depuis 2017.

Dans la plupart des cas, les supermarchés ont encore de la viande en rayon, mais elle est définitivement beaucoup plus chère qu'avant, et on nous dit de nous préparer à de nouvelles hausses de prix dans les mois à venir.

Bien entendu, d'autres types de détaillants sont également confrontés à de graves problèmes d'approvisionnement. Il y a quelques jours, un autre lecteur m'a envoyé un courriel dans lequel il décrivait ce qu'il voyait à sa pharmacie locale...

Le gros problème, cependant, se situe au niveau de la pharmacie locale, Rite Aid. L'endroit est mince au mieux et dépouillé dans certaines zones (la semaine dernière, il n'y avait pas de Zinc disponible). Les caisses de bière sont particulièrement rares. Le principal problème, cependant, se situe au niveau de la pharmacie. Il y a six ou huit mois, vous pouviez entrer et faire exécuter votre ordonnance en moins de 20 minutes. Si vous aviez appelé l'ordonnance la veille, elle vous attendait. Ce n'est plus le cas

aujourd'hui. Hier, je suis allé chercher une ordonnance pour ma femme qui avait été appelée la semaine dernière. Non seulement il n'était pas prêt, mais j'ai dû attendre une heure avant qu'il soit rempli. Il y avait neuf voitures dans la file d'attente pour le service au volant. J'ai choisi d'entrer à pied et c'était presque aussi mauvais. La jeune femme qui m'a aidée n'était manifestement pas d'ici, avec des cheveux bicolores et un grand symbole baphomet autour du cou.

En sortant, j'ai discuté avec le directeur et lui ai demandé ce qui se passait avec le personnel de la pharmacie. Je n'avais pas vu le pharmacien habituel depuis quelques mois. Il a blâmé la ville pour ne pas avoir de logements abordables (boiteux) et a mentionné que la pharmacie Albertson, Albertson's et Ridley's étaient tous à court de personnel (vrai).

En ce moment, des dizaines et des dizaines de médicaments sont en rupture de stock.

En fait, la liste officielle des pénuries de médicaments de la FDA compte 149 entrées en ce moment.

C'est le nombre le plus élevé que j'aie jamais vu.

Comme les pénuries persistent, les détaillants vont commencer à imposer davantage de limites. La semaine dernière, nous avons appris que Costco a déjà commencé à appuyer sur la gâchette...

Jeudi, Costco a déclaré qu'il rétablissait des limites sur les achats de papier toilette, d'essuie-tout et d'eau en bouteille.

Ils ne l'appellent pas "rationnement", mais c'est essentiellement ce dont il s'agit.

Et on nous dit aussi qu'il faut s'attendre à des hausses de prix importantes, car les problèmes de chaîne d'approvisionnement font grimper les coûts en flèche...

Cette semaine, Costco a rejoint la longue liste des détaillants qui tirent la sonnette d'alarme sur l'escalade des prix d'expédition et les problèmes de chaîne d'approvisionnement qui l'accompagnent. Le détaillant-entrepôt, qui avait fait preuve d'une prudence similaire en mai, a été rejoint par le géant des vêtements de sport Nike et par les poids lourds de l'économie que sont FedEx et General Mills, qui ont fait part de préoccupations similaires.

Le coût de l'expédition de conteneurs à l'étranger est monté en flèche ces derniers mois. L'envoi d'un conteneur de 40 pieds de Shanghai à New York coûtait environ 2 000 dollars il y a un an et demi, juste avant la pandémie de Covid. Aujourd'hui, cela coûte environ 16 000 dollars, selon la Bank of America.

Cela fait longtemps que je préviens de l'inflation galopante et des pénuries à venir, mais beaucoup de gens ne voulaient pas me croire au début.

Si vous étiez l'un de ces sceptiques, me croyez-vous maintenant ?

Au cours du premier semestre de cette année, de nombreux optimistes économiques nous ont assuré que l'économie américaine serait "en plein essor" à ce stade.

Mais au lieu de cela, notre infrastructure économique est ébranlée à un niveau très fondamental, et nous sommes confrontés à d'énormes hausses de prix et à des pénuries très douloureuses pendant le reste de l'année et l'année prochaine.

Les événements ont commencé à échapper à tout contrôle, et il ne faudrait certainement pas grand-chose pour nous pousser dans une véritable avalanche.

▲ RETOUR ▲

« Du quoi qu'il en coûte, au quoi qu'il en coule ! »

par [Charles Sannat](#) | 27 Sep 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Je n'oublie rien de ce que je dis, et il y a quelques mois, lorsque tout cela a commencé j'ai été l'un des premiers à dire que tout cela aurait d'immenses conséquences économiques.

J'ai dit qu'il fallait tout faire, tout, pour préserver les entreprises, éviter les faillites et sauvegarder notre outil productif et donc toutes nos entreprises pour sauvegarder notre potentiel de reprise économique une fois la pandémie passée et les confinements levés.

Ce fût fait.

Le gouvernement a appelé cela le « quoi qu'il en coûte ».

Ils ont eu raison.

Il n'y avait aucune solution, à part celle de ne pas confiner et de laisser passer le virus. Méthode un temps envisagée en Angleterre comme en France. Seule la Suède a opté pour cette solution. Avec le temps elle s'en sort sanitaires tout aussi bien, et économiquement, nettement mieux.

Au dernier pointage, le ministre des Comptes publics Olivier Dussopt a estimé, ce dimanche, à 170 voire 200 milliards le coût de la crise Covid-19 pour l'État, entre les dépenses exceptionnelles et les pertes de recettes.

« Nous estimons que la dette Covid est autour de 165 milliards d'euros. Mais cela s'est surtout traduit par un déficit important de plus de 9 % en 2020 et de 8,4 % en 2021 », a-t-il dit.

« S'il n'y a pas d'accident sanitaire en 2022, nous allons ramener le déficit qui était à plus de 9 % en 2020 à moins de 5 %, ce qui est une marche vers la normalisation », a ajouté le ministre.

Enfin, le gouvernement s'engage à amortir sur vingt ans la dette de l'Etat liée à la crise, estimée à 165 milliards d'euros, jusqu'en 2042.

Selon les prévisions de Bercy, le déficit public devrait quant à lui passer de 9,2 % du PIB en 2020 à 8,4 % cette année, puis 4,8 % en 2022.

Après le quoi qu'il en coûte, le risque du quoi qu'il en coule !

Comme l'a dit Dussopt, « hors accident sanitaire en 2022 » largement possible avec un nouveau variant qui serait très, très méchant, nous allons vers une normalisation de la politique économique du pays.

Et c'est maintenant le moment de tous les dangers, car il va falloir éviter que le bateau ne coule, et pour éviter le quoi qu'il en coule, il va falloir serrer la vis ou sortir de l'euro.

Jamais Macron ne prendra le chemin d'un retour vers plus de souveraineté.

Ce sera toujours plus d'Europe.

Et l'Europe, sous l'amicale pression allemande qui n'aura rien de sympathique, il faudra remettre de l'ordre dans nos comptes publics.

Ce sera douloureux, car lorsque l'on regarde les dépenses de pays, c'est la dépense sociale qui est le gros des troupes.

Vous pouvez toujours grapiller quelques millions sur les salaires des sénateurs ou de députés, mais si vous voulez économiser plusieurs dizaines de milliards il faudra aller taper dans les dépenses sociales.

Il n'y a jamais de repas gratuit.

On ne rase jamais gratis.

Le quoi qu'il en coûte aura un prix pour éviter le quoi qu'il en coule.

Peu de gens en sont encore conscients.

Nous devrions passer les prochains mois de façon relativement tranquille car il y a les élections, et personne n'osera effaroucher les électeurs avec un programme d'austérité jamais vu.

L'objectif c'est la réélection de Macron.

Une fois réinstallé à l'Elysée, il mettra de l'ordre dans les finances publiques comme il n'a jamais osé le faire lors de son premier mandat.

Vous avez donc encore quelques mois pour agir en termes patrimoniaux.

J'y reviendrai dans ma prochaine lettre Stratégies.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Angleterre, inflation à plus de 4 %!



Regardez les chiffres anglais, aussi bien en ce qui concerne le Covid que l'inflation... ils disent plus la vérité que les nôtres sans pour autant être parfaits.

Ainsi, on évoque désormais ouvertement de l'autre côté de la Manche que l'inflation sera de plus de 4 %, mais pour le moment on reste encore sur la notion de « temporaire ».

Enfin, la banque centrale prend en compte les problèmes sur les chaînes d'approvisionnement ce que l'on ne fait pas encore en France.

Le brexit n'explique pas toutes les différences, loin de là !

Charles SANNAT

La Banque d'Angleterre prévoit une inflation à plus de 4%

La Banque d'Angleterre (BoE) a déclaré jeudi que l'inflation au Royaume-Uni pourrait dépasser 4% d'ici la fin de l'année et deux de ses dirigeants se sont prononcés pour un arrêt anticipé de son programme d'achats d'obligations en raison des pressions à la hausse sur les prix.

Le Comité de politique monétaire (MPC) de la banque centrale britannique a voté par sept voix contre deux le maintien de l'enveloppe de 895 milliards de livres sterling (1.048 milliards d'euros) allouée aux achats d'actifs sur les marchés financiers, un montant qu'il avait relevé de 150 milliards en novembre 2020.

Le gouverneur adjoint Dave Ramsden s'est joint à Michael Saunders pour appeler à un arrêt anticipé du programme d'achats d'obligations d'État.

Le maintien du taux directeur à 0,1% a quant à lui été voté à l'unanimité.

La BoE précise avoir réduit d'environ 1% sa prévision du produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni au troisième trimestre pour prendre en compte les contraintes qui pèsent actuellement sur les chaînes d'approvisionnement.

Mais elle estime que l'inflation pourrait « temporairement » excéder 4% au quatrième trimestre.

« Depuis la réunion du MPC d'août, le rythme de la reprise de l'activité globale a montré des signes de ralentissement. Dans un contexte de demande de biens soutenue et de contraintes d'approvisionnement persistantes, les pressions inflationnistes globales sont restées fortes et certains signes montrent que les pressions sur les coûts pourraient se révéler plus persistantes », explique la BoE.

Le mois dernier, elle avait dit s'attendre à ce que le PIB retrouve au quatrième trimestre son niveau d'avant la pandémie de Covid-19 et estimé que l'inflation devrait culminer à 4%.

La hausse des prix à la consommation au Royaume-Uni a atteint 3,2% sur un an en août, son plus haut niveau depuis neuf ans. Parallèlement, le rythme de la reprise économique semble ralentir et certains économistes craignent une remontée du chômage avec l'arrêt à la fin du mois de plusieurs dispositifs d'aide à l'emploi.

Avant les annonces de jeudi, les contrats à terme sur les taux d'intérêt suggéraient une probabilité de plus de 60% d'une hausse du taux directeur à 0,25% en février prochain et une probabilité élevée d'une remontée à 0,5% d'ici la fin 2022.

La Bourse de Londres est brièvement passée dans le rouge après ces annonces alors que la livre sterling s'appréciait face au dollar et à l'euro et que le rendement des emprunts d'État britanniques à 10 ans montait à 0,84%.

Source Agence de presse russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

Les Etats-Unis sont devenus des concurrents déloyaux pour Montebourg !

Arnaud Montebourg n'est pas un perdreau de l'année, et fait ici preuve d'une aimable et diplomatique naïveté qu'on lui pardonnera car, il faut aussi comprendre qu'il est important de ne dire que ce que les gens peuvent entendre.

En dire trop d'un coup, et vous passez pour un « èstrémiste », pour un « complotiste ».

De vous à moi, les Etats-Unis ont toujours été des concurrents.

Un concurrent n'est ni loyal, ni déloyal.

Il cherche à passer devant vous, à gagner, à vous détruire en tant que concurrent.

Rien de plus, rien de moins.

Un concurrent est donc en guerre contre vous, et à propos de cette guerre c'est l'ancien président François Mitterrand qui en parlait le mieux et avec la plus grande lucidité, je le cite :

« La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort apparemment. Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort. »

N'attendez rien des Américains.

La France est l'un des principaux concurrents dans la conception d'armes et dans l'industrie militaire.

L'objectif des Américains comme de l'Allemagne est de détruire depuis 60 ans notre industrie de la défense et notre autonomie, c'est-à-dire ce qui nous reste de souveraineté.

Charles SANNAT



Le capitalisme : une nouvelle idée

par Jeff Thomas 27 septembre 2021



Le capitalisme, qu'il soit loué ou tourné en dérision, est un système économique et une idéologie basés sur la propriété privée des moyens de production et d'exploitation dans un but lucratif.

L'économie classique reconnaît le capitalisme comme le moyen le plus efficace de faire prospérer une économie. Certes, en 1776, Adam Smith a présenté l'un des meilleurs arguments en faveur du capitalisme dans son livre, *An Inquiry Into the Nature and Causes of the Wealth of Nations* (plus connu sous le nom de *The Wealth of Nations*). Mais le terme "capitalisme" a en fait été utilisé pour la première fois pour tourner en dérision cette idéologie par Karl Marx et Friedrich Engels, dans le *Manifeste communiste*, en 1848.

Bien sûr, que Monsieur Marx ait eu raison ou non dans ses critiques, il a vécu à une époque où le capitalisme et le marché libre étaient essentiellement une seule et même chose. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Le système capitaliste est attaqué depuis environ 100 ans, en particulier en Amérique du Nord et dans l'UE.

L'un des principes du capitalisme est que, si on le laisse tranquille, il s'arrangera tout seul et servira pratiquement tout le monde. À l'inverse, tout effort visant à rendre le marché libre moins libre diminue l'existence même du capitalisme, le rendant moins apte à fonctionner.

Aujourd'hui, on nous rappelle continuellement que nous vivons dans un système capitaliste et qu'il n'a pas fonctionné. La classe moyenne disparaît, et le coût des biens est devenu trop élevé pour être abordable. Il y a beaucoup plus de perdants que de gagnants, et la cupidité des grandes entreprises détruit l'économie.

C'est ce que nous entendons constamment de la part des gens de gauche et, en fait, ils ont raison. Ils qualifient ensuite ces problèmes de sous-produits du capitalisme et utilisent cette hypothèse pour affirmer que le capitalisme devrait céder la place au socialisme.

En cela, cependant, ils ont tout à fait tort. Ce sont les sous-produits d'un niveau croissant de collectivisme et de fascisme dans l'économie. En fait, peu de ces personnes, voire aucune, n'ont jamais vécu dans une société capitaliste (marché libre), car celle-ci a été supprimée par la loi dans l'ancien monde "libre" au cours du siècle dernier.

Examinons donc ces points sensibles primaires qui sont soulevés en suggérant que le collectivisme corrigera les "maux" du capitalisme.

Les prix sont déterminés du haut vers le bas

C'est incontestablement le cas dans les pays susmentionnés, mais ce n'est pas le cas dans le capitalisme. Dans le cadre du capitalisme, chaque producteur essaie d'obtenir le maximum pour son produit, mais, comme d'autres créent également le même produit, ceux qui pratiquent les prix les plus bas sont ceux qui réussiront. Par conséquent, les consommateurs fixent effectivement les prix, en fonction de ce qu'ils sont prêts à payer.

Mais dans tout pays où le copinage existe entre les grandes entreprises et le gouvernement, les réglementations peuvent évincer la concurrence et permettre un monopole pour un produit donné. La définition de ce mariage

entre les entreprises et le gouvernement est le "fascisme". Le gouvernement rend de plus en plus difficile, par le biais de la réglementation, la concurrence entre le petit producteur et le grand producteur (qui donne des pots-de-vin au gouvernement).

Le capitalisme ne profite qu'à ceux qui sont au sommet

Le capitalisme profite à ceux qui produisent le plus, mais il profite aussi à tous les autres, car ils ont le libre choix d'acheter les produits qu'ils souhaitent, au prix qu'ils sont prêts à payer. Si le producteur exige un prix trop élevé, les consommateurs achètent plutôt le produit de son concurrent, ce qui le met en faillite. C'est donc le consommateur qui fixe le prix des marchandises. Un producteur ne se hisse au sommet que s'il fabrique le produit le plus abordable (comme l'a fait Henry Ford, il y a 100 ans, avec son modèle T. Grâce au marché libre, il a baissé son prix à plusieurs reprises et, ce faisant, a mis l'Amérique sur roues).

Le capitalisme appauvrit les masses

Le marché libre offre plus de biens à plus de gens à des prix plus bas, ce qui enrichit la vie de tous les consommateurs, qu'ils soient riches ou pauvres. Ce faisant, il élève les masses au fil du temps, en leur fournissant des biens, une éducation, des soins de santé, etc. plus nombreux et de meilleure qualité, ce qui leur permet de sortir de la pauvreté. En revanche, la surréglementation et les droits asservissent ces mêmes personnes à la pauvreté.

L'idée même du marché libre est qu'il est libre de toute interférence de la part d'autres personnes, et surtout des gouvernements. S'il est laissé à lui-même, le marché libre produira les biens pour lesquels le public est le plus disposé à payer, ce qui entraîne un nivellement constant des produits et des prix. Dès que la réglementation entre en jeu, le marché libre est compromis. Ce qui existe aujourd'hui n'est pas un marché libre, comme Adam Smith l'aurait reconnu, mais un système socialiste/fasciste/capitaliste bâtard et dysfonctionnel. Bien sûr, cela ne fonctionne pas.

Le fascisme est le capitalisme en décomposition.

-Vladimir Lénine

Tout à fait. La réglementation est un cancer qui ronge lentement le capitalisme jusqu'à ce qu'il se transforme en fascisme.

Leurs dirigeants ne privent-ils pas les riches de leurs biens et ne les distribuent-ils pas au peuple, tout en prenant soin d'en conserver la plus grande partie pour eux-mêmes ?

-Socrate à Adeimantus

Ce qui était vrai vers 400 av. 400 avant J.-C. à Athènes est vrai aujourd'hui. Le fascisme (ou le copinage corporatiste) a pour conséquence que 99 % de la population se soumet au diktat du 1 %, qui est composé de chefs de gouvernement et de chefs d'entreprise, travaillant de concert, à l'exclusion de tous les autres. C'est, en fait, le contraire d'un marché libre.

La création de nouvelles richesses est la seule arme fonctionnelle contre la pauvreté.

-Doug Casey

Les nouvelles richesses proviennent de la base - c'est aussi simple que de construire une meilleure souris ou de construire l'ancienne à moindre coût. Dans un tel marché, le producteur et le consommateur en bénéficient

tous deux.

Dans un système fasciste, la richesse gravite vers le haut, ce qui finit par étouffer la classe moyenne et étendre la classe pauvre, et c'est exactement ce à quoi nous assistons aujourd'hui. La solution n'est pas d'aller plus loin dans cette direction, mais plutôt d'essayer quelque chose de nouveau... ou du moins de nouveau pour quiconque vit sous le système fasciste. Bien qu'il ait encore des connotations capitalistes, ce n'est pas le capitalisme, sans aucun doute.

Un dernier mot : le capitalisme existe aujourd'hui, mais il vit dans certains pays qui n'ont pas encore cédé à la surréglementation. Dans ces pays, l'individu moyen prospère et dispose d'opportunités bien au-delà de ce qui est permis dans l'ancien monde "libre". Si le lecteur conclut qu'il est peu probable que son pays actuel prenne la direction du capitalisme, il peut choisir de voter avec ses pieds afin de prospérer comme l'ont fait ses ancêtres il y a 100 ans.

▲ RETOUR ▲

TSUNAMI Financier: La FAILLITE de Evergrande Menace l'Économie Entière – Le KRACH Approche !



<https://www.youtube.com/watch?v=Xl7n3LFiDP0>

Le jour fatidique est arrivé et Evergrande a fait défaut, c'est-à-dire que l'entreprise n'a pas payé les intérêts d'une partie de ses obligations comme je l'avais annoncé dans ma précédente vidéo ce qui a fait chuter une nouvelle fois de près de 12% le cours de l'entreprise.

Il y a effectivement eu un accord qui a été trouvé et Evergrande avait donné une lueur d'espoir mercredi dernier lorsque l'entreprise avait réalisé cette annonce, sauf que ce que la plupart des personnes n'ont pas vu, et d'ailleurs, vous avez été nombreux à tomber dans le piège, c'est que cet accord concernait de la dette dites « Onshore » et libellées en yuans.

En revanche, Evergrande n'a toujours pas payé sa dette dite "Offshore" s'élevant à 83,5 millions de dollars et s'ajoutent désormais 47,5 millions de dollars qu'elle devra débours mercredi prochain.

Cette étape était donc cruciale pour les investisseurs afin de mesurer l'importance des dégâts et Pékin a d'ores et déjà averti le pays de se préparer à une tempête.

C'est justement ce que nous allons voir dans cette vidéo car le futur des marchés devient de plus en plus incertain et le risque d'un nouveau Lehman Brother et d'un krach boursier s'annonce presque inévitable, ce qui serait synonyme d'un véritable tsunami financier puisque Evergrande a admis que l'aventure est terminée pour elle, sa sentence est irrévocable !

Evergrande n'est pas le "moment Lehman" de la Chine. Ça pourrait être pire que ça.

Daniel Lacalle 25/09/2021 Mises.org



MISES WIRE



La faillite de la société immobilière chinoise Evergrande est bien plus qu'un "Lehman chinois". Lehman Brothers était beaucoup plus diversifié qu'Evergrande et mieux capitalisé. En fait, le total des actifs d'Evergrande qui sont au bord de la faillite dépasse la totalité de la bulle des subprimes aux États-Unis.



<https://www.youtube.com/watch?v=21NZrBgCiH8>

Le problème d'Evergrande est qu'il ne s'agit pas d'une anecdote, mais du symptôme d'un modèle fondé sur une croissance à effet de levier et cherchant à gonfler le PIB à tout prix avec des villes fantômes, des infrastructures inutilisées et des constructions sauvages. Le modèle de chaîne d'endettement d'Evergrande n'est pas rare en Chine. De nombreuses entreprises chinoises suivent la stratégie de la "course à l'immobilisme" consistant à accumuler des dettes toujours plus importantes pour compenser la faible génération de flux de trésorerie et la faiblesse des marges. De nombreux promoteurs s'endettent massivement pour construire une promotion qui n'est pas vendue ou qui reste avec de nombreuses unités invendues, puis financent cette dette en ajoutant des crédits supplémentaires pour de nouveaux projets en utilisant comme garantie des actifs invendables ou déjà endettés.

Le passif total d'Evergrande représente plus du double de sa dette officielle (plus de 2 000 milliards de yuans). Le trou financier d'Evergrande est équivalent à près d'un tiers du PIB de la Russie. Ses revenus annuels n'atteignent pas 70 milliards de dollars, et il est plus que discutable que ces revenus soient réels, puisqu'une partie importante provient d'engagements de paiement dont le recouvrement est douteux. Même s'ils étaient réels, ces revenus ne suffisent pas à faire face aux échéances des obligations, qui dépassent 250 milliards de dollars à court terme.

Evergrande est beaucoup plus dangereux qu'il n'y paraît :

Toutes les solutions "keynésiennes" que l'on entend ces jours-ci ont déjà été mises en œuvre. Injections

massives de liquidités, taux d'intérêt bas, soutien total implicite et explicite du gouvernement chinois... N'oublions pas qu'Evergrande était le plus grand émetteur de papier commercial en Chine, 32 milliards de dollars émis en 2020, soit une augmentation de 390 % par rapport à 2015, selon Reuters.

Evergrande représente moins de 4 % du marché global chinois mais son modèle a été utilisé par de nombreux promoteurs chinois. Les dix plus grands promoteurs immobiliers représentent 34 % du marché et les pratiques agressives d'endettement sont répandues.

Le secteur de l'immobilier est énorme en Chine. Son poids direct et indirect, selon JP Morgan, représente 25 % du PIB, soit plus du double de la taille de la bulle immobilière au Japon ou en Espagne. Le secteur s'est développé avec un modèle d'endettement de 15 % par an au cours des trois dernières années. Le gouvernement chinois a introduit des réglementations pour réduire l'excès, mais comme il bénéficie de l'augmentation du PIB et de la création d'emplois, il a maintenu une position complaisante à l'égard du modèle d'endettement des entreprises.

Les sociétés immobilières chinoises, selon JP Morgan, ont "réduit" leur endettement à 92 % du total des actifs, contre un taux monstre de 140 % en 2018, avec une marge bénéficiaire de 9 à 13 %. Mais ces chiffres montrent tout de même un problème plus important et plus préoccupant que ce que les gros titres laissent entendre. La plupart des promoteurs immobiliers chinois ont un passif total de 50 % du total des actifs, selon JP Morgan. Le problème est que la valeur de ces actifs et la capacité à les vendre sont plus que douteuses.

Les implications d'un effondrement d'Evergrande sont bien plus importantes que ce que nous disent les banques d'investissement.

Le premier risque est un effet domino dans un secteur très agressivement endetté. Il y a aussi un impact important sur toutes les banques exposées à la Chine et aux marchés émergents, où la Chine a financé des projets ruineux ces dernières années. Et il y a aussi un impact sur la croissance mondiale et les pays qui exportent vers la Chine, car le ralentissement était déjà plus qu'évident. De plus, nous ne pouvons pas ignorer l'impact sur la solvabilité du système financier malgré les milliards de dollars injectés par la Banque populaire de Chine.

Un problème de solvabilité ne peut être résolu avec des liquidités.

L'espoir que le gouvernement va tout régler contraste avec l'ampleur du trou financier. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons pas ignorer l'effet négatif sur les secteurs fortement exposés à la croissance immobilière, les infrastructures, l'électricité, les services, et sur les centaines de milliers de citoyens qui ont payé un acompte pour des appartements qui ne seront pas construits.

Le problème de la Chine est que toute l'économie est un énorme modèle endetté qui a besoin de près de dix unités de dette pour générer une unité de PIB, soit trois fois plus qu'il y a dix ans, et toute cette catastrophe était déjà évidente il y a plus d'un mois. Avec une dette totale de 300 % du PIB selon l'Institut de la finance internationale, la Chine n'est plus l'économie forte qui nage dans l'argent liquide qu'elle était il y a quelques décennies.

Le marché a supposé que, parce que c'est la Chine, le gouvernement allait cacher ces risques. Pire encore, l'effondrement d'Evergrande ne fait que montrer une réalité dangereuse dans plusieurs secteurs chinois : un endettement excessif sans revenu réel ni actifs pour le soutenir.

Cet épisode survient au pire moment possible, après que le gouvernement a lancé une répression massive contre les grandes entreprises. Les investisseurs internationaux s'inquiètent déjà de la gouvernance et de l'intervention des entreprises en Chine, et maintenant les craintes de contagion du crédit rendent le risque encore plus grand.

Evergrande n'est pas une anecdote, c'est un symptôme.

▲ RETOUR ▲

Trop d'inflation ? Il suffit de relever la cible d'inflation !

Ryan McMaken 09/23/2021 Mises.org



MISES WIRE



Fin août, le président de la Fed, Jerome Powell, a laissé entendre que la Réserve fédérale commencerait à réduire ses dépenses avant la fin de l'année, admettant ainsi que l'inflation dépassait l'objectif de 2 %. Néanmoins, la Fed n'a pris aucune mesure immédiate le mois suivant. Cette semaine, M. Powell a de nouveau laissé entendre qu'une réduction progressive des taux d'intérêt commencerait bientôt, déclarant qu'elle commencerait suffisamment tôt pour que le processus puisse "se terminer vers le milieu de l'année prochaine", et qu'il pourrait peut-être commencer en novembre. Bien entendu, ces propos étaient très conditionnels, Powell notant que cette réduction ne se produirait que si

"la reprise économique reste sur les rails".

Certains ont interprété cela comme un virage hawkish de Powell, mais encore une fois, nous ne devons pas nous attendre à une action immédiate à ce sujet. La faiblesse de la croissance économique reste une préoccupation et le qualificatif de Powell sur la "reprise" qui reste sur les rails sera essentiel. La semaine dernière, Goldman a revu à la baisse les prévisions de croissance de l'économie américaine, et le Livre beige - qui présente toujours la croissance économique sous un jour favorable - a également réduit sa description de l'économie en juillet et août à "modérée". Parallèlement, la Banque d'Angleterre a signalé aujourd'hui une aggravation de la situation mondiale en revoyant à la baisse ses prévisions de croissance. En d'autres termes, si l'économie ne s'améliore pas suffisamment - selon la Fed - elle peut tout simplement abandonner ses projets de réduction progressive de la dette.

La Fed parle peut-être de réduction progressive, mais la crainte d'une faible croissance chez les colombes alimentera les appels à la poursuite des mesures de relance. En fait, nous voyons déjà certains appels à l'abandon de l'objectif d'inflation de 2 % en faveur d'objectifs encore plus élevés. On pense que cela permettra des périodes de relance plus longues et plus agressives.

Une reprise faible

Cette volonté de renforcer l'inflation s'explique en partie par le fait que de nombreuses colombes de l'inflation estiment que la Fed a été trop timide dans ses mesures de relance après la grande récession. En effet, la croissance était remarquablement lente à l'époque, produisant "l'expansion économique la plus lente" depuis plusieurs décennies.¹ Et ce, en dépit des immenses mesures de relance monétaire. Néanmoins, la Fed a parlé à plusieurs reprises d'une "amélioration de l'économie" et a laissé entendre à plusieurs reprises qu'elle allait procéder à un tapering. Mais ce n'est qu'en 2016 que la Fed a finalement osé laisser le taux d'intérêt cible augmenter. Cette décision a été prise en grande partie par crainte que la Fed ne dispose d'aucune marge de manœuvre en cas de nouvelle crise. L'inflation des prix, après tout, restait faible dans les mesures officielles.

Mais en 2017 et 2018, lorsque l'inflation de l'IPC a commencé à dépasser les 2 %, on s'est attendu à ce que la Fed commence à réduire significativement ses taux pour maintenir l'inflation près de l'objectif déclaré de 2 %. Cela a alarmé certaines colombes de l'inflation qui craignaient - à juste titre - que tout relâchement des

politiques d'argent facile de la Fed ne mette fin à la reprise très fragile et terne alors en cours. Ils voulaient que l'inflation des prix des actifs se poursuive, afin de récolter les fruits de ce que l'on appelle "l'effet de richesse". Ces craintes ont été partiellement confirmées lorsque, malgré la timidité des efforts de réduction progressive de la Fed après 2018, la crise des pensions de 2019 a suggéré que des problèmes se préparaient effectivement. Et ce n'est pas surprenant. La "croissance" économique reposait en grande partie sur une montagne d'entreprises zombies et une économie financiarisée accro au crédit artificiellement bon marché.

On ne sait pas comment cela se serait passé en l'absence de la panique covide. Quoi qu'il en soit, les efforts visant à contenir l'inflation monétaire se sont évaporés avec la crise des covidés et le taux d'intérêt cible a été rapidement ramené à 0,25 %. Les achats d'actifs supplémentaires ont repris à une vitesse fulgurante, le portefeuille de la Fed dépassant bientôt les 8 000 milliards de dollars.

Pousser les objectifs d'inflation vers le haut

La crise des covidés a donné aux colombes l'occasion de faire pression en faveur d'un objectif d'inflation plus "flexible". En août 2020, alors que les banquiers centraux cherchaient de nouveaux moyens de justifier la poursuite des mesures de relance, la Fed a adopté une nouvelle politique dans laquelle elle poursuivrait un objectif d'inflation moyenne de 2 %. En d'autres termes, la Fed pouvait désormais poursuivre un objectif d'inflation des prix supérieur à 2 % pendant certaines périodes, à condition que l'inflation moyenne atteigne 2 % au fil du temps.

Mais même cela n'a pas été suffisant pour les partisans d'une inflation des prix toujours plus importante. Des voix s'élèvent aujourd'hui pour réclamer l'abandon pur et simple de l'objectif de 2 % et son relèvement.

Par exemple, Greg Ip, du Wall Street Journal, a noté au début du mois que Powell semble miser sur un retour prochain du taux d'inflation à 2 %. Mais que se passera-t-il si ce n'est pas le cas ? Ip affirme que si l'inflation reste supérieure aux objectifs, la Fed devrait simplement relever ces objectifs. Il écrit :

Une stratégie que [Powell] - ou son successeur - devrait envisager dans cette éventualité est de simplement augmenter l'objectif.

Et pourquoi chercher à augmenter l'inflation ? Ip adopte le point de vue populaire du "compromis mythique entre la hausse de l'emploi et l'inflation", comme le décrit Brendan Brown. Pour Ip, une inflation plus élevée est le moyen d'assurer une expansion alimentée par l'emploi, et il écrit :

Pourquoi une inflation plus élevée serait-elle une bonne chose ? Selon la théorie économique, une inflation stable et légèrement plus élevée devrait se traduire par des récessions moins nombreuses et moins graves, et par une moindre nécessité de recourir à des outils exotiques tels que l'achat d'obligations par la banque centrale, qui peuvent gonfler les bulles d'actifs. D'un point de vue plus pratique, si l'inflation est plus proche de 3 % que de 2 % l'année prochaine, le relèvement de l'objectif éviterait à la Fed d'augmenter les taux d'intérêt pour faire baisser l'inflation, détruisant ainsi des emplois.

Selon Ip, l'objectif trop bas de 2 % place la Fed dans une situation intolérable. La Fed a besoin de plus d'espace pour respirer. Plutôt que de ressentir la pression d'un retrait progressif simplement parce que l'inflation des prix a dépassé l'objectif de 2 %, M. Ip veut s'assurer que la Fed peut poursuivre ses mesures de relance jusqu'à ce que l'inflation des prix dépasse 3 %, voire 4 %. Et qui sait ? Après cela, peut-être que la "théorie économique" nous dira que 5 % d'inflation est un objectif encore meilleur. Il ne s'agit certainement pas d'un chiffre moins arbitraire que 4 % ou 2 %.

La nécessité de relever le taux cible est essentiellement politique. On peut supposer que plus l'inflation persiste au-dessus du taux cible, plus la Fed se sentira poussée à faire baisser l'inflation par une sorte de réduction

progressive. Après tout, l'adoption d'un taux cible de 2 % implique que 2 % est le taux d'inflation "correct". Tout ce qui est supérieur à ce taux est vraisemblablement "trop". La Fed s'étant rapprochée de l'objectif de 2 % depuis 1996 - et l'ayant formellement adopté en 2012 - la crédibilité de la Fed est en jeu si elle ignore tout simplement l'objectif.

Mais il y a fort à parier que si l'objectif d'inflation accepté était porté à 4 %, nous n'entendrions guère parler en ce moment de tapering, de normalisation ou de tout autre effort visant à réduire l'inflation des prix. La Fed serait alors plus libre de maintenir le robinet d'argent facile ouvert plus longtemps sans avoir à entendre les plaintes selon lesquelles la Fed a "perdu le contrôle" de l'inflation des prix. Ce serait formidable pour les cours des actions et les prix de l'immobilier. Les gens ordinaires, par contre, pourraient s'en sortir moins bien.

NOTE : 1. Brendan Brown, *The Case Against 2 Per Cent Inflation : From Negative Interest Rates to a 21st Century Gold Standard*, (Cham, Suisse : Palgrave Macmillan, 2018), p. 8.

▲ RETOUR ▲

.Un seul flocon déclenche l'avalanche !

rédigé par [Vincent Denis](#) 27 septembre 2021

La chute d'Evergrande, en Chine, entraînera-t-elle une crise systémique? Le gouvernement chinois va-t-il venir à sa rescousse ? Ou bien...



Le feuilleton financier de l'été s'intitule **Evergrande**. Il s'agit du numéro 2 de l'immobilier en Chine et ce groupe gigantesque est au bord de l'explosion. Il a accumulé 300 Mds\$ de dette et est incapable de rembourser.

Pour le moment, le spectre d'un scénario à la Lehman Brothers plane sur le système financier mondial. L'effondrement du géant immobilier entraînera-t-il une crise systémique ? Les autorités chinoises lui sauveront-elles la mise ? Ou bien Evergrande sera-t-il le dernier flocon qui déclenche l'avalanche ?

Le flocon et l'avalanche

En haute montagne, les flocons s'accumulent sagement sur un versant jusqu'à ce que l'un d'entre eux entraîne une réaction en chaîne. La couche de neige devient alors instable et c'est la catastrophe qui peut détruire tout un village.

Cette métaphore de l'avalanche, je l'ai découverte chez Jim Rickards – auteur, entre autres ouvrages, du *Nouveau Plaidoyer pour l'or*.

Cette image de l'avalanche, que tout le monde comprend, nous permet d'aborder la théorie de la complexité – et donc de **nous préparer au mieux à la modification brutale d'un système complexe qui a atteint un stade critique.**

Car c'est bien là l'objectif des démarches intellectuelles : conduire à l'action après mûre réflexion en optimisant la balance bénéfice/risque.

Complexité vs. complication

D'abord, il faut différencier la complexité de la simple complication.

Un système compliqué, c'est par exemple un mouvement horloger ou un moteur. Même bourré de multiples complications, un mouvement peut toujours se démonter et se remonter de façon linéaire, d'un point A à un point B.

Un rouage ne va pas se mettre à grandir parce que les autres pensent que c'est une bonne idée. Celui-ci ne va pas soudainement se liquéfier de lui-même pour modifier son environnement.

En revanche, un système complexe peut se transformer, comme s'il prenait vie, car il se compose d'agents autonomes.

Par exemple : le climat, l'être humain, l'univers, les marchés financiers, les civilisations...

Les quatre éléments de base

Nous pouvons distinguer quatre grandes caractéristiques des agents qui composent un système complexe :

- la diversité ;
- l'interconnexion ;
- l'interaction ;
- l'adaptation.

Comprendre ces quatre piliers de la complexité vous permettra d'y voir plus clair. Vous comprendrez que malgré toutes vos connaissances ou celles des « experts », il est impossible de prévoir les catastrophes dans un système complexe.

Enfin, nous savons qu'elles vont arriver, mais sans savoir quand ni comment.

Pour identifier un système complexe et l'envisager en conséquence, il faut aussi :

- des propriétés émergentes ;
- des transitions de phase.

Propriété émergente

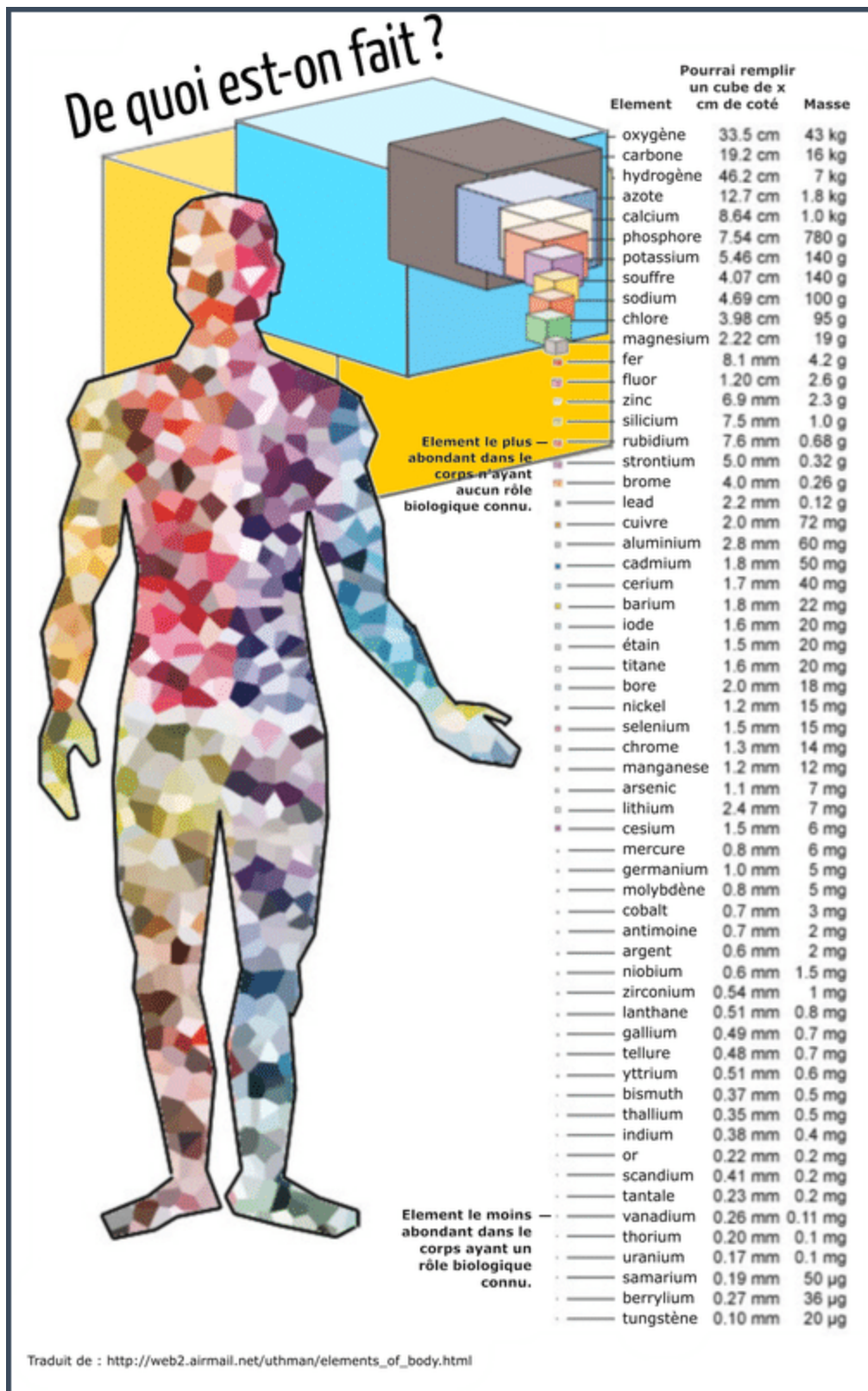
Une propriété émergente est quand un système devient plus que la simple somme des éléments qui le composent. Exemple : un plat cuisiné comparé aux ingrédients pris séparément

Dans un système complexe, ces propriétés émergentes sont beaucoup plus puissantes et inattendues.

Par exemple, le climat est un système extrêmement complexe. Il est très difficile à modéliser et il n'est pas possible de prévoir la météo au-delà de quelques jours.

Mais les ouragans sont une propriété émergente du climat. Nous pouvons observer les différents ingrédients : basse pression, eau chaude, convection... mais prévoir le lieu et le moment où il éclatera est impossible.

L'être humain est un système complexe magnifique et la conscience est sans doute la propriété émergente la plus fascinante. Le corps humain se compose d'oxygène, de carbone, d'hydrogène...



Si nous jetions tous ces ingrédients dans un bol pour les mélanger en y envoyant un courant électrique, il ne se passerait pas grand'chose.

En revanche, prenez ces mêmes ingrédients mais combinés par le codage de l'ADN – cela donne le corps humain. Et la conscience jaillit de l'esprit humain avec la même complexité et la même dynamique qu'un ouragan.

Transition de phase

Les transitions de phase sont un moyen de décrire le changement d'état d'un système complexe. Exemples : une éruption volcanique, la Bourse qui perd 20%, une hyperinflation...

Pour qu'un système complexe connaisse une transition de phase, il doit atteindre un stade critique, c'est-à-dire que les actions de certains agents qui composent le système entraînent une action de la part d'autres agents et ainsi de suite jusqu'à ce que le système se trouve radicalement modifié.

Comme pour le flocon et l'avalanche.

Ou un déplacement de plaques tectoniques qui déclenche un tsunami qui va détruire une centrale nucléaire et entraîner une panique boursière...

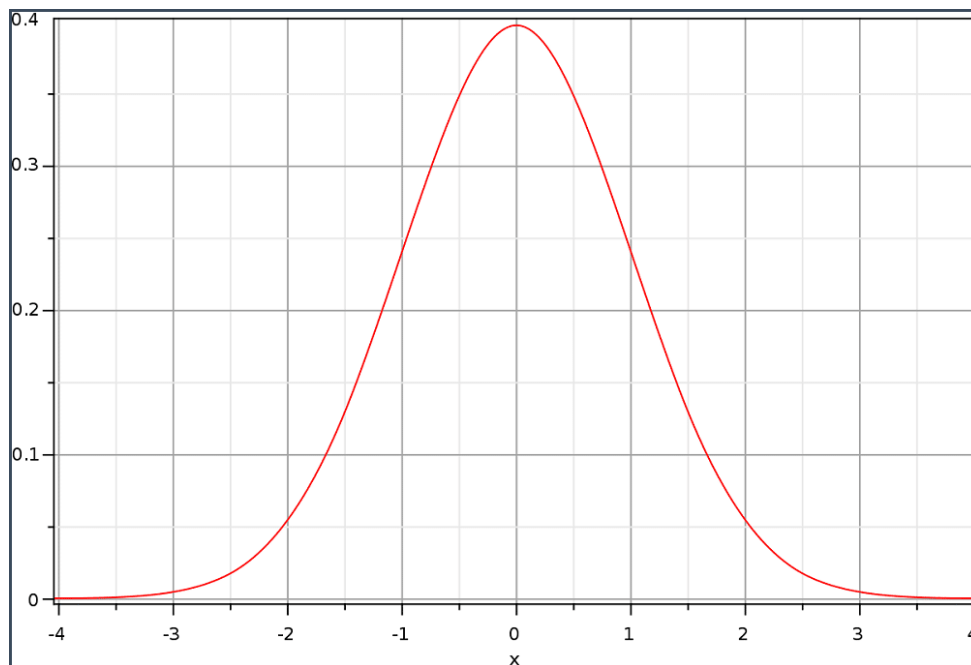
Fréquence et taille

Pour compléter notre compréhension des systèmes complexes, il faut ajouter :

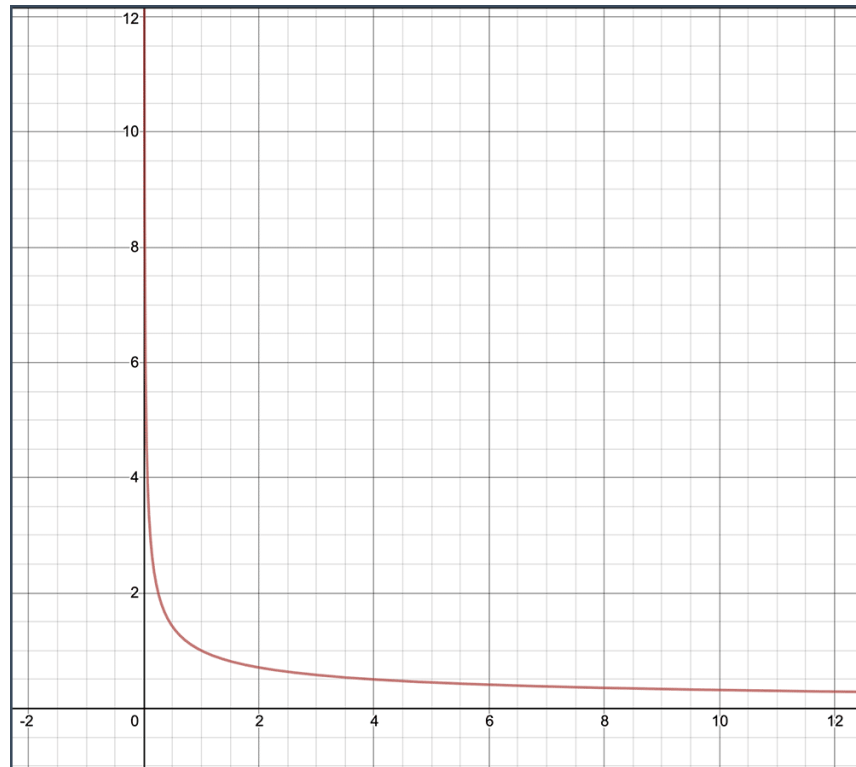
- la fréquence des événements extrêmes ;
- et la taille du système (bien sûr, la taille a de l'importance !).

Concernant la fréquence, un système complexe connaîtra davantage d'événements extrêmes.

Dans la loi normale illustrée par une courbe de Gauss (en cloche), nous observons que les événements extrêmes se produisent moins fréquemment que les événements bénins. L'abscisse X (axe vertical) représente la fréquence, et l'ordonnée Y (axe horizontal) représente la gravité des événements.



Les systèmes complexes sont davantage régis par la loi de puissance.



Nous constatons immédiatement que les événements bénins se produisent moins souvent, mais aussi que la courbe ne s'approche pas autant de zéro que sur une courbe de Gauss.

Ici, la courbe dessine plutôt une longue traîne qui s'étire loin sur la gauche sans jamais toucher l'axe horizontal. Cela signifie que des événements de plus en plus extrêmes continueront de se produire.

C'est ici qu'intervient la taille du système, car c'est elle qui déterminera jusqu'où peut aller la courbe.

Une île volcanique peut connaître des éruptions de plus en plus violentes pendant des siècles, mais la taille de l'île en déterminera la gravité. Il arrivera un moment où l'île sera entièrement détruite et il ne restera plus rien.

Hélas, les systèmes créés par l'homme ne s'arrêtent pas vraiment de grandir. Le système financier, la dette, les dérivés, le bilan des banques... tout ne fait qu'augmenter.

Le pire est que le rapport entre le risque de catastrophe et la taille est exponentiel. Si la taille du système double, le risque n'est pas seulement multiplié par deux, mais par cent. Doubler le système à nouveau et le risque est multiplié par mille, etc.

Ils pourraient réduire la taille du système en le rendant plus robuste, par exemple avec plus de banques, mais de plus petite taille. Au lieu de cela, les banques ont grossi et leur bilan de dérivés est plus important qu'en 2008.

L'effondrement inéluctable

Alors Evergrande est-il le dernier flocon qui déclenchera l'avalanche ?

Impossible de le savoir.

Les probabilités d'un effondrement systémique par effet domino sont bien réelles, mais si ce n'est pas ce flocon-là, ce sera le suivant. Ou le suivant...

En fin de compte, ce n'est pas la faute du flocon. Le problème est l'instabilité du système. L'avalanche va inévitablement se produire.

C'est le destin de tout système complexe qui atteint un stade critique. S'il ne s'engage pas dans un processus de simplification maîtrisée, il sera victime tôt ou tard d'une simplification violente et brutale.

Pour éviter un effondrement systémique, il faudrait s'engager dans une simplification coordonnée du système, mais c'est tout l'inverse que l'on observe concrètement. Le risque ne fait qu'augmenter en attendant le prochain élément déclencheur.

La neige s'accumule sur le système financier mondial hyperconnecté jusqu'au moment où tombera le dernier flocon...

Quand et où il tombera exactement ? Impossible à prévoir, mais on sait qu'il tombera.

Et ce sera impossible à arrêter. Les élites le savent. C'est peut-être pour cela qu'elles tentent de nous imposer un système totalitaire pour nous contrôler.

Car les systèmes complexes s'imbriquent les uns dans les autres, en fractales, comme des poupées russes. Et au-delà du système financier, il y a la société tout entière...

La civilisation même.

Toutes les sociétés complexes finissent par s'effondrer. La complexité devient tellement importante qu'il en faut toujours plus pour produire de moins en moins de résultats, jusqu'à avoir des rendements négatifs. *C'est la loi des rendements décroissants.*

Et les élites qui dirigent la société veulent garder leur part d'un gâteau qui rétrécit, voire l'augmenter. Elles deviennent donc des parasites qui sucent la vitalité de la société en accroissant leurs richesses par des moyens non productifs.

Préparent-elles une tentative de démolition contrôlée du système ? Vont-elles réussir ?

Mieux vaut « hedger » en conséquence.

Soyons malin et évitons de nous laisser hypnotiser. Un méga-événement peut devenir incontrôlable. Le *timing* ne se prévoit pas. Inutile de chercher à savoir si l'effondrement se produira tel jour à telle heure.

Ne déléguez pas votre réflexion à des pseudo-experts.

Prenez vos responsabilités. Vous ferez ainsi partie de la petite minorité qui reprend les commandes de sa propre vie.

Soyez un exemple pour les autres.

Vibrez !

▲ RETOUR ▲

.La reprise, pire que la crise ?

rédigé par [Bruno Bertez](#) 27 septembre 2021

Et si la crise ne se produisait pas comme prévu ? Si, à la place, une reprise vigoureuse se produisait... poussant les autorités à prendre des mesures qui déplaisent aux marchés ? Quand tout est faussé, les bonnes nouvelles deviennent mauvaises...



Avec la fin des aides à l'emploi, les Etats-Unis pourraient enregistrer jusqu'à 300 000 créations de postes supplémentaires par mois au cours du reste de l'année, [comme nous l'avons vu vendredi](#). Cela représenterait alors près d'un million de nouveaux emplois par mois d'ici la fin de l'année – avec un taux de chômage qui tomberait alors au-dessous des 5%.

Comment pensez-vous que les marchés d'actions et d'obligations réagiraient à cette nouvelle ? Comment pensez-vous que Powell et compagnie réagiraient ?

Bien entendu, il se pourrait aussi que les allocations de chômage étendues n'aient eu aucun impact comportemental sur ceux qui les ont reçues. [Nous avons vu un certain nombre de notes de recherche qui prétendent que les États qui ont mis fin aux prestations plus tôt n'ont vu aucun changement dans leur taux d'emploi.](#)

Qui a tort, qui a raison ? Quel est l'état réel du marché du travail, quelle est la « réserve » réelle ?

Personne ne le sait et personne ne peut le deviner car ceci reste à construire. Le marché du travail futur dépendra des conditions futures de l'économie ! Tout est en interaction, en boucle.

Pic d'exubérance

Indépendamment de ce qui va se passer dans l'économie au cours du reste de l'année, je pense que le marché financier peut avoir sa logique propre selon la croyance qui va s'installer.

Les événements chinois sont clairement déflationnistes au plan économique, mais on entend ici et là des voix pas trop stupides qui nous disent que cela fera comme en 2015 et 2016 : le monde sera obligé de refaire un *round* de reflation pour éviter la dislocation.

Nous approchons du pic d'exubérance financière. La rotation des liquidités vers les actions et les obligations est alarmante. Les entrées de fonds dans les actions mondiales cette année dépassent 1 000 Mds\$ – c'est plus que toutes les 20 dernières années combinées.

Les afflux ont tendance, historiquement, à se produire après la hausse maximum des actions ; en revanche, les sorties s'accroissent après les baisses. Le volume massif des entrées récentes de capitaux sur les marchés est une donnée importante mais il est difficile d'en deviner l'incidence future.

La plupart des gens craignent qu'un ralentissement de l'économie ne soit le déclencheur d'une liquidation boursière, mais je pense que ce n'est peut-être pas évident : tout dépendra de la *croyance* du moment.

Quelle correction attendre ?

Les liquidités peuvent être désirables ou non, selon l'humeur spéculative. Tout est réversible. Et en particulier, les spéculateurs peuvent se dire qu'un ralentissement garantit le remplissage du légendaire bol de punch et la poursuite de la validité du scénario « Boucles d'or », *Goldilocks*.

Les corrections peuvent être déclenchées par à peu près n'importe quoi, sauf par les valorisations ; un marché ne corrige jamais parce qu'il est trop cher.

Une accélération de l'économie serait peut-être plus redoutable qu'un ralentissement. Qui sait ? Elle signifierait peut-être une accélération du calendrier de réduction des achats de la Fed ? Je ne pense pas que les actions aimeraient cela...

Ce serait une nouvelle occasion pour Powell de se tromper !

A force de tout détraquer, il n'y a plus d'indicateurs fiables, plus d'anticipations qui marchent ; il n'y a qu'une succession d'errements qui nous mènent... on ne sait plus où.

C'est l'aventure !

▲ RETOUR ▲